

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2002 — 3300

[C — 2002/27844]

**18 JUILLET 2002. — Décret modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Dispositions modificatives*

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 3 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, modifié par le décret du 27 novembre 1997, est complété par l'alinéa suivant :

« Le Gouvernement désigne les fonctionnaires délégués qui déposent annuellement auprès de lui un rapport sur leurs activités, sur le suivi des incidences notables sur l'environnement de la mise en œuvre du schéma de développement de l'espace régional et des plans de secteur, et les éventuelles mesures correctrices à engager. Ces rapports sont déposés sur le bureau du Conseil régional wallon et font l'objet d'une publication accessible au public. »

**Art. 2.** A l'article 7 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1. au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « et après avis de la Commission régionale » sont supprimés;
2. au § 2, alinéa 2, les mots « et après avis de la Commission régionale, » sont supprimés;
3. à la fin du § 3, alinéa 8, ajouter la phrase : « A la demande du conseil communal, il peut être dérogé à la règle de proportionnalité en faveur de l'opposition. »;

4. au § 4, alinéa 2, le mot « dix » est remplacé par le mot « six »;

5. le § 6 est complété comme suit :

« La proposition du conseil communal et la décision du Gouvernement respectent, dans le choix des membres composant les sections,

1° une répartition géographique équilibrée;

2° un équilibre dans la représentation des intérêts sociaux, économiques, patrimoniaux et environnementaux de la commune. »;

6. l'article est complété comme suit :

« § 7. Outre les avis que le présent Code la charge de donner, la Commission peut donner des avis d'initiative sur les sujets qu'elle estime pertinents. »

**Art. 3.** A l'article 11 du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997, est apportée la modification suivante : Les mots « , des plans de lotissement » sont insérés entre les mots « des plans d'aménagement » et les mots « ou des règlements d'urbanisme ».

**Art. 4.** A l'article 12 du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997 et par le décret du 6 mai 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1. au 6°, les mots « d'une personne justifiant de compétences relatives à la gestion du territoire concerné » sont remplacés par les mots « ou le maintien de l'engagement d'un ou plusieurs conseillers en aménagement du territoire et en environnement »;

2. un deuxième alinéa est inséré, rédigé comme suit :

« Selon les modalités qu'il arrête, le Gouvernement peut mettre des conseillers en aménagement du territoire et en environnement à la disposition des communes. »;

3. un troisième alinéa est inséré, rédigé comme suit :

« Lors de l'établissement des modalités de l'allocation de subventions aux communes visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, et des modalités de mise à disposition des conseillers en aménagement du territoire et en environnement visées à l'alinéa 2, le Gouvernement favorise les communes qui réunissent les conditions d'application de l'article 107, § 1<sup>er</sup>, 3°, ou qui entament le processus qui conduit à la réunion de ces conditions. »;

4. remplacer le 1° par le texte suivant :

« 1° pour l'élaboration de la révision totale d'un plan communal d'aménagement, d'un schéma de structure communal, d'un règlement communal d'urbanisme ou d'un programme communal visé à l'article 33; »;

**Art. 5.** L'article 14 du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997 et le décret du 16 décembre 1998, est remplacé par le texte suivant :

« Art. 14. § 1<sup>er</sup>. Le schéma de développement de l'espace régional est établi à l'initiative du Gouvernement.

Le Gouvernement élabore l'avant-projet de schéma de développement de l'espace régional et fait réaliser un rapport sur les incidences environnementales dont il fixe l'ampleur et le degré de précision des informations comprenant :

1° un résumé du contenu, une description des objectifs de l'avant-projet de schéma de développement de l'espace régional ainsi que ses liens avec d'autres plans et programmes pertinents;

2° les aspects pertinents de la situation environnementale ainsi que son évolution probable si le schéma de développement de l'espace régional n'est pas mis en œuvre;

3° les caractéristiques environnementales des zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable;

4° les problèmes environnementaux liés à l'avant-projet de schéma de développement de l'espace régional qui concernent les zones revêtant une importance particulière pour l'environnement telles que celles désignées conformément aux Directives 79/409/CEE et 92/43/CEE;

5° les problèmes environnementaux qui concernent les zones dans lesquelles pourraient s'implanter des établissements présentant un risque majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement au sens de la Directive 96/82/CE ou si l'avant-projet de schéma prévoit l'inscription de zones destinées à l'habitat ainsi que de zones ou d'infrastructures fréquentées par le public à proximité de tels établissements;

6° les objectifs pertinents en matière de protection de l'environnement et la manière dont ils sont pris en considération dans le cadre de l'élaboration du schéma;

7° les incidences non négligeables probables, à savoir les effets secondaires, cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long terme, permanents et temporaires tant positifs que négatifs sur l'environnement, y compris la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel y compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages et les interactions entre ces facteurs;

8° les incidences sur l'activité agricole et forestière;

9° les mesures à mettre en œuvre pour éviter, réduire ou compenser les effets négatifs visés aux 7° et 8°;

10° la présentation des alternatives possibles et de leur justification;

11° une description de la méthode d'évaluation retenue et des difficultés rencontrées;

12° les mesures envisagées pour assurer le suivi de la mise en œuvre du schéma de développement de l'espace régional;

13° un résumé non technique des informations visées ci-dessus.

Le Gouvernement soumet le projet de contenu du rapport sur les incidences environnementales ainsi que l'avant-projet de schéma pour avis à la Commission régionale, au Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable, aux personnes et instances qu'il juge nécessaire de consulter, ainsi que, si l'avant-projet de schéma comporte des zones dans lesquelles peuvent s'implanter des établissements présentant un risque majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement au sens de la Directive 96/82/CE ou s'il prévoit l'inscription de zones destinées à l'habitat ainsi que de zones ou d'infrastructures fréquentées par le public à proximité de tels établissements, à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. Les avis portent sur l'ampleur et la précision des informations que le rapport doit contenir. Les avis sont transmis dans les trente jours de la demande du Gouvernement. A défaut, les avis sont réputés favorables.

La Commission régionale est informée des études préalables et peut à toute époque formuler les suggestions qu'elle juge utiles.

§ 2. Le Gouvernement adopte provisoirement le projet de schéma et le soumet, accompagné du rapport sur les incidences environnementales, à une enquête publique ainsi qu'à l'avis des personnes et instances qu'il juge nécessaire de consulter.

L'enquête publique est annoncée par voie d'affiches dans chaque commune, par un avis inséré dans au moins trois journaux diffusés dans l'ensemble de la Région wallonne, dont un de langue allemande, ainsi que par un communiqué diffusé à trois reprises par la R.T.B.F. et par le Centre belge pour la radiodiffusion télévision de langue allemande.

Selon les modalités arrêtées par le Gouvernement, le projet de schéma et le rapport sur les incidences environnementales sont déposés dans chaque commune, pendant soixante jours, aux fins de consultation. Le début et la fin de ce délai sont précisés dans l'annonce. Les réclamations et observations sont adressées, par écrit, au collège des bourgmestre et échevins, avant la fin du délai de l'enquête publique. Elles sont annexées au procès-verbal de clôture de l'enquête publique que le collège des bourgmestre et échevins dresse dans les huit jours de cette clôture. Dans les quarante-cinq jours de la clôture de l'enquête publique, le collège des bourgmestre et échevins transmet les réclamations, observations et le procès-verbal de clôture de l'enquête publique au Gouvernement.

Dès l'annonce de l'enquête publique, le Gouvernement organise une séance de présentation du projet de schéma au chef-lieu de chaque arrondissement administratif et au siège de la Communauté germanophone.

§ 3. Lorsque l'aménagement proposé par le projet de schéma de développement de l'espace régional est susceptible d'avoir des incidences sur l'environnement d'une autre Région, d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie de la Convention d'Espoo du 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, le projet de schéma accompagné du rapport sur les incidences environnementales et des informations éventuelles sur les incidences transfrontières est transmis aux autorités compétentes de cette autre Région, de cet autre Etat membre de l'Union européenne ou de cet autre Etat partie à la Convention d'Espoo.

Le Gouvernement détermine :

1° les instances chargées de la transmission des documents aux autorités visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>;

2° les modalités selon lesquelles les autorités compétentes de la Région ou de l'Etat susceptibles d'être affectés peuvent participer à l'évaluation des incidences sur l'environnement;

3° les modalités suivant lesquelles le schéma, la déclaration environnementale et les avis émis visés au § 4, alinéa 2, du présent article sont communiqués aux autorités visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 4. Les conseils communaux ainsi que les personnes et instances visées au § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, transmettent leur avis au Gouvernement dans les quarante-cinq jours de la fin du délai de l'enquête publique.

La Commission régionale et le Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable, et la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement si elle a été consultée en application du § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, transmettent leur avis sur l'ensemble du dossier dans les soixante jours de la demande du Gouvernement.

§ 5. Le Gouvernement adopte définitivement le schéma. En outre, le Gouvernement produit une déclaration environnementale résumant la manière dont les considérations environnementales ont été intégrées dans le schéma et dont le rapport sur les incidences environnementales, les avis, réclamations et observations émis en application des §§ 2, 3 et 4 du présent article ont été pris en considération ainsi que les raisons des choix du schéma tel qu'adopté, compte tenu des autres solutions raisonnables envisagées.

L'arrêté du Gouvernement est publié au *Moniteur belge*, ainsi que la déclaration environnementale.

Dans les dix jours de la publication au *Moniteur belge*, des expéditions du schéma et de la déclaration environnementale sont transmises aux communes, à la Commission régionale et au Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable et, le cas échéant, à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. »

**Art. 6.** L'article 17 du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997, est remplacé par le texte suivant :

« Art. 17. § 1<sup>er</sup>. Sur la base d'une analyse de la situation de fait et de droit, notamment des périmètres de protection visés par le présent Code ou d'autres législations, le schéma de structure communal est établi à l'initiative du conseil communal. Parmi les personnes agréées conformément à l'article 11, celui-ci désigne la personne physique ou morale, privée ou publique, qu'il charge de l'élaboration du projet de schéma.

Le conseil communal élabore l'avant-projet de schéma de structure et fait réaliser un rapport sur les incidences environnementales dont il fixe l'ampleur et le degré de précision des informations, comprenant :

1° un résumé du contenu et une description des objectifs de l'avant-projet de schéma de structure communal ainsi que ses liens avec d'autres plans ou programmes pertinents;

2° les aspects pertinents de la situation environnementale ainsi que son évolution probable si le schéma de structure communal n'est pas mis en œuvre;

3° les caractéristiques environnementales des zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable;

4° les problèmes environnementaux liés à l'avant-projet de schéma de structure communal qui concernent les zones revêtant une importance particulière pour l'environnement telles que celles désignées conformément aux Directives 79/409/CEE et 92/43/CEE;

5° les problèmes environnementaux qui concernent les zones dans lesquelles pourraient s'implanter des établissements présentant un risque majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement au sens de la Directive 96/82/CE ou si l'avant-projet de schéma prévoit l'inscription de zones destinées à l'habitat ainsi que de zones ou d'infrastructures fréquentées par le public à proximité de tels établissements;

6° les objectifs de la protection de l'environnement pertinents et la manière dont ils sont pris en considération dans le cadre de l'élaboration du schéma;

7° les incidences non négligeables probables, à savoir les effets secondaires, cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long terme, permanents et temporaires tant positifs que négatifs sur l'environnement, y compris la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel y compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages et les interactions entre ces facteurs;

8° les incidences sur l'activité agricole et forestière;

9° les mesures à mettre en œuvre pour éviter, réduire ou compenser les effets négatifs visés aux 7° et 8°;

10° la présentation des alternatives possibles et de leur justification;

11° une description de la méthode d'évaluation retenue et des difficultés rencontrées;

12° les mesures envisagées pour assurer le suivi de la mise en œuvre du schéma de structure communal;

13° un résumé non technique des informations visées ci-dessus.

Le rapport des incidences sur l'environnement peut être fondé notamment sur les renseignements utiles obtenus lors d'autres évaluations environnementales effectuées précédemment et, en particulier, à l'occasion de l'adoption d'un plan de secteur ou d'un plan communal d'aménagement.

Le conseil communal soumet le projet de contenu de rapport sur les incidences environnementales ainsi que l'avant-projet de schéma pour avis à la Commission communale ou, à défaut, à la Commission régionale, au Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable, aux personnes et instances qu'il juge nécessaire de consulter, ainsi que, si l'avant-projet de schéma comporte des zones dans lesquelles peuvent s'implanter des établissements présentant un risque majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement au sens de la Directive 96/82/CE ou s'il prévoit l'inscription de zones destinées à l'habitat ainsi que de zones ou d'infrastructures fréquentées par le public à proximité de tels établissements, à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. Les avis portent sur l'ampleur et la précision des informations que le rapport doit contenir. Les avis sont transmis dans les trente jours de la demande du conseil communal. A défaut, les avis sont réputés favorables.

La Commission communale est informée des études préalables et peut à toute époque formuler les suggestions qu'elle juge utiles.

Le conseil communal adopte provisoirement le projet de schéma.

§ 2. Le projet de schéma et le rapport sur les incidences environnementales sont soumis par le collège des bourgmestre et échevins à une enquête publique d'une durée de quarante-cinq jours.

L'enquête publique est annoncée tant par voie d'affiches que par un avis inséré dans les pages locales de trois quotidiens d'expression française ou allemande selon le cas.

S'il existe un bulletin communal d'information ou un journal publicitaire distribués gratuitement à la population, l'avis y est inséré.

Dans le cadre de l'enquête publique, une ou plusieurs séances d'information, dont le lieu, le jour et l'heure sont précisés dans l'annonce, sont organisées par le collège.

Parallèlement, le projet de schéma et le rapport sur les incidences environnementales sont également soumis par le collège des bourgmestre et échevins à l'avis du fonctionnaire délégué. L'avis est transmis dans les trente jours de la demande du collège des bourgmestre et échevins; à défaut, l'avis est réputé favorable.

§ 3. Lorsque l'aménagement proposé par le projet de schéma de structure communal est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement d'une autre Région, d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie de la Convention d'Espoo du 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, le projet de schéma accompagné du rapport sur les incidences environnementales et des informations éventuelles sur les incidences transfrontières est transmis aux autorités compétentes de cette autre Région, de cet autre Etat membre de l'Union européenne ou de cet autre Etat partie à la Convention d'Espoo.

Le Gouvernement détermine :

1° les instances chargées de la transmission des documents aux autorités visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>;

2° les modalités selon lesquelles les autorités compétentes de la Région ou de l'Etat susceptibles d'être affectés peuvent participer à l'évaluation des incidences sur l'environnement;

3° les modalités suivant lesquelles le schéma, la déclaration environnementale et les avis émis visés au § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, du présent article sont communiqués aux autorités visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 4. Le projet de schéma et le rapport sur les incidences environnementales sont ensuite soumis, pour avis, à la Commission communale ou, à défaut, à la Commission régionale et au Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable ainsi qu'aux autres personnes et instances et à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement si elles ont été consultées en application du § 1<sup>er</sup>, alinéa 4. En outre, les réclamations et observations sont transmises à la Commission communale. L'avis est transmis dans les soixante jours de la demande du collège des bourgmestre et échevins; à défaut, l'avis est réputé favorable.

§ 5. Le conseil communal adopte définitivement le schéma accompagné d'une déclaration environnementale résumant la manière dont les considérations environnementales ont été intégrées dans le schéma et dont le rapport sur les incidences environnementales, les avis, réclamations et observations émis en application des §§ 2, 3 et 4 du présent article ont été pris en considération, ainsi que les raisons des choix du schéma tel qu'adopté, compte tenu des autres solutions raisonnables envisagées. Il en adresse une expédition avec le dossier au Gouvernement.

Celui-ci peut annuler la décision du conseil communal par arrêté motivé envoyé dans les soixante jours de la réception du dossier complet.

Le public est admis à prendre connaissance du schéma ainsi que de la déclaration environnementale ou, le cas échéant, de la décision du conseil communal ainsi que de l'avis visé à l'article 18, alinéa 2, à la maison communale. Il en est informé suivant les modes prévus à l'article 112 de la nouvelle loi communale.

Le schéma et la déclaration environnementale sont transmis à la Commission communale ou, à défaut, à la Commission régionale, et au Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable et, le cas échéant, aux autres personnes et instances et à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. »

**Art. 7.** L'article 18 du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997, est complété par les alinéas suivants :

« Toutefois, s'il apparaît que les modifications apportées dans le cadre de la révision sont mineures compte tenu des caractéristiques des projets ou activités dont la révision constitue le cadre et compte tenu des incidences et des zones susceptibles d'être touchées, le conseil communal, après avis de la Commission communale ou, à défaut, de la Commission régionale, et du conseil wallon de l'environnement pour le développement durable, peut décider que la révision du schéma de structure communal ne doit pas faire l'objet du rapport sur les incidences environnementales visé à l'article 17, § 1<sup>er</sup>. L'avis est transmis dans les trente jours de la demande du Conseil communal. A défaut, l'avis est réputé favorable.

Ne constituent pas des modifications mineures, les modifications qui concernent une zone désignée conformément aux Directives 79/409/CEE et 92/43/CEE ou qui visent à permettre la réalisation d'un projet soumis à étude d'incidences sur l'environnement ou encore qui concernent des zones dans lesquelles peuvent s'implanter des établissements présentant un risque majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement au sens de la Directive 96/82/CE ou qui prévoient l'inscription de zones destinées à l'habitat ainsi que de zones ou d'infrastructures fréquentées par le public à proximité de tels établissements.

Dans ce cas, la déclaration environnementale visée à l'article 17, § 5, reproduit la décision visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> et sa motivation. »

**Art. 8.** Un article 18*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 18*bis*. Le collège des bourgmestre et échevins dépose périodiquement auprès du conseil communal un rapport sur le suivi des incidences notables sur l'environnement de la mise en œuvre du schéma de structure communal et les éventuelles mesures correctrices à engager. Le public en est informé suivant les modes prévus à l'article 112 de la loi communale. »

**Art. 9.** L'article 23 du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997, est remplacé par le texte suivant :

« Art. 23. Le plan de secteur comporte :

- 1° la détermination des différentes affectations du territoire;
- 2° le tracé existant et projeté du réseau des principales infrastructures de communication et de transport de fluides et d'énergie.

Le plan peut notamment comporter :

- 1° les périmètres où une protection particulière se justifie pour les raisons énoncées à l'article 40;
- 2° des prescriptions supplémentaires d'ordre urbanistique ou planologique;
- 3° d'autres mesures d'aménagement.

Le Gouvernement peut déterminer la présentation graphique du plan de secteur. »

**Art. 10.** L'intitulé de la section 3 du chapitre II, titre III, livre Ier, du Code est remplacé par le texte suivant :

« Section 3. — Destination et prescriptions générales des zones, tracés de réseaux d'infrastructures principales »

**Art. 11.** A l'article 26 du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997, sont apportées les modifications suivantes :

1. à l'alinéa 2, le mot « économiques » est remplacé par les mots « d'artisanat, de service, de distribution, de recherche ou de petite industrie »;
2. à l'alinéa 2, les mots « ou récréatifs » sont insérés entre les mots « équipements touristiques » et les mots « peuvent également ».

**Art. 12.** A l'article 27 du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997, sont apportées les modifications suivantes :

1. à l'alinéa 2, le mot « économiques » est remplacé par les mots « d'artisanat, de service, de distribution, de recherche ou de petite industrie »;
2. à l'alinéa 2, les mots « ou récréatifs » sont insérés entre les mots « équipements touristiques » et les mots « peuvent également ».

**Art. 13.** L'article 28 du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997, est remplacé par le texte suivant :

« Art. 28. § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice de leur implantation en zone d'habitat ou en zone d'habitat à caractère rural, la zone de services publics et d'équipements communautaires est destinée aux activités d'utilité publique ou d'intérêt général.

Elle ne peut comporter que des constructions ou aménagements destinés à satisfaire un besoin social assuré par une personne publique ou une personne privée à laquelle les pouvoirs publics ont confié la gestion d'un service public. Elle peut également comporter des constructions ou aménagements qui ont pour finalité de promouvoir l'intérêt général.

§ 2. La zone de services publics et d'équipements communautaires marquée de la surimpression « C.E.T. » est principalement destinée à accueillir l'implantation et l'exploitation d'un centre d'enfouissement technique visée par la législation relative aux déchets ainsi que les installations de regroupement de déchets préalables à cette exploitation. Elle peut, en outre, être destinée à d'autres activités de gestion de déchets pour autant que ces activités soient liées à l'exploitation du centre d'enfouissement technique autorisé ou n'en compromettent pas l'exploitation. Au terme de l'exploitation, la zone devient une zone d'espaces verts et sa réhabilitation, en tout ou en partie, est fixée par le permis délivré pour l'exploitation de l'installation concernée.

Dans les zones ou parties de zone marquées de la surimpression « C.E.T. » non encore exploitées, d'autres actes et travaux peuvent être autorisés pour une durée limitée pour autant qu'ils ne soient pas de nature à mettre en péril l'exploitation future du centre d'enfouissement technique.

La zone de services publics et d'équipements communautaires marquée de la surimpression « C.E.T.D. » est exclusivement destinée au maintien d'un centre d'enfouissement technique désaffecté visé par la législation relative aux déchets, dans laquelle des restrictions peuvent être imposées aux actes et travaux dans le but de garantir le maintien et la surveillance des ouvrages et travaux réalisés pour la remise en état des sites pollués.

Les immeubles de bureau ou de surveillance nécessaires à l'exploitation et au maintien des zones visées au présent paragraphe peuvent être admis.

Les zones visées au présent paragraphe comportent un périmètre ou un dispositif d'isolement. »

**Art. 14.** L'article 30 du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997, est remplacé par le texte suivant :

« Art. 30. La zone d'activité économique mixte est destinée aux activités d'artisanat, de service, de distribution, de recherche ou de petite industrie. Elle comporte un périmètre ou un dispositif d'isolement.

La zone d'activité économique industrielle est destinée aux activités à caractère industriel et aux activités de stockage ou de distribution à l'exclusion de la vente au détail. Elle comporte un périmètre ou un dispositif d'isolement. Les entreprises de services qui leur sont auxiliaires y sont admises.

A titre exceptionnel, peuvent être autorisés :

1° dans les zones d'activité économique industrielle, les dépôts de déchets inertes;

2° dans les zones d'activité économique industrielle situées le long des voies d'eau navigables, les dépôts de boue de dragage.

Le logement de l'exploitant ou du personnel de gardiennage peut être admis dans les zones d'activité économique pour autant que la sécurité ou la bonne marche de l'entreprise l'exigent. Il fait partie intégrante de l'exploitation. »

**Art. 15.** L'article 31 du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997, est remplacé par le texte suivant :

« Art. 31. § 1<sup>er</sup>. La zone marquée de la surimpression « A.E. » est exclusivement destinée aux activités agro-économiques de proximité ainsi qu'aux entreprises de transformation du bois.

La zone marquée de la surimpression « G.D. » est exclusivement destinée aux activités de grande distribution.

Les entreprises de services qui leur sont auxiliaires y sont admises. Ces zones comportent un périmètre ou un dispositif d'isolement.

§ 2. La zone marquée de la surimpression « R.M. » est exclusivement destinée aux industries qui présentent des risques majeurs pour les personnes, les biens ou l'environnement.

Cette zone doit être isolée et comporter un périmètre ou un dispositif d'isolement.

§ 3. Le logement de l'exploitant ou du personnel de gardiennage peut être admis dans les zones d'activité économique spécifique pour autant que la sécurité et la bonne marche de l'entreprise l'exigent.

Il fait partie intégrante de l'exploitation. »

**Art. 16.** L'article 32 du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997, est remplacé par le texte suivant :

« Art. 32. La zone d'extraction est destinée à l'exploitation des carrières et de leurs dépendances ainsi qu'au dépôt des résidus de l'activité d'extraction, dans le respect de la protection et de la gestion parcimonieuse du sol et du sous-sol, ainsi qu'au dépôt des résidus de l'activité d'extraction.

Dans les zones ou parties de zone d'extraction non encore exploitées, d'autres actes et travaux peuvent être autorisés à titre temporaire pour autant qu'ils ne soient pas de nature à mettre en péril l'exploitation future du gisement.

Au terme de l'exploitation, la zone devient une zone d'espaces verts et son réaménagement, en tout ou en partie, est fixé par le permis qui autorise l'extraction.

Le logement de l'exploitant ou du personnel de gardiennage peut être admis en zone d'extraction pour autant que la sécurité ou la bonne marche de l'exploitation l'exigent. Il fait partie intégrante de l'exploitation. »

**Art. 17.** L'article 33 du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997, est remplacé par le texte suivant :

« Art. 33. § 1<sup>er</sup>. La zone d'aménagement différé est destinée à recevoir toute affectation visée à l'article 25, alinéa 2.

§ 2. La mise en œuvre de la zone d'aménagement différé est subordonnée :

1° à l'approbation par le Gouvernement du programme communal déterminant l'ordre de priorité de la mise en œuvre des zones d'aménagement différé situées sur le territoire de la commune;

2° à l'existence d'un plan communal d'aménagement couvrant toute la zone.

A défaut, la zone d'aménagement différé ne peut être mise en œuvre.

§ 3. Le programme visé au § 2, 1°, comporte :

1° l'analyse de la situation de fait et de droit, en ce compris la détermination des zones ou parties de zones d'aménagement différé mises en œuvre au sens de l'article 12bis du décret du 27 novembre 1997;

2° un rapport sur les principales tendances du développement du territoire communal, les problèmes à résoudre ainsi que les contraintes et les potentialités notamment quant à l'accessibilité actuelle ou projetée de ces zones et leur équipement actuel ou projeté en ce qui concerne l'égouttage;

3° la programmation de la mise en œuvre des zones d'aménagement différé, en ce compris l'ordre de priorité de cette mise en œuvre fondée sur les objectifs d'aménagement en tenant compte notamment des options du schéma de développement de l'espace régional et du schéma de structure communal s'il existe, cette programmation pouvant prévoir la mise en œuvre simultanée de certaines zones d'aménagement différé;

4° les affectations générales des zones d'aménagement différé.

§ 4. Les dispositions réglant l'élaboration et la révision du schéma de structure communal sont applicables à l'élaboration et à l'adoption du programme visé au paragraphe précédent, à l'exception de l'article 17, § 5, alinéa 2.

Le Gouvernement approuve ou refuse le programme par arrêté motivé envoyé dans les soixante jours de la réception du dossier. A défaut de l'envoi de l'arrêté du Gouvernement au collège des bourgmestre et échevins par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, le collège des bourgmestre et échevins peut, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, adresser un rappel au Gouvernement.

Si, à l'expiration d'un nouveau délai de trente jours prenant cours à la date de dépôt à La Poste de la lettre recommandée contenant le rappel, le collège des bourgmestre et échevins n'a pas reçu l'arrêté du Gouvernement, le programme est réputé approuvé.

§ 5. Le programme a force obligatoire et valeur réglementaire.

§ 6. Le Gouvernement peut définir des modalités d'application de mise en œuvre de la zone d'aménagement différé. »

**Art. 18.** L'article 34 du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997, est remplacé par le texte suivant :

« Art. 34. La zone d'aménagement différé à caractère industriel est destinée à recevoir les activités visées à l'article 30, alinéa 2, ou à l'article 31.

Cette zone comporte un périmètre ou un dispositif d'isolement.

Le logement de l'exploitant ou du personnel de gardiennage peut y être admis pour autant que la sécurité ou la bonne marche de l'entreprise l'exige. Il fait partie intégrante de l'exploitation.

La mise en œuvre de la zone d'aménagement différé à caractère industriel est subordonnée à l'existence d'un plan communal d'aménagement couvrant la totalité de la zone.

A défaut, la zone d'aménagement différé à caractère industriel ne peut être mise en œuvre. »

**Art. 19.** Un article 39bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 39bis. Du réseau des principales infrastructures de communication et de transport de fluides et d'énergie.

Les infrastructures principales dont le plan de secteur comporte le tracé existant et projeté sont les autoroutes, les routes de liaison régionale, les lignes de chemin de fer, les champs d'aviation, les voies navigables, les lignes électriques à haute tension aériennes ou souterraines, les canalisations d'importance au moins régionale. Le Gouvernement peut définir les routes de liaison régionale, les lignes électriques à haute tension aériennes ou souterraines et les canalisations d'importance au moins régionale. »

**Art. 20.** L'article 40 du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997, est remplacé par le texte suivant :

« Art. 40. Le plan peut comporter en surimpression aux zones précitées les périmètres suivants dont le contenu est déterminé par le Gouvernement :

1° de point de vue remarquable;

2° de liaison écologique;

3° d'intérêt paysager;

4° d'intérêt culturel, historique ou esthétique;

5° de risque naturel ou de contrainte géotechnique majeurs tels que l'inondation, l'éboulement d'une paroi rocheuse, le glissement de terrain, le karst, les affaissements miniers, le risque sismique ou de risque majeur au sens de l'article 31;

6° de réservation;

7° d'extension de zones d'extraction. »

**Art. 21.** L'article 41 du même Code est complété par l'alinéa suivant :

« Les prescriptions supplémentaires peuvent porter notamment sur :

1° la précision de l'affectation des zones;

2° le phasage de leur occupation;

3° la réversibilité des affectations;

4° la densité des constructions ou des logements;

5° l'obligation d'élaborer un plan communal d'aménagement préalable à leur mise en œuvre;

6° l'obligation d'élaborer un règlement communal d'urbanisme préalable à leur mise en œuvre. ».

L'article 42 du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997, est remplacé par le texte suivant :

**Art. 22.** « Art. 42. Le Gouvernement décide l'élaboration du plan de secteur et en adopte l'avant-projet, lequel est établi sur la base d'une analyse de la situation de fait et de droit notamment des périmètres visés par le présent Code ou d'autres législations.

Le Gouvernement fait réaliser une étude d'incidences dont il fixe l'ampleur et le degré de précision des informations, comprenant :

1° un résumé du contenu et une description des objectifs de l'avant-projet de plan ainsi que ses liens avec d'autres plans ou programmes pertinents;

2° la justification de l'avant-projet de plan au regard de l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>;

3° les caractéristiques humaines et environnementales du territoire visé et de ses potentialités ainsi que l'évolution probable de la situation environnementale si le plan n'est pas mis en œuvre;

4° les caractéristiques environnementales des zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable;

5° les problèmes environnementaux liés à l'avant-projet de plan de secteur qui concernent les zones revêtant une importance particulière pour l'environnement telles que celles désignées conformément aux Directives 79/409/CEE et 92/43/CEE;

6° les problèmes environnementaux qui concernent les zones dans lesquelles pourraient s'implanter des établissements présentant un risque majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement au sens de la Directive 96/82/CE ou si l'avant-projet de plan prévoit l'inscription de zones destinées à l'habitat ainsi que de zones ou d'infrastructures fréquentées par le public à proximité de tels établissements;

7° les objectifs de la protection de l'environnement pertinents et la manière dont ils sont pris en considération dans le cadre de l'élaboration du plan;

8° les incidences non négligeables probables, à savoir les effets secondaires, cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long terme, permanents et temporaires tant positifs que négatifs sur l'environnement, y compris la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel y compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages et les interactions entre ces facteurs;

9° les incidences sur l'activité agricole et forestière;

10° les mesures à mettre en œuvre pour éviter, réduire ou compenser les effets négatifs visés aux 8° et 9°;

11° la présentation des alternatives possibles et de leur justification en fonction des points 1° à 10°;

12° une description de la méthode d'évaluation retenue et des difficultés rencontrées;

13° les mesures envisagées pour assurer le suivi de la mise en œuvre du plan de secteur;

14° un résumé non technique des informations visées ci-dessus.

L'étude d'incidences peut être fondée notamment sur les renseignements utiles obtenus lors d'autres évaluations environnementales effectuées précédemment et, en particulier, à l'occasion de l'adoption du schéma de développement de l'espace régional, d'un schéma de structure communal ou d'un plan communal d'aménagement.

Le Gouvernement soumet le projet de contenu de l'étude d'incidences ainsi que l'avant-projet de plan pour avis à la Commission régionale et au Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable, aux personnes et instances qu'il juge nécessaire de consulter, ainsi que, si l'avant-projet de plan comporte des zones dans lesquelles peuvent s'implanter des établissements présentant un risque majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement au sens de la Directive 96/82/CE ou s'il prévoit l'inscription de zones destinées à l'habitat ainsi que de zones ou d'infrastructures fréquentées par le public à proximité de tels établissements, à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. Les avis portent sur l'ampleur et la précision des informations que l'étude doit contenir. Les avis sont transmis dans les trente jours de la demande du Gouvernement.

A défaut, les avis sont réputés favorables.

Parmi les personnes agréées en vertu du présent Code et de la législation relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement, le Gouvernement désigne la personne physique ou morale, privée ou publique, qu'il charge de la réalisation de cette étude.

Le Gouvernement informe régulièrement la Commission régionale de l'évolution des études préalables et lui en communique les résultats. La Commission régionale peut, à tout moment, formuler les observations ou présenter les suggestions qu'elle juge utiles. »

**Art. 23.** A l'article 43 du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997 et le décret du 6 mai 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1. Il est inséré un § 2bis rédigé comme suit :

« § 2bis. Lorsque l'aménagement proposé par le projet de plan est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement d'une autre Région, d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à la Convention d'Espoo du 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, le projet de plan accompagné de l'étude d'incidences et des informations éventuelles sur les incidences transfrontières est transmis aux autorités compétentes de cette autre Région, de cet autre Etat membre de l'Union européenne ou de cet autre Etat partie à la Convention d'Espoo.

Le Gouvernement détermine :

1° les instances chargées de la transmission des documents aux autorités visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>;

2° les modalités selon lesquelles les autorités compétentes de la Région ou de l'Etat susceptibles d'être affectés peuvent participer à la procédure d'évaluation des incidences sur l'environnement;

3° les modalités suivant lesquelles le plan, la déclaration environnementale et les avis émis visés aux §§ 3 et 4 du présent article sont communiqués aux autorités visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>. »;

2. le § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, est remplacé par le texte suivant :

« § 4. Dans les soixante jours de la clôture de l'enquête publique, le Gouvernement soumet pour avis à la Commission régionale, au Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable, aux personnes et instances qu'il juge nécessaire de consulter, ainsi qu'à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement si elle a été consultée en application de l'article 42, alinéa 3, le dossier comprenant le projet de plan accompagné de l'étude d'incidences et des réclamations, observations, procès-verbaux et avis. »;

3. le § 4, alinéa 2, est remplacé par le texte suivant :

« Les avis sont transmis dans les soixante jours de la demande du Gouvernement. Le Gouvernement peut prolonger ce délai d'une durée maximale de soixante jours. A défaut d'avis dans ce délai, ils sont réputés favorables. »

**Art. 24.** L'article 44 du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997, est remplacé par le texte suivant :

« Art. 44. Dans les douze mois qui suivent l'adoption du projet de plan, le Gouvernement arrête définitivement le plan.

Lorsque le Gouvernement s'écarte de l'avis de la Commission régionale, sa décision est motivée. En outre, le Gouvernement produit une déclaration environnementale résumant la manière dont les considérations environnementales ont été intégrées dans le plan et dont le rapport sur les incidences environnementales, les avis, réclamations et observations émis en application des §§ 2, 2bis, 3 et 4 de l'article 43 ont été pris en considération ainsi que les raisons des choix du plan tel qu'adopté, compte tenu des autres solutions raisonnables envisagées.

L'arrêté du Gouvernement est publié au *Moniteur belge*, lequel reproduit, en même temps, l'avis de la Commission régionale et la déclaration environnementale.

Dans les dix jours de la publication au *Moniteur belge*, des expéditions du plan et de la déclaration environnementale sont transmises à chacune des communes auxquelles il s'étend, lesquelles informent le public, par voie d'affiches, qu'il peut être pris connaissance du plan et de la déclaration à la maison communale.

Le plan et la déclaration environnementale sont transmis à la Commission régionale et au Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable et, le cas échéant, aux autres personnes et instances et à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. »

**Art. 25.** L'article 46 du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997, le décret du 16 décembre 1998 et le décret du 6 mai 1999, est remplacé par le texte suivant :

« Art. 46. § 1<sup>er</sup>. Les dispositions réglant l'établissement du plan de secteur sont applicables à sa révision.

En outre, sont applicables les prescriptions suivantes :

1° l'inscription d'une nouvelle zone destinée à l'urbanisation est attenante à une zone existante destinée à l'urbanisation; seule l'inscription d'une zone de services publics et d'équipements communautaires, de loisirs destinée à des activités récréatives présentant un caractère dangereux, insalubre ou incommode, d'activité économique industrielle, d'activité économique spécifique marquée de la surimpression « A.E. » ou « R.M. », d'extraction ou d'aménagement différé à caractère industriel peut y déroger;

2° l'inscription d'une nouvelle zone destinée à l'urbanisation ne peut prendre la forme d'un développement linéaire le long de la voirie;

3° l'inscription de nouvelles zones d'activité économique mixte ou industrielle est accompagnée soit de la réaffectation de sites d'activité économique désaffectés, soit de l'adoption de mesures favorables à la protection de l'environnement, soit d'une combinaison de ces deux modes d'accompagnement;

4° l'inscription d'une nouvelle zone destinée à l'urbanisation ne porte pas atteinte aux effets des périmètres de protection visés par le présent Code ou d'autres législations.

§ 2. Lorsqu'il établit, compte tenu des caractéristiques des projets ou activités dont la révision constitue le cadre et compte tenu des incidences et des zones susceptibles d'être touchées, que le plan de secteur révisé projeté n'est pas susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement, le Gouvernement, après avis de la Commission régionale et du Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable, décide que la révision du plan ne doit pas faire l'objet d'une étude d'incidences. L'avis de la Commission régionale et du Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable est transmis dans les trente jours de la demande du Gouvernement.

A défaut, l'avis est réputé favorable.

Est présumé avoir des incidences non négligeables sur l'environnement le plan de secteur révisé projeté dans le périmètre duquel se situe une zone désignée conformément aux Directives 79/409/CEE et 92/43/CEE ou qui vise à permettre la réalisation d'un projet soumis à étude d'incidences sur l'environnement ou encore qui concerne des zones dans lesquelles peuvent s'implanter des établissements présentant un risque majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement au sens de la Directive 96/82/CE ou qui prévoit l'inscription de zones destinées à l'habitat ainsi que de zones ou d'infrastructures fréquentées par le public à proximité de tels établissements.

Dans ce cas, la déclaration environnementale visée à l'article 44, alinéa 2, reproduit la décision visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> et sa motivation. »

**Art. 26.** L'article 47 est complété par l'alinéa suivant :

« Lorsque les circonstances le requièrent, un plan communal d'aménagement peut comprendre dans son périmètre des parties du territoire de deux ou plusieurs communes. Dans ce cas, un plan communal d'aménagement peut être élaboré par le Gouvernement. »

**Art. 27.** L'article 49 du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997, est remplacé par le texte suivant :

« Art. 49. Pour la partie du territoire communal qu'il détermine, le plan communal d'aménagement comporte :

1° les options urbanistique et planologique;

2° la destination détaillée des zones visées à l'article 25, le tracé des infrastructures de communication et de transport de fluides et d'énergie, les emplacements réservés aux espaces verts, agricoles ou forestiers, aux sites nécessaires pour le maillage écologique, aux constructions et aux équipements publics et communautaires;

3° les prescriptions relatives à l'implantation, au gabarit, aux matériaux et à l'esthétique des constructions et des clôtures, celles relatives à leurs abords et aux cours et jardins et, le cas échéant, les limites de lots à créer destinés à l'habitation ainsi que les prescriptions relatives à l'établissement, à l'équipement et aux caractéristiques des espaces publics notamment en fonction des personnes à mobilité réduite, aux zones de recul et aux plantations; les limites des lots peuvent être modifiées par le collège des bourgmestre et échevins moyennant l'approbation du Gouvernement ou de son délégué;

4° si un remembrement ou un relotissement s'avère nécessaire, les limites des lots nouveaux, avec mention que ces limites sont susceptibles d'être modifiées par le collège des bourgmestre et échevins, moyennant l'approbation du Gouvernement.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, lorsqu'il s'agit de l'aménagement d'une zone d'activité économique mixte ou industrielle ou d'une zone d'aménagement différé à caractère industriel, le plan communal d'aménagement peut ne comporter que :

1° l'option urbanistique et des prescriptions générales d'ordre esthétique relatives aux constructions, à leurs abords et aux espaces publics;

2° le tracé existant et projeté des voies de communication principales et les raccordements aux principaux réseaux existants des infrastructures de communication et de transport de fluides et d'énergie;

3° les emplacements réservés aux espaces verts. »



**Art. 28.** L'article 50 du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997, est remplacé par le texte suivant :

« Art. 50. § 1<sup>er</sup>. Parmi les personnes agréées conformément à l'article 11, le conseil communal désigne une personne physique ou morale, privée ou publique, qu'il charge de l'élaboration de l'avant-projet de plan communal.

§ 2. Le conseil communal décide l'élaboration d'un plan communal d'aménagement et en adopte l'avant-projet, lequel est établi sur la base d'une analyse de la situation existante de fait et de droit notamment des périmètres de protection visés par le présent Code ou d'autres législations. Il fait réaliser une étude d'incidences dont il fixe l'ampleur et le degré de précision des informations, comprenant :

1° un résumé du contenu et une description des objectifs de l'avant-projet de plan ainsi que ses liens avec d'autres plans ou programmes pertinents;

2° la justification de l'avant-projet de plan au regard de l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>;

3° les caractéristiques humaines et environnementales du territoire visé et de ses potentialités ainsi que l'évolution probable de la situation environnementale si le plan n'est pas mis en œuvre;

4° les caractéristiques environnementales des zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable;

5° les problèmes environnementaux liés à l'avant-projet de plan communal d'aménagement qui concernent les zones revêtant une importance particulière pour l'environnement telles que celles désignées conformément aux Directives 79/409/CEE et 92/43/CEE;

6° les problèmes environnementaux qui concernent les zones dans lesquelles pourraient s'implanter des établissements présentant un risque majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement au sens de la Directive 96/82/CE ou si l'avant-projet de plan prévoit l'inscription de zones destinées à l'habitat ainsi que de zones ou d'infrastructures fréquentées par le public à proximité de tels établissements;

7° les objectifs de la protection de l'environnement pertinents et la manière dont ils sont pris en considération dans le cadre de l'élaboration du plan;

8° les incidences non négligeables probables, à savoir les effets secondaires, cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long terme, permanents et temporaires tant positifs que négatifs sur l'environnement, y compris la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel y compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages et les interactions entre ces facteurs;

9° les incidences sur l'activité agricole et forestière;

10° les mesures à mettre en œuvre pour éviter, réduire ou compenser les effets négatifs visés aux 8° et 9°;

11° la présentation des alternatives possibles et de leur justification en fonction des points 1° à 10°;

12° une description de la méthode d'évaluation retenue et des difficultés rencontrées;

13° les mesures envisagées pour assurer le suivi de la mise en œuvre du plan communal d'aménagement;

14° un résumé non technique des informations visées ci-dessus.

Le conseil communal soumet le projet de contenu de l'étude d'incidences ainsi que l'avant-projet de plan pour avis à la Commission communale ou, à défaut, à la Commission régionale, au Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable, aux personnes et instances qu'il juge nécessaire de consulter, ainsi que, si l'avant-projet de plan comporte des zones dans lesquelles peuvent s'implanter des établissements présentant un risque majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement au sens de la Directive 96/82/CE ou s'il prévoit l'inscription de zones destinées à l'habitat ainsi que de zones ou d'infrastructures fréquentées par le public à proximité de tels établissements, à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. Les avis portent sur l'ampleur et la précision des informations que l'étude doit contenir. Les avis sont transmis dans les trente jours de la demande du conseil communal. A défaut, les avis sont réputés favorables.

Parmi les personnes agréées en vertu du présent Code et de la législation relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement, le conseil communal désigne la personne physique ou morale, privée ou publique, qu'il charge de cette étude.

Lorsqu'il établit, compte tenu des caractéristiques des projets ou activités dont l'élaboration ou la révision constitue le cadre et compte tenu des incidences et des zones susceptibles d'être touchées, que le plan communal d'aménagement projeté n'est pas susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement, le conseil communal, après avis de la Commission communale ou, à défaut, de la Commission régionale, et du Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable, décide que le plan ne doit pas faire l'objet d'une étude d'incidences. L'avis est transmis dans les trente jours de la demande du conseil communal. A défaut, l'avis est réputé favorable.

Est présumé avoir des incidences non négligeables sur l'environnement le plan communal d'aménagement projeté dans le périmètre duquel se situe une zone désignée conformément aux Directives 79/409/CEE et 92/43/CEE ou qui vise à permettre la réalisation d'un projet soumis à étude d'incidences sur l'environnement ou encore qui concerne des zones dans lesquelles peuvent s'implanter des établissements présentant un risque majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement au sens de la Directive 96/82/CE ou qui prévoit l'inscription de zones destinées à l'habitat ainsi que de zones ou d'infrastructures fréquentées par le public à proximité de tels établissements.

L'étude d'incidences peut être fondée notamment sur les renseignements utiles obtenus lors d'autres évaluations environnementales effectuées précédemment et, en particulier, à l'occasion de l'adoption d'un plan de secteur ou d'un schéma de structure communale.

§ 3. Le collège des bourgmestre et échevins informe régulièrement la Commission communale, si elle existe, de l'évolution des études préalables et lui en communique les résultats. La Commission communale peut, à tout moment, formuler les suggestions qu'elle juge utiles. »

**Art. 29.** L'article 51 du même Code, modifié par le décret du 27 septembre 1997 et le décret du 6 mai 1999, est remplacé par le texte suivant :

« Art. 51. § 1<sup>er</sup>. Sur la base d'une analyse de la situation de fait et de droit et après avis du fonctionnaire délégué, le conseil communal adopte provisoirement le projet de plan communal d'aménagement accompagné, le cas échéant, de l'étude d'incidences et charge le collège des bourgmestre et échevins de le soumettre à enquête publique.

S'il y a lieu, le conseil communal déclare le caractère dérogatoire au plan de secteur du projet de plan communal et indique en quoi ledit projet déroge aux prescriptions du plan de secteur.

§ 2. L'enquête publique est annoncée tant par voie d'affiches dans la commune que par un avis inséré dans les pages locales de trois quotidiens d'expression française ou allemande selon le cas. S'il existe un bulletin communal d'information ou un journal publicitaire distribués gratuitement à la population, l'avis y est inséré.

Dès l'annonce de l'enquête publique, le projet de plan communal d'aménagement et, le cas échéant, l'étude d'incidences sont déposés à la maison communale pendant quarante-cinq jours, aux fins de consultation.

A la clôture de l'enquête publique, le collège des bourgmestre et échevins organise une réunion de concertation. Le Gouvernement peut arrêter les modalités et les délais relatifs à la réunion de concertation.

Les réclamations et observations sont adressées, par écrit, au collège des bourgmestre et échevins, avant la fin du délai de l'enquête publique; elles sont annexées au procès-verbal de la réunion de concertation et au procès-verbal de clôture de l'enquête publique que le collège des bourgmestre et échevins dresse dans les huit jours de la clôture de l'enquête publique.

§ 3. Lorsque l'aménagement proposé par le projet de plan est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement d'une autre Région, d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à la Convention d'Espoo du 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, le projet de plan accompagné de l'étude d'incidences et des informations éventuelles sur les incidences transfrontières est transmis aux autorités compétentes de cette autre Région, de cet autre Etat membre de l'Union européenne ou de cet autre Etat partie à la Convention d'Espoo.

Le Gouvernement détermine :

- 1° les instances chargées de la transmission des documents aux autorités visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>;
- 2° les modalités selon lesquelles les autorités compétentes de la Région ou de l'Etat susceptibles d'être affectés peuvent participer à l'évaluation des incidences sur l'environnement;
- 3° les modalités suivant lesquelles le plan, la déclaration environnementale et les avis émis visés au § 4 du présent article sont communiqués aux autorités visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 4. Dans les huit jours de la clôture de l'enquête publique, le collège des bourgmestre et échevins soumet pour avis à la Commission communale ou, à défaut, à la Commission régionale et au conseil wallon de l'environnement pour le développement durable, ainsi qu'aux autres personnes et instances et à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement si elles ont été consultées en application de l'article 50, § 2, alinéa 2, le dossier comprenant le projet de plan accompagné de l'étude d'incidences et des réclamations, observations, procès-verbaux et avis.

Les avis sont transmis dans les soixante jours de la demande du collège des bourgmestre et échevins; à défaut, les avis sont réputés favorables.

§ 5. Dans les quarante-cinq jours qui suivent, le conseil communal prend connaissance du dossier complet. Il peut soit adopter définitivement le plan communal, soit décider de modifier celui-ci; dans ce dernier cas, sauf si la modification décidée est mineure, il est procédé à une nouvelle enquête publique dans les formes et délais prévus au présent article.

Lorsque le conseil communal s'écarte de l'avis émis par la Commission communale ou, à défaut, par la Commission régionale, sa décision est motivée.

En outre, le conseil communal produit une déclaration environnementale résumant la manière dont les considérations environnementales ont été intégrées dans le plan et dont l'étude d'incidences, les avis, réclamations et observations émis en application des §§ 2, 3 et 4 du présent article ont été pris en considération ainsi que les raisons des choix du plan tel qu'adopté, compte tenu des autres solutions raisonnables envisagées.

Lorsque le plan communal d'aménagement n'est pas soumis à une étude d'incidences, la déclaration environnementale reproduit la décision visée à l'article 50, § 2, alinéa 4, et sa motivation. »

**Art. 30.** A l'article 52 du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997, sont apportées les modifications suivantes :

1. au § 3, alinéa 3, les mots « , de la déclaration environnementale et, le cas échéant, de la décision du conseil communal ainsi que des avis visés à l'article 50, § 2, alinéa 3, et à l'article 51, § 4, alinéa 1<sup>er</sup> » sont insérés entre les mots « plan communal d'aménagement » et les mots « à la maison communale »;

2. le § 3 est complété par l'alinéa suivant :

« Le plan et la déclaration environnementale sont transmis à la Commission communale ou, à défaut, à la Commission régionale, au Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable et, le cas échéant, aux autres personnes et instances et à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement. »

**Art. 31.** A l'article 54 du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997 et le décret du 6 mai 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1. à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la virgule après le mot « communal » est supprimée et les mots « et, le cas échéant, des conseils communaux concernés » sont insérés entre les mots « du conseil communal » et les mots « le Gouvernement peut »;

2. à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, les mots « non conforme aux plans entrés en vigueur postérieurement ou s'opposant à des travaux d'utilité publique » sont abrogés;

3. l'article est complété par le texte suivant :

« 6° l'élaboration ou la révision des plans communaux d'aménagement en vue de procéder au remembrement ou au relotissement;

7° l'élaboration ou la révision d'un plan communal d'aménagement dont le périmètre comprend des parties de territoire de deux ou plusieurs communes. »

**Art. 32.** Un article 57bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 57bis. Le collège des bourgmestre et échevins dépose périodiquement auprès du conseil communal un rapport sur le suivi des incidences notables sur l'environnement de la mise en œuvre des plans communaux d'aménagement et les éventuelles mesures correctrices à engager. Le public en est informé suivant les modes prévus à l'article 112 de la loi communale. ».

**Art. 32bis.** § 1<sup>er</sup>. Dans le livre I<sup>er</sup>, titre III, chapitre III, du même Code, il est inséré une section 7 dont l'intitulé est :  
« Section 7. — Abrogation du plan communal d'aménagement ».

§ 2. Dans le même Code, sous l'intitulé de la section 7, créée au paragraphe précédent, un article 57ter est inséré, rédigé comme suit :

« Art. 57ter. – Le conseil communal peut abroger les plans communaux d'aménagement approuvés antérieurement au 22 avril 1962.

L'article 52 est applicable à la décision d'abrogation du plan communal d'aménagement. »

**Art. 33.** L'article 70 du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997, est remplacé par le texte suivant :

« Art. 70. Il y a lieu à indemnité à charge, suivant le cas, de la Région ou de la commune lorsque l'interdiction de bâtir, au sens visé à l'article 84, § 1<sup>er</sup>, 1°, ou de lotir résultant d'un plan revêtu de la force obligatoire met fin à l'affectation donnée au bien par le plan d'aménagement en vigueur au jour précédant l'entrée en vigueur dudit plan, à condition qu'à ce jour, le bien soit apte à recevoir des constructions et riverain d'une voirie suffisamment équipée compte tenu de la situation des lieux.

En outre, le demandeur d'indemnisation doit montrer par des actes concrets et non équivoques qu'il a cherché à réaliser l'affectation à laquelle il est mis fin.

Dans le cas où l'affectation à laquelle il est mis fin a été établie plus de trois ans avant le 1<sup>er</sup> décembre 2000, cette démonstration doit résulter d'actes concrets et non équivoques accomplis avant le 1<sup>er</sup> décembre 2000.

Dans le cas où l'affectation à laquelle il est mis fin a été établie moins de trois ans avant le 1<sup>er</sup> décembre 2000, cette démonstration peut résulter d'actes concrets et non équivoques accomplis dans les trois ans de l'établissement de cette destination.

Dans le cas où l'affectation à laquelle il est mis fin a été établie après le 1<sup>er</sup> décembre 2000, cette démonstration est admise sans condition de délai.

Cette démonstration n'est pas exigée de celui qui a acquis le bien à titre onéreux postérieurement à l'entrée en vigueur du plan qui établissait l'affectation à laquelle il est mis fin et qui a supporté lors de cette acquisition une contrepartie au moins équivalente à la valeur du bien calculée sur la base de l'affectation établie par ce plan.

La diminution de valeur, qui est prise en considération pour l'indemnisation, est estimée en tant que la différence entre, d'une part, la valeur du bien au moment de l'acquisition et, d'autre part, la valeur du bien au moment où naît le droit à l'indemnisation après l'entrée en vigueur du plan. Seule la diminution de valeur résultant du plan peut être prise en considération pour l'indemnisation.

Est considéré comme valeur du bien au moment de l'acquisition le montant qui a servi de base à la perception des droits d'enregistrement, de succession ou de mutation par décès sur la pleine propriété du bien, ou, à défaut de pareille perception, la valeur vénale du bien en pleine propriété le jour de l'acquisition.

Est considéré comme valeur du bien au moment de la naissance du droit à l'indemnisation :

1° en cas de vente du bien, le montant ayant servi de base au prélèvement des droits d'enregistrement sur la pleine propriété du bien, ou, à défaut de tel prélèvement, la valeur vénale du bien en pleine propriété au jour de la vente avec au minimum la valeur convenue;

2° en cas de refus du permis d'urbanisme ou de lotir ou en cas de certificat d'urbanisme négatif, la valeur vénale à ce moment.

La valeur du bien au moment de l'acquisition est actualisée en la multipliant par l'indice des prix à la consommation du mois civil précédant celui de la fixation de l'indemnité et en divisant le chiffre ainsi obtenu par l'indice moyen des prix à la consommation de l'année de l'acquisition du bien par l'ayant droit à l'indemnité converti, le cas échéant, sur la même base que l'indice visé en premier lieu. La valeur ainsi obtenue est majorée des frais d'acquisition et des dépenses que l'ayant droit à l'indemnité a supportés en vue de réaliser la destination du bien au jour précédant l'entrée en vigueur du plan qui met fin à l'affectation donnée initialement au bien.

Le droit à l'indemnisation naît soit au moment de la vente du bien, soit lors du refus d'un permis d'urbanisme ou de lotir, soit lors de la délivrance d'un certificat d'urbanisme négatif s'y rapportant.

La diminution de valeur est supportée sans indemnité jusqu'à concurrence de vingt pour-cent de la valeur d'acquisition du bien actualisée et majorée conformément à l'alinéa 6.

L'indemnisation est réduite ou refusée si et dans la mesure où, la veille de l'entrée en vigueur du plan qui met fin à l'affectation donnée initialement au bien, le demandeur est propriétaire d'un ou plusieurs biens immeubles dans la Région ou détient des actions d'une société ayant pour objet principal la gestion immobilière et gérant un ou plusieurs immeubles situés dans la Région et que ces immeubles tirent profit de l'entrée en vigueur d'un plan ou de travaux exécutés aux frais d'administrations publiques.

Sous peine de déchéance définitive du droit à l'indemnisation, le demandeur doit, dans les six mois qui suivent l'introduction de la demande et au plus tard avant la clôture des débats, déposer au greffe du tribunal compétent, par lettre recommandée, un état précisant si, la veille de l'entrée en vigueur du plan visé au premier alinéa, il était ou n'était pas propriétaire d'un ou plusieurs biens, bâtis ou non, dans la Région ou détenait des actions d'une société ayant pour objet principal la gestion immobilière. Si tel est le cas, il doit aussi fournir une indication précise des données cadastrales de ces terrains et du nombre d'actions. En même temps qu'il dépose cet état au greffe, le demandeur le communique, selon les mêmes modalités, à l'administration ou à son conseil.

Il peut être satisfait à l'obligation d'indemnisation, même en cas de transfert de propriété du bien, par la révision du plan dans le but de rendre au bien l'affectation qu'il avait au jour précédant l'entrée en vigueur du plan. Dans ce cas, le Gouvernement décide ou autorise la mise en révision dudit plan d'aménagement par un arrêté motivé et la procédure de révision des plans est applicable. Si, au terme de la procédure, il n'apparaît pas possible de rendre au bien l'affectation antérieure, l'indemnisation est due.

Lorsqu'en vertu d'un plan revêtu de la force obligatoire, une interdiction de bâtir peut être opposée à celui qui a acquis une parcelle dans un lotissement, la Région ou la commune peut s'exonérer de son obligation d'indemniser en rachetant cette parcelle à l'intéressé moyennant remboursement du prix, des charges et des frais qu'il a payés.

Si l'intéressé n'est propriétaire que de la parcelle visée ci-dessus, il pourra exiger son rachat par la Région ou la commune en signifiant sa volonté par lettre recommandée à la poste à envoyer dans les douze mois de la publication du plan prévu ci-dessus. Dans ce cas, cette parcelle devra lui être rachetée et payée dans les douze mois de la signification. Le Gouvernement détermine les modalités d'application de cette disposition.

Aucune indemnité n'est due dans les cas suivants :

- 1° interdiction de bâtir ou de lotir résultant d'une prévision d'expropriation du bien, et ce, sous réserve de l'application de l'article 68;
- 2° interdiction de couvrir une parcelle de constructions au-delà de ce qui est permis par le plan ou de dépasser dans un lotissement la densité d'occupation fixée par le plan;
- 3° interdiction de continuer l'exploitation d'établissements dangereux, insalubres et incommodes au-delà de la période pour laquelle l'exploitation a été autorisée;
- 4° interdiction de bâtir sur un terrain ne possédant pas les dimensions minimales fixées par le plan d'aménagement;
- 5° interdiction de lotir ou de bâtir un terrain n'ayant pas d'accès à une voie suffisamment équipée compte tenu de la situation des lieux;
- 6° interdiction de bâtir ou de lotir en dehors des agglomérations en raison des nécessités impérieuses résultant de la sécurité de la circulation;
- 7° interdiction de bâtir ou de lotir un terrain pour lequel un permis d'urbanisme ou de lotir précédemment accordé était périmé à la date de l'entrée en vigueur du plan entraînant cette interdiction;
- 8° pour les bâtiments ou installations fixes détruits par une calamité naturelle, lorsque l'interdiction de leur reconstruction résulte de l'arrêté royal pris en exécution de l'article 12, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles;
- 9° interdiction de bâtir ou de lotir résultant de la révision d'un plan communal d'aménagement visée à l'article 54, 2°, b.;
- 10° interdiction de bâtir ou de lotir sur un terrain exposé à un risque ou une contrainte visés à l'article 136;
- 11° abrogation d'un plan. »

**Art. 34.** A l'article 71 du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997, les mots « alinéa 3 » sont remplacés par les mots « alinéa 7 ».

**Art. 35.** A l'article 84 du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997 et le décret du 6 mai 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1. le § 1<sup>er</sup>, 5°, est remplacé par le texte suivant :

« 5° transformer une construction existante; par « transformer », on entend les travaux d'aménagement intérieur ou extérieur d'un bâtiment ou d'un ouvrage, en ce compris les travaux de conservation et d'entretien, qui portent atteinte à ses structures portantes ou qui impliquent une modification de son volume construit ou de son aspect architectural; »;

2. au § 1<sup>er</sup>, il est inséré un 5° *bis* rédigé comme suit :

« 5° *bis* créer un nouveau logement dans une construction existante; »;

3. au § 1<sup>er</sup>, le 8° est remplacé par la disposition suivante :

« 8° boiser ou déboiser; toutefois, ne sont pas soumises à permis :

- a. la sylviculture dans la zone forestière;
- b. la culture de sapins de Noël dans une zone non destinée à l'urbanisation; »;

4. au § 1<sup>er</sup>, le 9° est abrogé;

5. au § 1<sup>er</sup>, le 12° est remplacé par la disposition suivante :

« 12° défricher ou modifier la végétation de toute zone dont le Gouvernement juge la protection nécessaire, à l'exception de la mise en œuvre du plan particulier de gestion d'une réserve naturelle domaniale, visé à l'article 14 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, et du plan de gestion d'une réserve naturelle agréée, visé à l'article 19 de la même loi. »;

6. au § 2, alinéa 2, le mot « conforme » est abrogé;

7. au § 2, alinéa 2, entre les mots « en raison de leur minime importance » et les mots « , ne requièrent pas », sont insérés les mots « ou pour une raison dont il rend compte dans une motivation ».

**Art. 36.** L'article 85 du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 85. § 1<sup>er</sup>. Dans tout acte entre vifs, sous seing privé ou authentique, de cession, qu'il soit déclaratif, constitutif ou translatif, de droit réel ou personnel de jouissance de plus de neuf ans, en ce compris les actes de constitution d'hypothèque ou d'antichrèse, à l'exception cependant des cessions qui résultent d'un contrat de mariage ou d'une modification de régime matrimonial et des cessions qui résultent d'une convention de cohabitation légale ou d'une modification d'une telle convention, relatif à un immeuble bâti ou non bâti, il est fait mention :

- 1° de l'affectation urbanistique du bien prévue par les plans d'aménagement et, le cas échéant, le schéma de structure communal;
- 2° de l'existence, de l'objet et de la date des permis de lotir, des permis de bâtir et d'urbanisme, délivrés après le 1<sup>er</sup> janvier 1977, ainsi que des certificats d'urbanisme qui datent de moins de deux ans.

L'obligation de mention incombait au titulaire du droit cédé, à son mandataire ou à l'officier instrumentant. Si les informations à mentionner ne peuvent être fournies par ceux-ci, elles sont demandées aux administrations intéressées conformément aux règles établies en exécution de l'article 150. A défaut de réponse de l'administration intéressée dans le délai prévu, le titulaire du droit cédé, son mandataire ou l'officier instrumentant mentionne dans l'acte la date de l'envoi recommandé contenant la demande d'informations ou du récépissé de la demande d'informations, indique que les informations n'ont pas été données et que l'acte est passé en dépôt du défaut de réponse de l'administration.

§ 2. Chacun de ces actes comporte en outre l'information :

- 1° qu'il n'existe aucune possibilité d'effectuer sur le bien aucun des travaux et actes visés à l'article 84, §§ 1<sup>er</sup> et 2, à défaut d'avoir obtenu un permis d'urbanisme;
- 2° qu'il existe des règles relatives à la péremption des permis d'urbanisme;
- 3° que l'existence d'un certificat d'urbanisme ne dispense pas de demander et d'obtenir le permis d'urbanisme.

§ 3. Lors des actes de cession postérieurs à la date fixée par le Gouvernement, et dans les cas visés à l'article 139, le titulaire du droit cédé produit le certificat de conformité urbanistique ou le document contenant refus de certificat de conformité urbanistique qui lui a été remis par le certificateur. Il est fait mention dans l'acte de l'existence de ce certificat ou de ce document. »

**Art. 36bis.** L'article 87, § 3, alinéa 2, du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997, est remplacé par le texte suivant :

« La prorogation est accordée par le Collège des bourgmestre et échevins. Toutefois, dans le cas visé à l'article 127, la prorogation est accordée par le Gouvernement ou le fonctionnaire délégué. »

**Art. 36ter.** L'article 88, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997, est remplacé par le texte suivant :

« Dans les cas visés aux articles 28, § 2, alinéa 2, 32, alinéas 2 et 4, 35, alinéa 3, 84, § 1<sup>er</sup>, 2° et 13°, et 110bis. »

**Art. 37.** L'article 89 du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997 et le décret du 6 mai 1999, est remplacé par le texte suivant :

« Art. 89. § 1<sup>er</sup>. Nul ne peut, sans un permis préalable, écrit et exprès du collège des bourgmestre et échevins, lotir un terrain, en ce compris la promotion ou la publicité y afférente.

Par « lotir », on entend le fait de diviser un bien en créant au moins deux lots, dès que, sur l'un des lots procédant de la division, il n'y a pas :

- 1° soit de construction érigée régulièrement pouvant être utilisée pour l'habitation;
- 2° soit une installation fixe placée régulièrement, pouvant être utilisée pour l'habitation.

La division visée est celle qui est réalisée par tout acte déclaratif, translatif ou constitutif d'un droit réel, à l'exclusion de l'hypothèque ou de l'antichrèse, ou par tout acte qui confère un droit personnel de jouissance pour au moins neuf ans. Ne sont toutefois pas visés les actes involontaires et les actes de partage pour sortir d'une indivision successorale, à condition qu'il n'y ait pas plus de lots que de copartageants.

La division n'est visée que lorsqu'au moins un des lots issus de la division est destiné à la construction d'une habitation ou au placement d'une installation fixe ou mobile pouvant être utilisée pour l'habitation.

§ 2. Ne sont pas soumises à permis de lotir préalable les divisions de biens dans le périmètre d'un plan communal d'aménagement comportant l'ensemble des éléments visés à l'article 49, notamment le 3° de l'alinéa 1<sup>er</sup>, pour autant que chaque lot résultant de la division soit situé à front d'une voirie suffisamment équipée en eau, électricité, pourvue d'un revêtement solide et d'une largeur suffisante.

Le Gouvernement peut établir, par arrêté réglementaire, des exceptions à l'obligation créée au § 1<sup>er</sup>. L'arrêté est motivé.

§ 3. Le permis de lotir peut contenir des prescriptions différenciées relatives aux lots non destinés à la construction d'une habitation ou au placement d'une installation fixe ou mobile pouvant être utilisée pour l'habitation ou inaptes à cette destination pour une raison technique ou juridique ou encore déjà construits ou utilisés pour le placement d'une installation fixe ou mobile au sens de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, 1°.

A la suggestion du demandeur ou d'office, l'autorité qui délivre le permis de lotir peut exclure du périmètre du lotissement tous ou certains des lots non destinés à la construction d'une habitation ou au placement d'une installation fixe ou mobile pouvant être utilisée pour l'habitation ou inaptes à cette destination pour une raison technique ou juridique ou encore déjà construits ou utilisés pour le placement d'une installation fixe ou mobile au sens de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, 1°, lorsqu'elle estime qu'il n'y a pas d'intérêt à imposer des prescriptions relatives à ceux-ci.

§ 4. Le Gouvernement arrête les conditions dans lesquelles un permis de lotir ou la division d'un bien peuvent être préalablement soumis à l'adoption d'un plan communal d'aménagement. »

**Art. 38.** A l'article 90 du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997, les modifications suivantes sont apportées :

1. au deuxième alinéa, après les mots « l'auteur de la division », les mots « ou de son mandataire » sont insérés;
2. le deuxième alinéa est complété par la phrase suivante :

« Quand un permis ou un certificat est produit, son objet et sa date sont indiqués dans l'acte. L'acte mentionne aussi l'affectation urbanistique du bien prévue par les plans d'aménagement et, le cas échéant, le schéma de structure communal. Au besoin, ces informations sont demandées aux administrations de la manière établie à l'article 85, § 1<sup>er</sup>, et, à défaut de réponse dans le délai, la disposition du même article est également applicable. »;

3. le troisième alinéa est remplacé par le texte suivant :

« Les actes sous seing privé et les actes authentiques qui constatent ces opérations contiennent la même déclaration et comportent en outre l'information :

- 1° qu'il n'existe aucune possibilité d'effectuer sur le bien aucun des travaux et actes visés à l'article 84, § 1<sup>er</sup> et § 2, à défaut d'avoir obtenu un permis d'urbanisme;
- 2° qu'il existe des règles relatives à la péremption des permis d'urbanisme;
- 3° que l'existence d'un certificat d'urbanisme ne dispense pas de demander et d'obtenir le permis d'urbanisme. ».

**Art. 38bis.** A l'article 92 du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997, les mots « de lotissement » sont insérés entre les mots « Le plan » et les mots « et les prescriptions urbanistiques ».

**Art. 39.** A l'article 93, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997, les mots « Préalablement à toute aliénation, location pour plus de neuf ans ou constitution d'un droit réel, y compris l'affectation hypothécaire » sont remplacés par les mots « Préalablement à tout acte déclaratif, translatif ou constitutif d'un droit réel, y compris l'affectation hypothécaire et l'antichrèse, ou à tout acte conférant un droit personnel de jouissance de plus de neuf ans, ».

**Art. 40.** A l'article 94 du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997, les modifications suivantes sont apportées :

1. à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « de vente, de location pour plus de neuf ans, d'emphytéose ou de superficie, » sont supprimés;
2. à l'alinéa 1<sup>er</sup>, remplacer les mots « ainsi que la date du permis » par les mots « , lequel précise également la date du permis »;
3. l'alinéa 2 est remplacé par le texte suivant :  
« Le notaire mentionne aussi dans l'acte l'information :  
1° qu'il n'existe aucune possibilité d'effectuer sur le bien aucun des travaux et actes visés à l'article 84, § 1<sup>er</sup> et § 2, à défaut d'avoir obtenu un permis d'urbanisme;  
2° qu'il existe des règles relatives à la péremption des permis d'urbanisme;  
3° que l'existence d'un certificat d'urbanisme ne dispense pas de demander et d'obtenir le permis d'urbanisme;
4. un alinéa 3 rédigé comme suit est inséré :  
« Le cas échéant, il est fait application de l'article 85, § 3. »

**Art. 41.** A l'article 95 du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997, les modifications suivantes sont apportées :

1. A l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Nul ne peut volontairement exposer en vente ou vendre, exposer en location ou louer pour plus de neuf ans, céder en emphytéose ou en superficie un lot visé par un permis de lotir ou par une phase de celui-ci » sont remplacés par les mots « Nul ne peut procéder à la division autorisée par le permis de lotir ou une phase de celui-ci »;
2. un alinéa 4, rédigé comme suit, est inséré :  
« Le cas échéant, le permis de lotir détermine ceux des lots visés à l'article 89, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, qui peuvent être cédés sans que le titulaire ait exécuté les travaux et charges imposés ou fourni les garanties financières nécessaires à leur exécution. »

**Art. 42.** A l'article 98 du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997, les mots « la vente ou la location pour plus de neuf ans, la constitution d'emphytéose ou de superficie d'au moins un tiers des lots » sont remplacés par les mots « des actes visés à l'article 89, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, portant sur au moins un tiers des lots ».

**Art. 43.** A l'article 104, alinéa 2, du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997, les mots « de la vente, de la location pour plus de neuf ans, de la constitution d'emphytéose ou de superficie » sont remplacés par les mots « de l'acte ou des actes visés à l'article 89, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, ».

**Art. 44.** L'article 107 du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997, est remplacé par la disposition suivante :

- « Art. 107. § 1<sup>er</sup>. S'il existe, pour le territoire où se situe entièrement le bien :
- 1° soit un plan communal d'aménagement qui n'a pas cessé de produire ses effets;
  - 2° soit un permis de lotir non périmé;
  - 3° soit simultanément :
    - a. un plan de secteur en vigueur;
    - b. un règlement communal d'urbanisme en vigueur sur l'ensemble du territoire communal et qui contient tous les points visés à l'article 78, § 1<sup>er</sup>;
    - c. un schéma de structure communal adopté;
    - d. une Commission communale;

ou, lorsque les actes et travaux à réaliser ne requièrent pas l'avis préalable du fonctionnaire délégué parce qu'ils sont repris sur la liste arrêtée par le Gouvernement en application de l'article 84, § 2, le permis est délivré par le collège des bourgmestre et échevins, qui en transmet une expédition avec le dossier au fonctionnaire délégué le jour même de l'envoi du permis au demandeur.

Le 1° et le 2° de l'alinéa 1<sup>er</sup> visent uniquement l'hypothèse où le bien faisant l'objet de la demande de permis est entièrement situé dans le périmètre d'un plan communal d'aménagement ou d'un permis de lotir.

Le collège des bourgmestre et échevins peut refuser le permis pour le motif que soit l'établissement ou la révision d'un plan communal d'aménagement, soit la modification du règlement communal d'urbanisme ont été décidés.

Le refus de permis fondé sur un des motifs visés à l'alinéa précédent devient caduc si le nouveau plan communal d'aménagement ou le règlement communal d'urbanisme n'a pas acquis valeur réglementaire dans les trois ans qui suivent la décision d'établissement ou de révision du plan ou du règlement. La requête primitive fait l'objet, à la demande du requérant, d'une nouvelle décision qui, en cas de refus, ne peut plus être fondée sur ledit motif.

Selon les modalités qu'il arrête, le Gouvernement constate par arrêté que les conditions visées au présent paragraphe, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, sont ou ne sont plus réunies. Dans ce cas, le présent paragraphe produit ou perd ses effets à la publication au *Moniteur belge* de cet arrêté.

§ 2. Dans les cas qui ne sont pas visés au § 1<sup>er</sup>, le permis est délivré par le collège des bourgmestre et échevins, sur avis préalable du fonctionnaire délégué. Toutefois, le collège des bourgmestre et échevins peut refuser le permis sans solliciter cet avis.

L'avis favorable, conditionnel ou défavorable du fonctionnaire délégué est motivé.

Le permis reproduit le dispositif de l'avis donné par le fonctionnaire délégué ou précise que cet avis est réputé favorable.

Le refus de permis et l'avis défavorable du fonctionnaire délégué peuvent être fondés sur la révision en cours du plan de secteur ou l'établissement en cours d'un plan communal d'aménagement ou d'un règlement communal d'urbanisme.

Le refus de permis fondé sur un des motifs visés à l'alinéa précédent devient caduc si le nouveau plan ou le nouveau règlement n'est pas entré en vigueur dans les trois ans qui suivent la décision d'établissement ou de révision.

La requête primitive fait l'objet, à la demande du requérant, d'une nouvelle décision qui, en cas de refus, ne peut plus être fondée sur ledit motif.

§ 3. Dans les cas visés aux articles 110 à 113 ou soumis à certaines mesures particulières de publicité, le collège des bourgmestre et échevins se prononce sur avis de la Commission communale si elle existe.

§ 4. Dès que le plan communal d'aménagement visé à l'article 54, 5°, est adopté provisoirement par le conseil communal, ou, le cas échéant, par le Gouvernement, celui-ci ou le fonctionnaire délégué, saisi d'une demande de permis d'urbanisme ou de lotir, peut délivrer le permis conformément aux dispositions visées par l'article 127, à condition que la demande de permis soit conforme à la destination fixée par le plan adopté provisoirement. »

**Art. 45.** L'article 108 du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 108. § 1<sup>er</sup>. Le fonctionnaire délégué introduit auprès du Gouvernement le recours motivé visé à l'article 119, § 2, alinéa 2, si la procédure a été irrégulière ou si le permis n'est pas conforme :

1° au plan de secteur, s'il n'existe ni plan communal d'aménagement ni permis de lotir;

2° au plan communal ou au permis de lotir;

3° au règlement communal d'urbanisme ou à un règlement régional d'urbanisme;

4° à la loi du 12 juillet 1956 établissant le statut des autoroutes et aux plans parcellaires approuvés par le Gouvernement en vertu de l'article 6 de cette loi;

5° à la dérogation accordée en application des articles 110 à 113.

Il précise la nature de l'irrégularité dans la procédure ou la disposition à laquelle le permis n'est pas conforme.

§ 2. Le fonctionnaire délégué peut également introduire un recours motivé auprès du Gouvernement :

1° lorsque la décision du collège des bourgmestre et échevins est divergente de l'avis émis par la Commission communale dans le cadre d'une consultation obligatoire de celle-ci;

2° en l'absence de Commission communale, lorsqu'à l'occasion de l'enquête publique organisée en application du présent Code, soit :

— vingt-cinq personnes inscrites au registre de la population de la commune où le projet est situé s'il s'agit d'une commune comptant moins de dix mille habitants;

— cinquante personnes inscrites au registre de la population de la commune où le projet est situé s'il s'agit d'une commune comptant de dix mille à vingt-cinq mille habitants;

— cent personnes inscrites au registre de la population de la commune où le projet est situé s'il s'agit d'une commune comptant de vingt-cinq mille à cinquante mille habitants;

— deux cents personnes inscrites au registre de la population de la commune où le projet est situé s'il s'agit d'une commune comptant de cinquante mille à cent mille habitants;

— trois cents personnes inscrites au registre de la population de la commune où le projet est situé s'il s'agit d'une commune comptant plus de cent mille habitants;

ont émis des observations individuelles et motivées relatives au projet durant ladite enquête et que ces observations ne sont pas rencontrées par la décision du collège;

3° lorsque le Gouvernement a décidé la révision du plan communal d'aménagement ou l'établissement d'un plan communal d'aménagement ayant pour effet de réviser ou d'annuler tout ou partie d'un permis de lotir.

Le permis doit reproduire le présent article. »

**Art. 46.** Dans l'article 109, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997 et le décret du 1<sup>er</sup> avril 1999, les mots « mais de l'avis conforme du fonctionnaire délégué » sont insérés entre les mots « conformément à l'article 108 » et les mots « s'il concerne des biens immobiliers », et les mots « à l'article 108 » sont remplacés par les mots « à l'article 107, § 2 ».

**Art. 47.** Un article 110*bis* rédigé comme suit est inséré dans le même Code :

« Art. 110*bis*. En dehors des zones d'extraction, peut être autorisé pour une durée limitée, sur avis de la Commission visée à l'article 5, l'établissement destiné à l'extraction ou à la valorisation de roches ornementales à partir d'une carrière ayant été exploitée et nécessaire à un chantier de rénovation, de transformation, d'agrandissement ou de reconstruction d'un immeuble dans le respect du site bâti. »

**Art. 48.** L'article 111 du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997 et le décret du 6 mai 1999, est remplacé par le texte suivant :

« Art. 111. Des constructions non conformes à la destination d'une zone.

Les constructions ou les installations au sens de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, 1°, existant au moment de l'introduction de la demande de permis, dont l'affectation actuelle ou future ne correspond pas aux prescriptions du plan de secteur peuvent faire l'objet de travaux de transformation, d'agrandissement ou de reconstruction.

Pour des besoins économiques, les constructions ou les installations au sens de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, 1°, existant au moment de l'introduction de la demande de permis, dont l'affectation est conforme aux prescriptions du plan de secteur peuvent faire l'objet de travaux de transformation ou d'agrandissement impliquant une dérogation à l'affectation d'une zone contiguë, à l'exclusion des zones naturelles, des zones de parcs et des périmètres de point de vue remarquable.

La construction telle que transformée, agrandie ou reconstruite doit s'intégrer au site bâti ou non bâti. »

**Art. 49.** L'article 112 du même Code est remplacé par le texte suivant :

« Art. 112. A l'exclusion des zones naturelles, des zones de parcs et des périmètres de point de vue remarquable, un permis d'urbanisme peut être octroyé dans une zone du plan de secteur qui n'est pas compatible avec l'objet de la demande pour autant que :

1° le terrain soit situé entre deux habitations construites avant l'entrée en vigueur du plan de secteur et distantes l'une de l'autre de 100 mètres maximum;

2° ce terrain et ces habitations soient situés à front de voirie et du même côté d'une voie publique suffisamment équipée en eau, électricité et égouttage, pourvue d'un revêtement solide et d'une largeur suffisante, compte tenu de la situation des lieux;

3° les constructions s'intègrent au site bâti ou non bâti et ne compromettent pas l'aménagement de la zone.

Toutefois, aucun permis ne peut être délivré pour des terrains situés à front de voies publiques divisées en quatre bandes de circulation au moins. »

**Art. 50.** A l'article 113 du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997, sont apportées les modifications suivantes :

1. les mots « ou l'option urbanistique » sont remplacés par les mots « et l'option urbanistique »;

2. l'article est complété par l'alinéa suivant :

« Un permis de lotir peut, dans les mêmes conditions, déroger aux prescriptions d'un plan communal d'aménagement ou d'un règlement régional ou communal d'urbanisme. »

**Art. 51.** L'article 114, alinéa 2, du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997 et le décret du 6 mai 1999, est remplacé par le texte suivant :

« La demande de permis impliquant l'application de la présente sous-section n'est pas soumise à une proposition motivée du collège des bourgmestre et échevins :

1° lorsqu'elle implique l'application des dérogations visées aux articles 110 à 112 ou d'une dérogation à un règlement régional d'urbanisme;

2° lorsque, conformément à l'article 127, elle est introduite par une personne de droit public, elle concerne des actes et travaux d'utilité publique ou des actes et travaux s'étendant sur le territoire de plusieurs communes. »

**Art. 52.** A l'article 116 du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997, sont apportées les modifications suivantes :

1. le § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 2°, est complété comme suit :

« Lorsque la demande de permis porte sur un bien sis à proximité d'une zone dans laquelle peuvent s'implanter des établissements présentant un risque majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement au sens de la Directive 96/82/CE ou à proximité d'un tel établissement ou encore est relative à un tel établissement, l'avis de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement est sollicité; »;

2. au § 3, les mots « article 107 » sont remplacés par les mots « article 107, § 1<sup>er</sup> »;

3. au § 4, les mots « à l'article 108 » sont remplacés par les mots « à l'article 107, § 2 »;

4. l'article est complété par le paragraphe suivant :

« § 6. Préalablement à la décision du collège des bourgmestre et échevins, le demandeur peut, moyennant l'accord de celui-ci, produire des plans modificatifs et un complément corollaire de notice d'évaluation préalable des incidences ou d'étude d'incidences sauf si les modifications envisagées trouvent leur fondement dans l'étude d'incidences.

Le cas échéant, le collège des bourgmestre et échevins soumet les plans modificatifs, le complément de notice d'évaluation préalable ou d'étude d'incidences à de nouvelles mesures de publicité, sollicite l'avis de la Commission communale et des services et Commissions visés au § 1<sup>er</sup>. »

**Art. 53.** A l'article 117, l'alinéa suivant est ajouté :

« Dans les cas visés à l'article 116, § 6, les délais visés ci-dessus ne prennent cours qu'à dater du dépôt contre récépissé par le demandeur des plans modificatifs et du complément de notice d'évaluation préalable ou d'étude d'incidences. »

**Art. 54.** L'article 118 du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997, est remplacé par le texte suivant :

« Art. 118. § 1<sup>er</sup>. Le demandeur peut, par envoi recommandé à la poste, inviter le fonctionnaire délégué à statuer sur sa demande après les délais et dans les cas suivants :

1° après quarante jours à dater de l'accusé de réception postal ou du récépissé visés à l'article 115 et à défaut de recevoir l'envoi par lequel le collège des bourgmestre et échevins l'informe qu'il sollicite l'avis préalable du fonctionnaire délégué;

2° après quatre-vingts jours à dater de l'accusé de réception postal ou du récépissé visés à l'article 115 et à défaut de recevoir l'envoi par lequel le collège des bourgmestre et échevins l'informe qu'il sollicite soit l'avis préalable du fonctionnaire délégué en cas de mesures particulières de publicité ou d'avis des services ou Commissions visés à l'article 116, § 1<sup>er</sup>, soit la décision du fonctionnaire délégué sur la demande de dérogation;

3° après dix jours à dater de l'expiration des délais visés à l'article 117, alinéa 2, et à défaut de recevoir la lettre recommandée à la poste par laquelle le collège des bourgmestre et échevins lui envoie sa décision.

Dans les cas visés à l'article 116, § 6, les délais visés ci-dessus ne prennent cours qu'à dater du dépôt contre récépissé par le demandeur des plans modificatifs et du complément de notice d'évaluation préalable ou d'étude d'incidences.

Le demandeur joint à sa lettre, dont il envoie simultanément une copie au collège des bourgmestre et échevins, une copie conforme du dossier qu'il a adressé initialement au collège des bourgmestre et échevins.

§ 2. Dans les trente-cinq jours de la réception du dossier, le fonctionnaire délégué envoie sa décision au demandeur par lettre recommandée à La Poste. L'absence de décision envoyée dans ce délai équivaut au refus de permis.

Préalablement à la décision du fonctionnaire délégué, le demandeur peut, moyennant accord de celui-ci, produire des plans modificatifs et un complément corollaire de notice d'évaluation préalable des incidences ou d'étude d'incidences sauf si les modifications envisagées trouvent leur fondement dans l'étude d'incidences.



Le cas échéant, le fonctionnaire délégué soumet les plans modificatifs à de nouvelles mesures particulières de publicité par l'intermédiaire du collège des bourgmestre et échevins, sollicite l'avis de celui-ci, l'avis de la Commission communale et des services et Commission visés à l'article 116, § 1<sup>er</sup>. Les avis sont transmis dans les trente jours; à défaut, ils sont réputés favorables.

Dans les cas visés aux alinéas 2 et 3, le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> ne prend cours qu'à dater du dépôt contre réception par le demandeur des plans modificatifs et du complément de notice d'évaluation préalable ou d'étude d'incidences.

Le jour même où il envoie sa décision au demandeur, le fonctionnaire délégué en adresse une expédition au collège des bourgmestre et échevins. »

**Art. 55.** A l'article 119, § 1<sup>er</sup>, du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997, sont apportées les modifications suivantes :

1. le § 1<sup>er</sup> est complété par l'alinéa suivant :

« Est jointe au recours une copie des plans de la demande de permis et de la décision dont recours. Les délais d'instruction et de décision ne commencent à courir qu'à dater de la réception de cette copie. »;

2. au § 2, alinéa 2, les mots « aux articles 107, § 2, et 108, § 4 » sont remplacés par les mots « à l'article 108 ».

**Art. 56.** A l'article 120 du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997, sont apportées les modifications suivantes :

1. à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « le Gouvernement procède à une audition » sont remplacés par les mots « a lieu l'audience visée à l'alinéa 4 »;

2. l'alinéa 4 est remplacé par le texte suivant :

« Dans les cinquante-cinq jours à dater de la réception du recours, les parties ou leurs représentants et la Direction générale de l'aménagement du territoire, du logement et du patrimoine sont invités à comparaître devant la Commission. A l'audience, la Direction générale fournit toutes les pièces qui lui ont permis d'établir son opinion, présente la proposition de décision qui devrait, à son estime, être faite au Gouvernement et en débat avec les parties. La Commission en dresse le procès-verbal et rend ensuite son avis.

Lorsque le dossier est relatif à un immeuble visé à l'article 109, un représentant de la Commission royale des monuments, sites et fouilles de la Région wallonne siège au sein de la Commission d'avis.

La Commission adresse l'ensemble des documents visés à l'alinéa précédent au Gouvernement. »

**Art. 57.** A l'article 123, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code, remplacer le mot « prévues » par le mot « prévus ».

L'article 123, alinéa 2, du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997, est remplacé par les alinéas suivants :

« Préalablement à la décision du Gouvernement, le demandeur peut, moyennant accord de celui-ci ou du président de la Commission de recours, produire des plans modificatifs et un complément corollaire de notice d'évaluation préalable des incidences ou d'étude d'incidences sauf si les modifications envisagées trouvent leur fondement dans l'étude d'incidences.

Le cas échéant, le Gouvernement soumet les plans modificatifs à de nouvelles mesures particulières de publicité par l'intermédiaire du collège des bourgmestre et échevins, sollicite l'avis de celui-ci, l'avis de la Commission communale et des services et Commissions visés à l'article 116, § 1<sup>er</sup>. Les avis sont transmis dans les trente jours; à défaut, ils sont réputés favorables.

Dans les cas visés aux alinéas 2 et 3, le délai visé à l'article 121, alinéa 1<sup>er</sup>, ne prend cours qu'à dater du dépôt contre réception par le demandeur des plans modificatifs et du complément de notice d'évaluation préalable ou d'étude d'incidences. Si la lettre de rappel a été envoyée conformément à l'article 121, alinéa 2, et qu'avant l'expiration du délai visé à l'article 121, alinéa 3, le Gouvernement demande une modification des plans, un nouveau délai de trente jours pour l'envoi de la décision visé à l'article 121, alinéa 3, prend cours à dater du dépôt contre réception des plans modificatifs et du complément de notice d'évaluation préalable ou d'études d'incidences. »

**Art. 58.** L'article 124 du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997 et le décret du 11 mars 1999, est remplacé par le texte suivant :

« Art. 124. Lorsque la demande de permis d'urbanisme ou de lotir répond aux prescriptions d'un plan d'aménagement ayant fait l'objet d'une étude d'incidences conformément aux articles 42 ou 50, le collège des bourgmestre et échevins, le fonctionnaire délégué ou le Gouvernement, selon le cas, sur la base de la notice d'évaluation préalable des incidences sur l'environnement, ne peut dispenser cette demande de la réalisation d'une étude d'incidences que pour autant que l'étude d'incidences préalable à l'adoption du plan comporte l'ensemble des informations qui seraient exigées pour l'étude d'incidences relative à la demande.

Lorsque les conditions de l'alinéa 1<sup>er</sup> ne sont pas remplies, l'étude d'incidences relative à la demande de permis d'urbanisme ou de lotir peut être fondée notamment sur les renseignements utiles obtenus lors de l'étude ou des études d'incidences ou du rapport d'incidences environnementales effectués précédemment à l'occasion de l'adoption d'un plan de secteur, d'un plan communal d'aménagement, du schéma de développement de l'espace régional ou d'un schéma de structure communal. »

**Art. 59.** L'article 127 du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997 et le décret du 6 mai 1999, est remplacé par le texte suivant :

« Art. 127. § 1<sup>er</sup>. Par dérogation aux articles 84 et 89, le permis est délivré par le Gouvernement ou le fonctionnaire délégué :

- 1° lorsqu'il est sollicité par une personne de droit public;
- 2° lorsqu'il concerne des actes et travaux d'utilité publique;
- 3° lorsqu'il concerne des actes et travaux s'étendant sur le territoire de plusieurs communes.

Le Gouvernement arrête :

- 1° la liste des personnes de droit public visées au présent paragraphe;
- 2° la liste des actes et travaux d'utilité publique visés au présent paragraphe;
- 3° la liste des actes et travaux d'utilité publique pour lesquels aucune délégation n'est accordée.

§ 2. La demande de permis est adressée au fonctionnaire délégué par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception postal.

Le Gouvernement peut arrêter la forme et le contenu de la demande de permis. Il précise le nombre d'exemplaires du dossier qu'elle doit comporter, ainsi que l'échelle et le contenu des différents plans qui doivent être joints.

Dans les quinze jours, le fonctionnaire délégué, si la demande est incomplète, adresse au demandeur, par envoi recommandé à La Poste, un relevé des pièces manquantes et précise que la procédure recommence à dater de leur réception.

Dans le même délai, si la demande est complète, le fonctionnaire délégué notifie au demandeur, par envoi recommandé à La Poste, le caractère complet du dossier, le fait que la demande nécessite ou non des mesures particulières de publicité ou la consultation de la Commission communale ou des services ou Commissions dont la consultation est demandée. Lorsque la demande de permis porte sur un bien sis à proximité d'une zone dans laquelle peuvent s'implanter des établissements présentant un risque majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement au sens de la Directive 96/82/CE ou à proximité d'un tel établissement ou encore est relative à un tel établissement, l'avis de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne est sollicité.

Les services ou Commissions visés à l'alinéa précédent transmettent leur avis dans les trente jours de la demande.

Lorsque la demande est soumise aux mesures particulières de publicité, celles-ci s'effectuent par l'entremise de la commune.

Le collège des bourgmestre et échevins transmet son avis dans les délais suivants à dater de la réception de la demande du fonctionnaire délégué :

1° trente jours lorsque la demande ne requiert ni mesures particulières de publicité ni avis de la Commission communale;

2° septante jours lorsque la demande requiert des mesures particulières de publicité ou l'avis de la Commission communale.

A défaut d'être rendus dans les délais, les avis visés aux alinéas 5 et 7 sont réputés favorables.

§ 3. Lorsqu'il s'agit d'actes et travaux d'utilité publique, le permis peut être accordé en s'écartant d'un plan communal d'aménagement, d'un règlement communal d'urbanisme ou d'un plan d'alignement.

§ 4. En cas d'avis favorable du collège des bourgmestre et échevins, la décision du fonctionnaire délégué octroyant ou refusant le permis est envoyée par lettre recommandée simultanément au demandeur et au collège des bourgmestre et échevins.

L'envoi de la décision du fonctionnaire délégué intervient dans les délais suivants à dater de l'accusé de réception postal de l'envoi visé au § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, ou, le cas échéant, à dater de la réception des documents complémentaires visés au § 2, alinéa 3 :

1° nonante jours lorsque la demande ne requiert ni mesures particulières de publicité ni avis de la Commission communale;

2° cent trente jours lorsque la demande requiert des mesures particulières de publicité ou l'avis de la Commission communale.

L'absence de décision envoyée dans ce délai équivaut à un refus de permis.

§ 5. Le fonctionnaire délégué transmet son avis au Gouvernement dans les délais prévus au § 4, alinéa 2, lorsque :

1° l'avis du collège des bourgmestre et échevins est défavorable ou, si la demande concerne des actes et travaux s'étendant sur le territoire de plusieurs communes, l'avis d'un des collèges des bourgmestre et échevins est défavorable;

2° la demande porte sur des actes et travaux pour lesquels aucune délégation n'est accordée.

La décision du Gouvernement octroyant ou refusant le permis est envoyée par lettre recommandée simultanément au demandeur, au collège des bourgmestre et échevins et au fonctionnaire délégué.

L'envoi de la décision du Gouvernement intervient dans un délai de soixante jours à dater de la réception de l'avis du fonctionnaire délégué visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> ou, à défaut, de l'écoulement des délais visés au § 4, alinéa 2.

§ 6. Le demandeur et le collège des bourgmestre et échevins peuvent introduire un recours auprès du Gouvernement wallon dans les trente jours de la réception de la décision du fonctionnaire délégué ou de l'écoulement du délai visé au § 4, alinéa 2.

Il est statué sur le recours conformément aux articles 120 à 123.

§ 7. Préalablement à la décision du fonctionnaire délégué ou du Gouvernement, le demandeur peut, moyennant l'accord de celui-ci, produire des plans modificatifs et un complément corollaire de notice d'évaluation préalable des incidences ou d'étude d'incidences sauf si les modifications envisagées trouvent leur fondement dans l'étude d'incidences.

Le cas échéant, les plans modificatifs, le complément de notice d'évaluation préalable ou d'étude d'incidences sont soumis à de nouvelles mesures de publicité par l'entremise de la commune, à l'avis de la Commission communale et des services ou Commissions visés au § 2, ainsi qu'à l'avis du collège des bourgmestre et échevins. Ces avis sont transmis dans les délais visés au § 2, alinéas 5 et 7. A défaut, ils sont réputés favorables.

Dans les cas visés au présent paragraphe, les délais visés aux §§ 4 et 6 ne prennent cours qu'à dater du dépôt contre récépissé par le demandeur des plans modificatifs et du complément de notice d'évaluation préalable ou d'étude d'incidences. »

**Art. 60.** Un article 132*bis* rédigé comme suit est inséré dans le même Code :

« Art. 132*bis*. Les dérogations accordées en application de la section 2 du présent chapitre sont applicables aux actes relevant d'autres législations qui sont relatifs au même projet.

La poursuite des activités autorisées par un permis délivré avant l'entrée en vigueur d'un plan et qui ne correspondent pas aux prescriptions de ce plan est admise jusqu'à l'expiration du délai de validité du permis. Le renouvellement de cette autorisation peut être accordé par l'autorité compétente dans une mesure compatible avec la destination générale de la zone considérée, son caractère architectural et l'option urbanistique visée par lesdites prescriptions. »

**Art. 61.** L'article 133 du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997, est complété par l'alinéa suivant :

« Il règle la procédure d'instruction des permis et détermine notamment les cas dans lesquels des mesures particulières de publicité doivent être observées ou des consultations doivent avoir lieu. »

**Art. 62.** A l'article 135, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997, les mots « aux articles 108, § 2, et 127 » sont remplacés par les mots « à l'article 127 ».

**Art. 63.** L'article 136 du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997, est remplacé par le texte suivant :

« Art. 136. Lorsque les actes, travaux et permis visés aux articles 84, 89 ou 127 se rapportent à des biens immobiliers exposés à un risque naturel ou une contrainte géotechnique majeurs tels que l'inondation, l'éboulement d'une paroi rocheuse, le karst, les affaissements miniers, le risque sismique ou à un risque majeur au sens de l'article 31, l'exécution des actes et travaux peut soit être interdite, soit être subordonnée à des conditions particulières de protection des personnes, des biens et de l'environnement. »

**Art. 64.** L'article 139 du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997, est remplacé par le texte suivant :

« Art. 139. § 1<sup>er</sup>. Lorsqu'un permis d'urbanisme a été délivré postérieurement à une date fixée par le Gouvernement, le bénéficiaire du permis doit faire vérifier la conformité de l'état du bien au permis au plus tard dans les six mois qui suivent l'expiration du délai prévu à l'article 87, § 2, ou préalablement à une cession, au sens de l'article 85, survenant avant l'expiration de ce délai.

En cas de cession, au sens de l'article 85, plus de trois ans après une vérification, le cédant fait vérifier la conformité de son bien au permis avant l'acte de cession. Toutefois, une vérification s'impose avant toute cession postérieure à une vérification provisoire.

§ 2. Un certificateur agréé, choisi par le bénéficiaire de permis ou le cédant, procède à la vérification.

Si la commune n'a pas reçu le certificat de conformité urbanistique ou le document contenant refus de certificat de conformité urbanistique à la fin des six mois qui suivent l'expiration du délai prévu à l'article 87, § 2, le collège des bourgmestre et échevins ou l'agent que ce collège délègue charge d'office un certificateur agréé de procéder à la vérification.

Dans tous les cas, la vérification est aux frais du bénéficiaire du permis ou du cédant.

§ 3. Lorsque le certificateur agréé constate que les actes et travaux sont achevés conformément au permis, il délivre un certificat de conformité urbanistique.

Lorsqu'au moment de la vérification, le délai prévu à l'article 87, § 2, n'est pas écoulé et que les actes et travaux ne sont pas achevés mais que ce qui a été réalisé est conforme au permis, le certificateur agréé délivre un certificat de conformité provisoire.

Lorsque le certificateur agréé constate qu'une infraction a été commise, il refuse le certificat de conformité urbanistique.

Tout certificat de conformité urbanistique ou refus de certificat de conformité urbanistique est motivé.

Les certificats de conformité urbanistique et les refus de certificat de conformité urbanistique sont notifiés par lettre recommandée ou remis contre récépissé, le même jour, à l'administration communale, au fonctionnaire délégué et, selon le cas, au bénéficiaire du permis ou au cédant.

§ 4. Le certificateur agréé qui refuse le certificat de conformité urbanistique apprécie si les infractions qu'il constate sont légères au regard du bon aménagement du territoire et justifie son appréciation.

Lorsqu'une infraction ne peut être régularisée que moyennant une dérogation à un acte à caractère réglementaire ou que la dérogation n'est pas possible, elle ne peut être considérée comme légère au regard du bon aménagement du territoire.

§ 5. Le bénéficiaire du permis ou le cédant qui conteste le refus de certificat de conformité urbanistique délivré par le certificateur agréé ou l'appréciation du caractère léger des infractions au regard du bon aménagement des lieux peut, dans les quinze jours, demander à un agent régional agréé certificateur de procéder à une nouvelle vérification. Les constatations de l'agent régional agréé certificateur se substituent à celles du premier certificateur agréé.

§ 6. Lorsque le certificateur agréé a constaté qu'il n'avait été commis que des infractions légères au regard du bon aménagement des lieux et que le permis dont les dispositions ont été méconnues relevait en première instance de la compétence du collège des bourgmestre et échevins, une demande de permis de régularisation peut être introduite conformément à l'article 107, § 1<sup>er</sup>. Dans ce cas, sans remettre en cause le permis antérieurement délivré devenu définitif, les autorités compétentes vérifient si l'infraction est régularisable au regard du bon aménagement du territoire. Des conditions peuvent être imposées dans le permis de régularisation.

§ 7. Le permis modificatif de régularisation empêche toute poursuite pour le maintien d'actes et travaux non conformes au permis modifié ou mesure de réparation d'urbanisme, sans préjudice des droits des tiers.

§ 8. Le Gouvernement peut prévoir que certains actes ou travaux ne sont pas soumis à l'application du présent article.

Le Gouvernement règle les conditions et la procédure d'octroi et de retrait de l'agrément, les conditions dans lesquelles les certificateurs agréés accomplissent leur mission, notamment les tarifs. Il agréé les certificateurs.

Le Gouvernement arrête la forme des certificats de conformité urbanistique et des documents contenant refus de certificat de conformité urbanistique. »

**Art. 65.** A l'article 150 du même Code, modifié par les décrets du 27 novembre 1997 et du 1<sup>er</sup> avril 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1. au premier alinéa, le 5° est remplacé comme suit :

« 5° les conditions dans lesquelles ceux qui sont tenus de prodiguer les informations prévues à l'article 85, § 1<sup>er</sup>, peuvent les obtenir auprès des administrations intéressées. »;

2. la suite de l'article est abrogée.

**Art. 66.** Dans le même Code, un article 150bis est inséré, rédigé comme suit :

« Art. 150bis. § 1<sup>er</sup>. Les communes sont tenues de délivrer à toute personne le certificat d'urbanisme n° 1.

Le certificat d'urbanisme n° 1 contient les informations dont la liste suit, relatives aux parcelles cadastrales ou parties de parcelles désignées dans la demande :

1° les prescriptions du plan de secteur, y compris la zone, les tracés, les périmètres, les mesures d'aménagement et les prescriptions supplémentaires applicables;

2° si le bien immobilier est soumis, en tout ou en partie, pour des raisons de localisation, à l'application d'un règlement régional d'urbanisme;

3° la situation au regard du projet de plan de secteur et du schéma de développement de l'espace régional;

4° la situation au regard d'un plan ou d'un projet de plan communal d'aménagement, d'un schéma de structure communal ou d'un projet de schéma de structure communal, d'un règlement communal d'urbanisme ou d'un projet de règlement communal d'urbanisme ou encore d'un permis de lotir;

5° si le bien est soumis au droit de préemption ou repris dans les limites d'un plan d'expropriation et, selon le cas, la désignation des bénéficiaires du droit de préemption ou du pouvoir expropriant, ainsi que la date de l'arrêté du Gouvernement correspondant;

6° si le bien est :

— situé dans un des périmètres visés aux articles 168, § 4, 172 ou 173;

— inscrit sur la liste de sauvegarde visée à l'article 193;

— classé en application de l'article 196;

— situé dans une zone de protection visée à l'article 209;

— localisé dans un site repris à l'inventaire des sites archéologiques visé à l'article 233;

7° si le bien bénéficie d'un équipement d'épuration des eaux usées et d'un accès à une voirie suffisamment équipée en eau, électricité, pourvue d'un revêtement solide et d'une largeur suffisante, compte tenu de la situation des lieux.

La commune et le Gouvernement peuvent compléter la liste des informations contenues dans le certificat.

§ 2. Les communes sont tenues de délivrer le certificat d'urbanisme n° 2.

Toute demande de certificat d'urbanisme n° 2 emporte demande de certificat d'urbanisme n° 1. Outre les informations contenues dans le certificat n° 1, le certificat n° 2 contient une appréciation du collège des bourgmestre et échevins et du fonctionnaire délégué sur le projet concret conçu par le demandeur.

L'appréciation porte sur le principe et les conditions de la délivrance d'un permis d'urbanisme ou de lotir qui serait demandé pour réaliser pareil projet. Elle porte aussi sur les charges d'urbanisme.

La demande de certificat n° 2 contient l'exposé du projet sous une forme graphique ou littérale ainsi que la demande éventuelle d'être entendu par l'administration communale et le fonctionnaire délégué. Dans ce cas, l'intéressé reçoit, dans les quinze jours de la demande, une convocation à une audience. Au cours de l'audience, il rencontre le représentant de l'administration communale et le fonctionnaire délégué, et peut débattre avec eux de son projet et, éventuellement, modifier légèrement celui-ci par voie écrite.

Le certificat n° 2 est délivré dans les septante-cinq jours de la demande.

L'appréciation formulée par le collège des bourgmestre et échevins et par le fonctionnaire délégué reste valable pendant deux ans à compter de la délivrance du certificat d'urbanisme n° 2, pour les éléments de la demande de permis qui ont fait l'objet du certificat n° 2 et sous réserve de l'évaluation des incidences du projet sur l'environnement, des résultats des enquêtes et autres consultations et du maintien des normes applicables au moment du certificat.

§ 3. Les demandes de certificat sont adressées à la commune par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception postal ou déposées, contre récépissé, à la maison communale. Le Gouvernement peut déterminer la forme des demandes et des certificats d'urbanisme et établir la procédure.

Le Conseil communal peut imposer un droit de dossier par parcelle cadastrale concernée, dont le fait générateur est la demande de certificat d'urbanisme. »

**Art. 67.** A l'article 155 du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997, sont apportées les modifications suivantes :

1. au § 6, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « moyennant paiement dans le délai qu'il indiquera d'une somme égale au double du montant de la taxe sur les bâtisses, laquelle reste néanmoins due à la commune. Le Gouvernement détermine les sommes à payer par catégorie de travaux et d'actes qui ne sont pas soumis à la taxe sur les bâtisses » sont abrogés et la virgule après le mot « contrevenant » est remplacée par un point;

2. au § 6, l'alinéa suivant est inséré entre l'alinéa 1<sup>er</sup> et l'alinéa 2 :

« La transaction a lieu moyennant le paiement d'une somme d'argent fixée de la manière suivante :

1° lorsqu'il y a eu une ou plusieurs infractions légères au regard du bon aménagement du territoire qui ont fait l'objet d'une procédure de modification de permis en application de l'article 139, § 6, un montant global de 250 euros;

2° dans les autres cas, un montant établi selon les règles arrêtées par le Gouvernement, sans que ce montant puisse être inférieur à 250 euros ni supérieur à 25.000 euros. »

**Art. 68.** L'article 168 du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997, est remplacé par le texte suivant :

« Art. 168. § 1<sup>er</sup>. Sur proposition d'une commune, d'une association de communes, d'un ou plusieurs propriétaires, ou d'initiative, le Gouvernement arrête provisoirement qu'un site, dont il fixe le périmètre, est désaffecté et doit être assaini ou rénové. L'arrêté est inscrit à la conservation des hypothèques.

§ 2. Lorsque la destination fixée par le projet d'arrêté visé au § 4 ne correspond pas à celle prévue par un plan d'aménagement en vigueur, le Gouvernement arrête concomitamment un avant-projet de plan de secteur révisé reprenant ladite destination et fait réaliser une étude d'incidences conformément à l'article 42.

Il est fait application des dispositions régissant l'élaboration et la révision des plans de secteur.

§ 3. L'arrêté visé au § 1<sup>er</sup> et, le cas échéant, l'arrêté adoptant provisoirement le projet de plan, accompagné de l'étude d'incidences, sont soumis aux propriétaires concernés, d'après les indications cadastrales.

§ 4. Le Gouvernement arrête définitivement le périmètre du site désaffecté et son assainissement ou sa rénovation ainsi que sa destination et, le cas échéant, la révision du plan de secteur. »

**Art. 69.** Dans le même Code, modifié par les décrets des 27 novembre 1997, 23 juillet 1998, 16 décembre 1998, 1<sup>er</sup> avril 1999 et 6 mai 1999, aux articles 1<sup>er</sup>, 4, 7, 12, 13, 16, 25, 48, 54, 72, 74, 76, 78, 84, 88, 107, 116, 117, 119, 120, 122, 129, 142, 143, 146, 149, 150, 154, 155, 157, 160, 167, 170, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 179, 182, 183 et 184, le chiffre arabe suivi d'un point qui désigne une subdivision d'alinéa ou de phrase est remplacé par le même chiffre arabe suivi de la lettre « o » écrite au-dessus de la ligne.

#### CHAPITRE II. — Dispositions transitoires et finales

**Art. 69bis.** Pour l'application de l'article 110 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, modifié par le décret du 27 novembre 1997 et le décret du 6 mai 1999, sont assimilés à des constructions et équipements de services publics ou communautaires les centres de regroupement de boues de dragage situés le long des voies d'eau navigables et effectivement utilisées au transport de biens et marchandises, pour autant que les demandes soient introduites dans les deux ans de l'entrée en vigueur du présent décret.

**Art. 70.** L'article 5 du décret du 27 octobre 1988 sur les carrières est complété comme suit : « sans préjudice de son article 110bis ».

**Art. 71.** L'article 24, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, modifié par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, est complété comme suit :

« Sur ces sites, les autres activités de gestion de déchets, pour autant qu'elles soient liées à l'exploitation du C.E.T. ou qu'elles ne compromettent pas celle-ci, peuvent être admises. »

**Art. 72.** A l'article 97 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, à l'alinéa 3, après le troisième tiret, les mots « 132bis » sont insérés après les mots « 132, alinéa 1<sup>er</sup>, ».

**Art. 73.** L'établissement d'un schéma de structure communal adopté provisoirement par le Conseil communal avant l'entrée en vigueur du présent décret poursuit la procédure en vigueur avant cette date.

**Art. 74.** La révision d'un plan de secteur arrêtée provisoirement par le Gouvernement sur avis de la Commission régionale avant l'entrée en vigueur du présent décret poursuit la procédure en vigueur avant cette date.

**Art. 75.** La révision ou l'établissement d'un plan communal d'aménagement adopté provisoirement par le conseil communal ou par le Gouvernement avant la date d'entrée en vigueur du présent décret poursuit la procédure en vigueur avant cette date.

**Art. 76.** La demande de permis d'urbanisme ou de lotir dont l'accusé de réception est antérieur à la date d'entrée en vigueur du présent décret poursuit son instruction selon les dispositions en vigueur à cette date.

**Art. 77.** L'article 139 du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997, reste applicable aux travaux et actes qui ont été autorisés par un permis délivré avant la date fixée par le Gouvernement.

L'article 85, § 3, du même Code, modifié par le décret du 27 novembre 1997, introduit par l'article 30 du présent décret, et l'article 64 du présent décret entrent en vigueur à la date fixée par le Gouvernement.

**Art. 78.** L'article 67 du présent décret est applicable aux infractions commises à partir de la date fixée par le Gouvernement.

**Art. 79.** Le Gouvernement détermine la date d'entrée en vigueur des articles 1<sup>er</sup>, 3, 5, 6, 7, 8, 22, 23, 24, 25, 28, 29, 30, 32, 36, 58, 64, 68 et 77.

**Art. 80.** Le Gouvernement est habilité à assurer la coordination du présent décret avec le décret du 27 novembre 1997 et les décrets ou dispositions l'ayant modifié.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 18 juillet 2002.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,

J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,

M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Th. DETIENNE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Mme M. ARENA

—  
Note

(1) *Session 2001-2002.*

Documents du Conseil. — 309 (2001-2002) N<sup>s</sup>.1 à 179.

*Compte rendu intégral.* — Séance publique du 11 juillet 2002. Discussion. Vote.

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2002 — 3300

[C — 2002/27844]

**18. JULI 2002 — Dekret zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Abänderungsbestimmungen*

**Artikel 1** - Artikel 3 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 abgeänderten Fassung, wird durch den folgenden Absatz ergänzt:

«Die Regierung bezeichnet die beauftragten Beamten, die ihr jährlich einen Bericht über ihre Tätigkeiten, die Überwachung der bedeutsamen Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt der Durchführung des Entwicklungsplans des regionalen Raums und der Sektorenpläne und die eventuell einzuleitenden Berichtigungsmaßnahmen unterbreiten. Diese Berichte werden dem Wallonischen Regionalrat vorgelegt und bilden den Gegenstand einer Veröffentlichung, die der Öffentlichkeit zugänglich ist.»

**Art. 2** - In Artikel 7 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1. In § 1, Absatz 1 wird der Wortlaut "und nach Gutachten des Regionalausschusses" gestrichen;
2. In § 2, Absatz 2 wird der Wortlaut "sowie nach erfolgtem Gutachten des Regionalausschusses" gestrichen;
3. Am Ende von § 3, Absatz 8 wird der folgende Satz hinzugefügt: "Auf Antrag des Gemeinderats kann zugunsten der Opposition von der Regel der proportionalen Vertretung abgewichen werden";
4. In § 4, Absatz 2 wird der Wortlaut "zehn" durch den Wortlaut "sechs" ersetzt;
5. § 6 wird wie folgt ergänzt:

«Im Vorschlag des Gemeinderates und im Beschluss der Regierung wird bei der Wahl der Mitglieder, die die Abteilungen zusammensetzen, auf die folgenden Elemente geachtet:

- 1° eine ausgeglichene geographische Verteilung;
- 2° ein Gleichgewicht in der Vertretung der sozialen, wirtschaftlichen, erbe- und umweltbezogenen Interessen der Gemeinde";

6. Artikel 7 wird wie folgt ergänzt:

«§ 7. Neben den Gutachten, die er aufgrund des vorliegenden Gesetzbuches abzugeben hat, kann der Ausschuss Gutachten über Angelegenheiten, die er für relevant hält, auf eigene Initiative abgeben.»

**Art. 3** - In Artikel 11 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 abgeänderten Fassung, wird die folgende Abänderung vorgenommen: der Wortlaut "Parzellierungspläne" wird zwischen den Wortlaut "Raumordnungspläne" und den Wortlaut "Städtebauordnungen" eingefügt.

**Art. 4** - In Artikel 12 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 und das Dekret vom 6. Mai 1999 abgeänderten Fassung, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1. Unter 6° wird der Wortlaut "um eine Person einzustellen, die über die erforderlichen Zuständigkeiten bezüglich der Verwaltung des betroffenen Gebietes verfügt" durch den Wortlaut "um einen oder mehrere Raumordnungs- und Umweltberater einzustellen oder beizubehalten";

2. Es wird ein Absatz 2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Nach den von ihr festgelegten Modalitäten kann die Regierung Raumordnungs- und Umweltberater zur Verfügung der Gemeinden stellen.»;

3. Es wird ein Absatz 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Bei der Festlegung der in Absatz 1, 6°, erwähnten Modalitäten für die Gewährung von Zuschüssen für die Gemeinden und der in Absatz 2 erwähnten Modalitäten für die Zurverfügungstellung der Raumordnungs- und Umweltberater begünstigt die Regierung die Gemeinden, die die Anwendungsbedingungen von Artikel 107, § 1, 3°, erfüllen, oder die das Verfahren zur Erfüllung dieser Bedingungen einleiten.»;

4. Nummer 1° wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«1° zur Ausarbeitung der Gesamtrevision eines kommunalen Raumordnungsplans, eines kommunalen Struktur-schemas, einer kommunalen Städtebauordnung oder eines in Artikel 33 erwähnten gemeindlichen Programms;».

**Art. 5** - Artikel 14 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 und das Dekret vom 16. Dezember 1998 abgeänderten Fassung, wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 14 - § 1. Der Entwicklungsplan des regionalen Raumes wird auf Initiative der Regierung erstellt.

Die Regierung arbeitet den Vorentwurf des Entwicklungsplanes des regionalen Raums aus und lässt einen Umweltverträglichkeitsbericht anfertigen, dessen Umfang und Genauigkeit der Informationen sie bestimmt, und der das Folgende beinhaltet:

1° eine Zusammenfassung des Inhalts, eine Beschreibung der Ziele des Vorentwurfes des Entwicklungsplanes des regionalen Raums sowie dessen Verbindungen mit anderen relevanten Plänen und Programmen;

2° die relevanten Aspekte der Umweltlage sowie deren voraussichtliche Entwicklung im Falle einer Nichtdurchführung des Entwicklungsplanes des regionalen Raums;

3° die umweltbezogenen Merkmale der Gebiete, die erheblich betroffen werden könnten;

4° die mit dem Vorentwurf des Entwicklungsplanes des regionalen Raums verbundenen umweltbezogenen Probleme bezüglich der Gebiete, die eine besondere Bedeutung für die Umwelt aufweisen, wie z.B. die gemäß den Richtlinien 79/409/EWG und 92/43/EWG bestimmten Gebiete;

5° die umweltbezogenen Probleme bezüglich Gebiete, in denen sich Betriebe niederlassen könnten, die mit bedeutenden Risiken für Personen, Güter oder Umwelt im Sinne von der Richtlinie 96/82/EWG verbunden sind, oder wenn der Vorentwurf des Entwicklungsplans die Eintragung von zu Wohnzwecken bestimmten Gebieten sowie von öffentlich genutzten Gebieten oder Infrastrukturen in der Nähe solcher Betriebe vorsieht;

6° die relevanten Ziele in Sachen Umweltschutz und die Art und Weise, wie sie im Rahmen der Ausarbeitung des Entwicklungsplans in Betracht gezogen werden;

7° die voraussichtlichen, bedeutsamen Ein- und Auswirkungen, nämlich die sekundären, kumulativen, synergetischen, kurz-, mittel- und langfristigen, ständigen und vorübergehenden, sowohl positiven als auch negativen Auswirkungen auf die Umwelt, einschließlich der biologischen Vielfalt, der Bevölkerung, der menschlichen Gesundheit, der Fauna, der Flora, des Bodens, des Wassers, der Luft, des Klimas, der materiellen Güter, des Kulturerbes, einschließlich der architektonisch wertvollen Bauten und der archäologischen Schätze und der Landschaft sowie der Wechselwirkung zwischen den genannten Faktoren;

8° die Ein- und Auswirkungen auf die land- und forstwirtschaftlichen Tätigkeiten;

9° die Maßnahmen, die zu treffen sind, um die unter 7° und 8° erwähnten negativen Auswirkungen zu vermeiden, zu verringern oder auszugleichen;

10° die Darstellung von möglichen Alternativen und deren Rechtfertigung,

11° eine Beschreibung des gewählten Bewertungsverfahrens und der angetroffenen Schwierigkeiten;

12° die in Betracht gezogenen Maßnahmen zur Begleitung der Durchführung des Entwicklungsplans des regionalen Raums;

13° eine nicht-technische Zusammenfassung der oben erwähnten Informationen.

Die Regierung unterbreitet den Entwurf bezüglich des Inhalts des Umweltverträglichkeitsberichts und den Vorentwurf des Entwicklungsplans dem Regionalausschuss, dem Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung, den Personen und Organen, die zu befragen sie als notwendig erachtet, zur Begutachtung, sowie ebenfalls der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt wenn der Vorentwurf Gebiete umfasst, in denen sich Betriebe niederlassen könnten, die mit bedeutenden Risiken für Personen, Güter oder Umwelt im Sinne von der Richtlinie 96/82/EWG verbunden sind, oder wenn er die Eintragung von zu Wohnzwecken bestimmten Gebieten sowie von öffentlich genutzten Gebieten oder Infrastrukturen in der Nähe solcher Betriebe vorsieht. Die Gutachten betreffen den Umfang und die Genauigkeit der Informationen, die im Bericht enthalten sein müssen. Die Gutachten werden innerhalb von dreißig Tagen nach der Anfrage der Regierung übermittelt. Mangels dessen werden die Gutachten als günstig gewertet.

Der Regionalausschuss wird über die Vorstudien unterrichtet und kann jederzeit die Vorschläge formulieren, die er für nützlich hält.

§ 2. Die Regierung nimmt den Entwurf des Entwicklungsplans provisorisch an und unterwirft ihn, zusammen mit dem Umweltverträglichkeitsbericht, einer öffentlichen Untersuchung, sowie der Begutachtung der Personen und Organe, die zu befragen sie als notwendig erachtet.

Die Ankündigung der öffentlichen Untersuchung erfolgt durch Anschlag in jeder Gemeinde, durch eine Bekanntmachung in mindestens drei in der gesamten wallonischen Region verteilten Zeitungen, wovon eine in deutscher Sprache erscheint, sowie durch eine mindestens dreimalige Mitteilung durch die "R.T.B.F" und durch das Belgische Rundfunk- und Fernsehzentrum deutscher Sprache.

Unter Einhaltung der durch die Regierung auferlegten Modalitäten werden der Entwurf des Entwicklungsplans und der Umweltverträglichkeitsbericht in jeder Gemeinde zur Einsichtnahme hinterlegt, und zwar für eine Dauer von sechzig Tagen. Beginn und Ende der Frist sind in der Ankündigung genannt. Beschwerden oder Bemerkungen sind vor dem Ablauf der Untersuchungsfrist dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium schriftlich bekanntzugeben. Sie werden dem Abschlussprotokoll der öffentlichen Untersuchung, das innerhalb von acht Tagen nach diesem Abschluss vom Bürgermeister- und Schöffenkollegium aufgenommen wird, beigelegt. Innerhalb fünfundvierzig Tagen nach dem Abschluss der öffentlichen Untersuchung übermittelt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium der Regierung die Beschwerden, Bemerkungen und das Abschlussprotokoll der öffentlichen Untersuchung.

Ab dem Zeitpunkt der Ankündigung der öffentlichen Untersuchung organisiert die Regierung eine Präsentation des Planentwurfs im Hauptort eines jeden Verwaltungsbezirks, sowie am Sitz der deutschsprachigen Gemeinschaft.

§ 3. Wenn die in dem Entwurf des Entwicklungsplans des regionalen Raums vorgeschlagene Raumgestaltung Auswirkungen auf die Umwelt einer anderen Region, eines anderen Mitgliedstaats der Europäischen Union oder eines dem Übereinkommen von Espoo vom 25. Februar 1991 über die Umweltverträglichkeitsprüfung im grenzüberschreitenden Rahmen angehörenden Staats haben könnte, wird der Entwurf des Entwicklungsplans mit dem Umweltverträglichkeitsbericht und den eventuellen Informationen über die grenzüberschreitenden Auswirkungen den zuständigen Behörden dieser anderen Region oder dieses anderen Mitgliedstaats der Europäischen Union bzw. dem Übereinkommen von Espoo angehörenden Staats übermittelt.

Die Regierung bestimmt:

1° welche Organe mit der Übermittlung der Unterlagen an die in Absatz 1 erwähnten Behörden beauftragt werden;

2° nach welchen Modalitäten die zuständigen Behörden der Region oder des Staats, die bzw. der betroffen werden könnte, an der Bewertung der Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt teilnehmen können;

3° nach welchen Modalitäten der Entwicklungsplan, die Umwelterklärung und die in § 4, Absatz 2, des vorliegenden Artikels erwähnten abgegebenen Gutachten den in Absatz 1 erwähnten Behörden übermittelt werden.

§ 4. Die Gemeinderäte, sowie die in § 2, Absatz 1, gemeinten Personen und Organe übermitteln der Regierung ihr Gutachten innerhalb von fünfundvierzig Tagen nach Ablauf der Frist für die öffentliche Untersuchung.

Der Regionalausschuss und der Wallonische Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung und die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, wenn diese in Anwendung von § 1, Absatz 3, zu Rate gezogen werden ist, übermitteln innerhalb von sechzig Tagen nach der Anfrage der Regierung ihr Gutachten über die gesamte Akte.

§ 5. Der Entwicklungsplan wird von der Regierung endgültig verabschiedet. Außerdem legt die Regierung eine Umwelterklärung vor, in der zusammengefasst wird, auf welche Weise die umweltbezogenen Erwägungen in den Plan eingegliedert worden sind, der Umweltverträglichkeitsbericht, die in Anwendung der §§ 2, 3 und 4 des vorliegenden Artikels abgegebenen Gutachten und geäußerten Beschwerden und Bemerkungen berücksichtigt worden sind, sowie aus welchen Gründen angesichts der anderen in Betracht gezogenen vernünftigen Lösungen die Entscheidungen des angenommenen Entwicklungsplans getroffen worden sind.

Der Erlass der Regierung sowie die Umwelterklärung werden im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Innerhalb von zehn Tagen nach der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* werden den Gemeinden, dem Regionalausschuss und dem Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung und ggf. der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt Ausfertigungen des Planes und der Umwelterklärung übermittelt.»

**Art. 6** - Artikel 17 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 abgeänderten Fassung, wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 17 - § 1. Aufgrund einer Analyse der bestehenden Sach- und Rechtslage, insbesondere der im vorliegenden Gesetzbuch oder in anderen Gesetzgebungen erwähnten Schutzgebiete wird das kommunale Strukturschema auf Initiative des Gemeinderates aufgestellt. Unter den Personen, die Artikel 11 gemäß zugelassen sind, bezeichnet dieser die natürliche oder juristische, privat- oder öffentlich-rechtliche Person, die er mit der Erstellung des Schemenentwurfs beauftragt.

Der Gemeinderat erstellt den Vorentwurf des Strukturschemas und lässt einen Umweltverträglichkeitsbericht anfertigen, dessen Umfang und Genauigkeit der Informationen er bestimmt, und der das Folgende beinhaltet:

1° eine Zusammenfassung des Inhalts, eine Beschreibung der Ziele des Vorentwurfes des kommunalen Strukturschemas sowie dessen Verbindungen mit anderen relevanten Plänen und Programmen;

2° die relevanten Aspekte der Umweltlage sowie deren voraussichtliche Entwicklung im Falle einer Nichtdurchführung des kommunalen Strukturschemas;

3° die umweltbezogenen Merkmale der Gebiete, die erheblich betroffen werden könnten;

4° die mit dem Vorentwurf des kommunalen Strukturschemas verbundenen umweltbezogenen Probleme bezüglich der Gebiete, die eine besondere Bedeutung für die Umwelt aufweisen, wie z.B. die gemäß den Richtlinien 79/409/EWG und 92/43/EWG bestimmten Gebiete;

5° die umweltbezogenen Probleme bezüglich Gebiete, in denen sich Betriebe niederlassen könnten, die mit bedeutenden Risiken für Personen, Güter oder Umwelt im Sinne von der Richtlinie 96/82/EWG verbunden sind, oder wenn der Vorentwurf des Schemas die Eintragung von zu Wohnzwecken bestimmten Gebieten sowie von öffentlich genutzten Gebieten oder Infrastrukturen in der Nähe solcher Betriebe vorsieht;

6° die relevanten Ziele in Sachen Umweltschutz und die Art und Weise, wie sie im Rahmen der Ausarbeitung des Schemas in Betracht gezogen werden;

7° die voraussichtlichen, bedeutsamen Ein- und Auswirkungen, nämlich die sekundären, kumulativen, synergetischen, kurz-, mittel- und langfristigen, ständigen und vorübergehenden, sowohl positiven als auch negativen Auswirkungen auf die Umwelt, einschließlich der biologischen Vielfalt, der Bevölkerung, der menschlichen Gesundheit, der Fauna, der Flora, des Bodens, des Wassers, der Luft, des Klimas, der materiellen Güter, des Kulturerbes, einschließlich der architektonisch wertvollen Bauten und der archäologischen Schätze und der Landschaft sowie der Wechselwirkung zwischen den genannten Faktoren;

8° die Ein- und Auswirkungen auf die land- und forstwirtschaftlichen Tätigkeiten;

9° die Maßnahmen, die zu treffen sind, um die unter 7° und 8° erwähnten negativen Auswirkungen zu vermeiden, zu verringern oder auszugleichen;

10° die Darstellung von möglichen Alternativen und deren Rechtfertigung;

11° eine Beschreibung des gewählten Bewertungsverfahrens und der angetroffenen Schwierigkeiten;

12° die in Betracht gezogenen Maßnahmen zur Begleitung der Durchführung des kommunalen Strukturschemas;

13° eine nicht-technische Zusammenfassung der oben erwähnten Informationen.

Der Umweltverträglichkeitsbericht kann unter anderem auf nützlichen Informationen beruhen, die anlässlich anderer früherer umweltbezogener Bewertungen, und insbesondere anlässlich der Verabschiedung eines Sektorenplans oder eines kommunalen Raumordnungsplans gesammelt wurden.

Der Gemeinderat unterbreitet den Entwurf bezüglich des Inhalts des Umweltverträglichkeitsberichts und den Vorentwurf des Schemas dem Kommunalausschuss oder mangels dessen dem Regionalausschuss, sowie dem Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung, den Personen und Organen, die zu befragen er als notwendig erachtet, zur Begutachtung, und ebenfalls der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt wenn der Vorentwurf Gebiete umfasst, in denen sich Betriebe niederlassen könnten, die mit bedeutenden Risiken für Personen, Güter oder Umwelt im Sinne von der Richtlinie 96/82/EWG verbunden sind, oder wenn er die Eintragung von zu Wohnzwecken bestimmten Gebieten sowie von öffentlich genutzten Gebieten oder Infrastrukturen in der Nähe solcher Betriebe vorsieht. Die Gutachten betreffen den Umfang und die Genauigkeit der Informationen, die im Bericht enthalten sein müssen. Die Gutachten werden innerhalb von dreißig Tagen nach der Anfrage des Gemeinderats übermittelt. Mangels dessen werden die Gutachten als günstig gewertet.

Der Kommunalausschuss wird über die Vorstudien informiert und kann jederzeit die Vorschläge formulieren, die er für nützlich hält.

Der Gemeinderat nimmt den Schemenentwurf provisorisch an.

§ 2. Der Schemenentwurf und der Umweltverträglichkeitsbericht werden durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium einer öffentlichen Untersuchung einer Dauer von fünfundvierzig Tagen unterworfen.

Die öffentliche Untersuchung wird sowohl durch Anschlag als auch durch eine Bekanntmachung in den lokalen Seiten von drei Tageszeitungen französischer oder gegebenenfalls deutscher Sprache angekündigt.

Besteht ein kommunales Informationsblatt oder eine Reklamezeitung, die kostenlos an die Bevölkerung verteilt werden, so wird die Bekanntmachung darin veröffentlicht.

Im Rahmen der öffentlichen Untersuchung organisiert das Kollegium eine oder mehrere Informationsversammlungen, deren Ort, Tag und Uhrzeit in der Ankündigung genauer angegeben werden.

Gleichzeitig legt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium dem beauftragten Beamten den Schemenentwurf und den Umweltverträglichkeitsbericht zur Begutachtung vor. Sein Gutachten wird innerhalb von dreißig Tagen nach der Anfrage des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums übermittelt; eine fehlende Stellungnahme wird als Zustimmung betrachtet.

§ 3. Wenn die in dem Entwurf des kommunalen Strukturschemas vorgeschlagene Raumgestaltung bedeutsame Auswirkungen auf die Umwelt einer anderen Region, eines anderen Mitgliedstaats der Europäischen Union oder eines dem Übereinkommen von Espoo vom 25. Februar 1991 über die Umweltverträglichkeitsprüfung im grenzüberschreitenden Rahmen angehörenden Staats haben könnte, wird der Schemenentwurf mit dem Umweltverträglichkeitsbericht und den eventuellen Informationen über die grenzüberschreitenden Auswirkungen den zuständigen Behörden dieser anderen Region oder dieses anderen Mitgliedstaats der Europäischen Union bzw. dem Übereinkommen von Espoo angehörenden Staats übermittelt.



Die Regierung bestimmt:

- 1° welche Organe mit der Übermittlung der Unterlagen an die in Absatz 1 erwähnten Behörden beauftragt werden;
- 2° nach welchen Modalitäten die zuständigen Behörden der Region oder des Staats, die bzw. der betroffen werden könnte, an der Bewertung der Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt teilnehmen können;
- 3° nach welchen Modalitäten das Schema, die Umwelterklärung und die in § 1, Absatz 4, des vorliegenden Artikels erwähnten abgegebenen Gutachten den in Absatz 1 erwähnten Behörden übermittelt werden.

§ 4. Der Schemenentwurf und der Umweltverträglichkeitsbericht werden anschließend dem Kommunalausschuss oder, mangels dessen, dem Regionalausschuss und dem Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung sowie den anderen Personen und Organen und der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, wenn diese in Anwendung von § 1, Absatz 4, zu Rate gezogen worden sind, zur Begutachtung unterbreitet. Außerdem werden die Beschwerden und Bemerkungen dem Kommunalausschuss übermittelt. Das Gutachten wird innerhalb von sechzig Tagen nach der Anfrage des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums übermittelt. Ein fehlendes Gutachten wird als Zustimmung betrachtet.

§ 5. Der Gemeinderat verabschiedet endgültig das Schema zusammen mit einer Umwelterklärung, in der zusammengefasst wird, auf welche Weise die umweltbezogenen Erwägungen in das Schema eingegliedert worden sind, der Umweltverträglichkeitsbericht, die in Anwendung der §§ 2, 3 und 4 des vorliegenden Artikels abgegebenen Gutachten und geäußerten Beschwerden und Bemerkungen berücksichtigt worden sind, sowie aus welchen Gründen angesichts der anderen in Betracht gezogenen vernünftigen Lösungen die Entscheidungen des angenommenen Schemas getroffen worden sind. Er stellt der Regierung eine Ausfertigung davon samt der Akte zu.

Diese kann die Entscheidung des Gemeinderates widerrufen durch einen begründeten Erlass, welcher innerhalb von sechzig Tagen nach dem Eingang der Gesamtkakte versandt werden muss.

Es ist der Öffentlichkeit gestattet, das Schema sowie die Umwelterklärung oder ggf. den Beschluss des Gemeinderats und das in Artikel 18, Absatz 2, erwähnte Gutachten im Gemeindehaus einzusehen. Gemäß den in Artikel 112 des neuen Gemeindegesetzes vorgesehenen Modalitäten wird die Öffentlichkeit über diese Möglichkeit informiert.

Das Schema und die Umwelterklärung werden dem Kommunalausschuss oder, mangels dessen, dem Regionalausschuss, sowie dem Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung und ggf. den anderen Personen und Organen und der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt übermittelt.»

**Art. 7** - Artikel 18 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 abgeänderten Fassung, wird mit den folgenden Absätzen ergänzt:

«Wenn ersichtlich wird, dass die im Rahmen der Revision vorgenommenen Abänderungen angesichts der Eigenschaften der Projekte oder Aktivitäten, deren Rahmen die Revision bildet, und unter Berücksichtigung der Auswirkungen und der Gebiete, die betroffen werden könnten, geringfügig sind, kann der Gemeinderat jedoch nach Begutachtung durch den Kommunalausschuss oder, mangels dessen, den Regionalausschuss, sowie nach Begutachtung durch den Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung beschließen, dass die Revision des kommunalen Strukturschemas keinen Umweltverträglichkeitsbericht im Sinne von Artikel 17, § 1, erfordert. Das Gutachten wird innerhalb von dreißig Tagen nach der Anfrage des Gemeinderats übermittelt. Ein fehlendes Gutachten wird als Zustimmung betrachtet.

Als "nicht geringfügig" gelten die Abänderungen, die ein gemäß den Richtlinien 79/409/EWG und 92/43/EWG bestimmtes Gebiet betreffen, oder die zur Verwirklichung eines einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterworfenen Projekts bestimmt sind, oder die Gebiete betreffen, in denen sich Betriebe niederlassen könnten, die mit bedeutenden Risiken für Personen, Güter oder Umwelt im Sinne von der Richtlinie 96/82/EWG verbunden sind, oder die Abänderungen, die Eintragung von zu Wohnzwecken bestimmten Gebieten sowie von öffentlich genutzten Gebieten oder Infrastrukturen in der Nähe solcher Betriebe vorsehen.

In einem solchen Fall wird der in Absatz 1 erwähnte Beschluss und dessen Begründung in der in Artikel 17, § 5, erwähnten Umwelterklärung angeführt.»

**Art. 8** - Es wird ein Artikel *18bis* mit folgendem Wortlaut in dasselbe Gesetzbuch eingefügt:

«Art. *18bis* - Regelmäßig legt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium dem Gemeinderat einen Bericht über die Überwachung der bedeutsamen Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt der Durchführung des kommunalen Strukturschemas vor und unterbreitet die eventuell einzuleitenden Berichtigungsmaßnahmen. Die Öffentlichkeit wird nach den in Artikel 112 des Gemeindegesetzes vorgesehenen Modalitäten darüber informiert.»

**Art. 9** - Artikel 23 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 abgeänderten Fassung, wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 23 - Der Sektorenplan umfasst:

- 1° die Festlegung der verschiedenen Zweckbestimmungen des Gebiets;
- 2° die bereits bestehende und geplante Trasse für die wichtigsten Infrastrukturen für den Verkehr und für den Transport von Energie und Flüssigkeiten.

Außerdem kann der Plan noch Folgendes beinhalten:

- 1° den Umkreis der Gebiete, in denen aus den in Artikel 40 angeführten Gründen besondere Schutzmaßnahmen gerechtfertigt sind;
- 2° ergänzende städtebauliche oder plantechnische Vorschriften;
- 3° sonstige Raumordnungsmaßnahmen.

Die Regierung kann die graphische Darstellung des Sektorenplans festlegen.»

**Art. 10** - Die Überschrift des Abschnitts 3 von Kapitel II, Titel III, Buch 1 des Gesetzbuches wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«**Abschnitt 3** — Zweckbestimmung der Gebiete und allgemeine Vorschriften, Trasse für die wichtigsten Infrastrukturennetze»

**Art. 11** - In Artikel 26 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 abgeänderten Fassung, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1. In Absatz 2 wird der Wortlaut "wirtschaftliche Aktivitäten" durch den Wortlaut "handwerkliche Betriebe, Dienstleistungen, Vertriebsunternehmen, Forschungstätigkeiten oder Kleinindustrie" ersetzt.

2. In Absatz 2 wird der Wortlaut "oder Freizeitausrüstungen" zwischen den Wortlaut "touristische Anlagen" und den Wortlaut "zugelassen werden" eingefügt.

**Art. 12** - In Artikel 27 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 abgeänderten Fassung, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1. In Absatz 2 wird der Wortlaut "wirtschaftliche Aktivitäten" durch den Wortlaut "handwerkliche Betriebe, Dienstleistungen, Vertriebsunternehmen, Forschungstätigkeiten oder Kleinindustrie" ersetzt.

2. In Absatz 2 wird der Wortlaut "oder Freizeitausrüstungen" zwischen den Wortlaut "touristische Anlagen" und den Wortlaut "zugelassen werden" eingefügt.

**Art. 13** - Artikel 28 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 abgeänderten Fassung, wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 28 - § 1. Unbeschadet seiner Niederlassung in einem Wohngebiet oder in einem Wohngebiet mit ländlichem Charakter ist das Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen für Tätigkeiten zum Nutzen der Allgemeinheit oder für Aktivitäten öffentlichen Interesses bestimmt.

In einem solchen Gebiet dürfen nur Gebäude oder Einrichtungen vorhanden sein, die zur Erfüllung eines sozialen Bedürfnisses bestimmt sind, das von einer öffentlich-rechtlichen Person oder von einer Privatperson, die durch die öffentlichen Behörden mit der Verwaltung eines öffentlichen Dienstes beauftragt worden ist, gewährleistet wird. Dort können auch Gebäude und Einrichtungen mit gemeinnützigem Charakter vorzufinden sein.

§ 2. Das mit dem Überdruck "C.E.T." versehene Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen ist hauptsächlich für die Ansiedlung und die Bewirtschaftung eines technischen Vergrabungszentrums im Sinne der Gesetzgebung über die Abfälle sowie für Anlagen zur vor diesem Betrieb durchgeführten Zusammenstellung von Abfällen bestimmt. Es kann außerdem für andere Abfallbewirtschaftungsaktivitäten bestimmt sein, sofern diese Aktivitäten mit der Bewirtschaftung eines zugelassenen technischen Vergrabungszentrums verbunden sind oder dessen Bewirtschaftung nicht beeinträchtigen. Am Ende der Bewirtschaftung wird das Gebiet zum Grüngelände und seine Sanierung wird in der Betriebsgenehmigung der betroffenen Anlage ganz oder teilweise festgelegt.

In den noch nicht bewirtschafteten, mit dem Überdruck "C.E.T." versehenen Gebieten und Teilgebieten können andere Handlungen und Arbeiten für einen begrenzten Zeitraum erlaubt werden, sofern sie ihrer Art wegen die zukünftige Bewirtschaftung eines technischen Vergrabungszentrums nicht beeinträchtigen.

Das mit dem Überdruck "C.E.T.D." versehene Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen dient ausschließlich zur Erhaltung eines stillgelegten technischen Vergrabungszentrums im Sinne der Gesetzgebung über die Abfälle; in diesem Gebiet können Tätigkeits- und Arbeitsbeschränkungen auferlegt werden, mit dem Ziel, die Erhaltung und die Überwachung der Bauwerke und der Arbeiten, die im Rahmen der Wiederinstandsetzung der verseuchten Standorte ausgeführt werden, zu gewährleisten.

Die Büro- und Überwachungsgebäude, die für die Bewirtschaftung und die Erhaltung der im vorliegenden Paragraphen erwähnten Gebiete notwendig sind, können zugelassen werden.

Die im vorliegenden Paragraphen erwähnten Gebiete umfassen einen Abschirmstreifen oder eine Abtrennvorrichtung.»

**Art. 14** - Artikel 30 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 abgeänderten Fassung, wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 30 - Das gemischte Gewerbegebiet ist für handwerkliche Betriebe, Dienstleistungen, Vertriebsunternehmen, Forschungstätigkeiten oder Kleinindustrie bestimmt. Dieses Gebiet umfasst einen Abschirmstreifen oder ist mit einer Abtrennvorrichtung ausgestattet.

Das industrielle Gewerbegebiet ist für Tätigkeiten mit industriellem Charakter und für Lagerungs- oder Vertriebstätigkeiten mit Ausnahme des Einzelhandels bestimmt. Dieses Gebiet umfasst einen Abschirmstreifen oder ist mit einer Abtrennvorrichtung ausgestattet. Zugehörige Dienstleistungsunternehmen sind zugelassen.

Ausnahmsweise kann das Folgende erlaubt werden:

1° in den industriellen Gewerbegebieten: die Lagerung von inerten Abfällen;

2° in den entlang den schiffbaren Wasserstraßen gelegenen industriellen Gewerbegebieten: die Lagerung von Baggerschlamm.

Die Wohnung des Betriebsleiters oder des Überwachungspersonals kann in Gewerbegebieten gestattet werden, insofern dies für einen guten Betriebsablauf oder aus Sicherheitsgründen erforderlich ist. Sie gehört vollständig zum Betrieb.»

**Art. 15** - Artikel 31 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 abgeänderten Fassung, wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 31 - § 1. Das mit dem Überdruck "A.E." versehene Gebiet dient ausschließlich zu bürgernahen agrar-wirtschaftlichen Zwecken, sowie den holzverarbeitenden Unternehmen.

Das mit dem Überdruck "G.D." versehene Gebiet ist ausschließlich für Großvertriebsaktivitäten bestimmt.

Zugehörige Dienstleistungsunternehmen sind zugelassen. Diese Gebiete umfassen einen Abschirmstreifen oder sind mit einer Abtrennvorrichtung ausgestattet.

§ 2. Das mit dem Überdruck "R.M." versehene Gebiet ist ausschließlich für Industrien bestimmt, die mit bedeutenden Risiken für Personen, Güter oder Umwelt verbunden sind.

Dieses Gebiet muss abgesondert sein und einen Abschirmstreifen oder eine Abtrennvorrichtung umfassen.

§ 3. Die Wohnung des Betriebsleiters oder des Überwachungspersonals kann in spezifischen Gewerbegebieten gestattet werden, insofern dies für einen guten Betriebsablauf oder aus Sicherheitsgründen erforderlich ist.

Sie gehört vollständig zum Betrieb.»

**Art. 16** - Artikel 32 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 abgeänderten Fassung, wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 32 - Das Abbaugelände ist für die Bewirtschaftung von Steinbrüchen und deren Anbauten sowie für die Lagerung der Abbaurückstände bestimmt, unter Einhaltung der Schutzbestimmungen und einer schonenden Boden- und Bodenuntergrundbenutzung.

In den noch nicht bewirtschafteten Abbaugebieten bzw. -teilgebieten können andere Handlungen und Arbeiten zeitweise erlaubt werden, sofern sie ihrer Art wegen die zukünftige Bewirtschaftung des Vorkommens nicht beeinträchtigen.

Am Ende der Bewirtschaftung wird das Gebiet zum Grüngelände und seine Neugestaltung wird in der Gewinnungsgenehmigung ganz oder teilweise festgelegt.

Die Wohnung des Betriebsleiters oder des Überwachungspersonals kann in Abbaugebieten gestattet werden, insofern dies für einen guten Betriebsablauf oder aus Sicherheitsgründen erforderlich ist. Sie gehört vollständig zum Betrieb.»

**Art. 17** - Artikel 33 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 abgeänderten Fassung, wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 33 - § 1. Das Bauerwartungsgebiet ist für jegliche in Artikel 25, Absatz 2 erwähnte Zweckverwendung bestimmt.

§ 2. Die Verwertung des Bauerwartungsgebiets unterliegt:

1° der Genehmigung der Regierung bezüglich des gemeindlichen Programms zur Bestimmung der Vorrangreihenfolge für die Verwertung der auf dem Gebiet der Gemeinde gelegenen Bauerwartungsgebiete;

2° dem Vorhandensein eines kommunalen Raumordnungsplans betreffend das ganze Gebiet.

Mangels dessen darf das Bauerwartungsgebiet nicht verwertet werden.

§ 3. Das in § 2, 1°, erwähnte Programm umfasst:

1° die Analyse der bestehenden Sach- und Rechtslage, einschließlich der Bestimmung der Bauerwartungsgebiete bzw. -teilgebiete, die im Sinne von Artikel 12bis des Dekrets vom 27. November 1997 verwertet werden;

2° einen Bericht über die hauptsächlichen Entwicklungsrichtungen im Gemeindegebiet, die zu lösenden Probleme sowie die Einschränkungen und Möglichkeiten dieser Gebiete, insbesondere was deren heutige oder geplante Zugänglichkeit und deren heutige oder geplante Entwässerungsausrüstung betrifft;

3° die Planung der Verwertung der Bauerwartungsgebiete, einschließlich der Vorrangreihenfolge aufgrund von raumordnerischen Zielsetzungen, insbesondere unter Berücksichtigung der Leitlinien des Entwicklungsplans des regionalen Raums und des kommunalen Strukturschemas, wenn ein solches Schema vorhanden ist, wobei die gleichzeitige Verwertung bestimmter Bauerwartungsgebiete in dieser Planung vorgesehen werden kann;

4° die allgemeinen Verwendungszwecke der Bauerwartungsgebiete.

§ 4. Die bei der Ausarbeitung und der Revision des kommunalen Strukturschemas geltenden Bestimmungen sind auch bei der Ausarbeitung und der Verabschiedung des im vorigen Paragraphen erwähnten Programms anwendbar, mit Ausnahme von Artikel 17, § 5, Absatz 2.

Die Regierung bewilligt oder lehnt das Programm ab durch einen begründeten Erlass, der innerhalb von sechzig Tagen nach Eingang der Akte versandt wird. Wird der Erlass der Regierung nicht per Einschreiben mit Empfangsbescheinigung an das Bürgermeister- und Schöffenkollegium geschickt, so hat letzteres das Recht, per Einschreiben mit Empfangsbescheinigung der Regierung ein Erinnerungsschreiben zu richten.

Wenn nach Ablauf einer neuen Frist von dreißig Tagen, die am Abgabetag des Erinnerungseinschreibebriefes am Postamt beginnt, das Bürgermeister- und Schöffenkollegium noch immer keinen Erlass der Regierung empfangen hat, so gilt das Programm als genehmigt.

§ 5. Das Programm hat bindende und verordnende Kraft.

§ 6. Die Regierung kann die Anwendungsmodalitäten für die Verwertung des Bauerwartungsgebiets festlegen.»

**Art. 18** - Artikel 34 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 abgeänderten Fassung, wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 34 - Das Bauerwartungsgebiet mit industriellem Charakter ist für die in Artikel 30, Absatz 2, oder in Artikel 31 genannten Aktivitäten bestimmt.

Dieses Gebiet umfasst einen Abschirmstreifen oder ist mit einer Abtrennvorrichtung ausgestattet.

Die Wohnung des Betriebsleiters oder des Überwachungspersonals kann in diesem Gebiet gestattet werden, insofern dies für einen guten Betriebsablauf oder aus Sicherheitsgründen erforderlich ist. Sie gehört vollständig zum Betrieb.

Zur Verwertung eines Bauerwartungsgebiets mit industriellem Charakter muss vorher ein kommunaler Raumordnungsplan vorhanden sein, der das ganze Gebiet deckt.

Mangels dessen darf das Bauerwartungsgebiet mit industriellem Charakter nicht verwertet werden.»

**Art. 19** - Es wird ein Artikel 39bis mit folgendem Wortlaut in dasselbe Gesetzbuch eingefügt:

«Art. 39bis - Netz der Hauptinfrastrukturen für den Verkehr und für den Transport von Energie und Flüssigkeiten.

Die Hauptinfrastrukturen, deren bestehende oder geplante Trasse im Sektorenplan eingetragen ist, sind die Autobahnen, die regionalen Verbindungsstraßen, die Eisenbahnlinien, die Flugplätze, die schiffbaren Wasserstraßen, die elektrischen Hochspannungsfreileitungen und unterirdischen Hochspannungslinien, die Kanalisationen, die mindestens von regionaler Bedeutung sind. Die Regierung kann die regionalen Verbindungsstraßen, die elektrischen Hochspannungsfreileitungen und unterirdischen Hochspannungslinien und die Kanalisationen, die mindestens von regionaler Bedeutung sind, näher bestimmen.»

**Art. 20** - Artikel 40 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 abgeänderten Fassung, wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 40 - Im Plan können zusätzlich zur Festlegung der vorgenannten Gebiete folgende Umkreise, deren Inhalt von der Regierung bestimmt wird, als Überdruck verzeichnet werden:

1° Umkreis mit bemerkenswertem Ausblick;

2° Umkreis mit ökologischen Verbindungen;

3° Umkreis von landwirtschaftlichem Interesse;

4° Umkreis von kulturellem, historischem oder ästhetischem Interesse;

5° Umkreis mit solchen natürlichen Risiken und größeren geotechnischen Belastungen wie Hochwasser, Fallen einer Felswand, Erdbeben, Karsterscheinung, Setzung des Bodens, seismische Gefahr oder Umkreis mit bedeutenden Risiken im Sinne von Artikel 31;

6° Reserveumkreis;

7° Umkreis zur Erweiterung eines Abbaubereichs.»

**Art. 21** - Artikel 41 desselben Gesetzbuches wird mit dem folgenden Absatz ergänzt:

«Die ergänzenden Vorschriften können insbesondere das Folgende betreffen:

1° Bezeichnung der Zweckbestimmung der Gebiete;

2° Phasierung ihrer Benutzung;

3° Umkehrbarkeit der Zweckbestimmungen;

4° Bau- oder Wohnungsdichte;

5° Pflicht, einen kommunalen Raumordnungsplan vor deren Verwertung zu erstellen.

6° Pflicht, eine kommunale Städtebauordnung vor deren Verwertung zu erstellen.»

**Art. 22** - Artikel 42 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 abgeänderten Fassung, wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 42 - Die Regierung beschließt die Erstellung des Sektorenplans und nimmt dessen Vorentwurf an, welcher aufgrund einer Analyse der bestehenden Sach- und Rechtslage, insbesondere der im vorliegenden Gesetzbuch oder in anderen Gesetzgebungen erwähnten Umkreise ausgearbeitet wird.

Die Regierung lässt eine Umweltverträglichkeitsprüfung durchführen, deren Umfang und Genauigkeit der Informationen sie bestimmt, und die das Folgende beinhaltet:

1° eine Zusammenfassung des Inhalts, eine Beschreibung der Ziele des Vorentwurfes des Planes sowie dessen Verbindungen mit anderen relevanten Plänen oder Programmen;

2° die Rechtfertigung des Vorentwurfes, was die Bestimmungen von Artikel 1, § 1, betrifft;

3° die Merkmale des betroffenen Gebiets hinsichtlich der Bevölkerung und der Umwelt, und dessen Potentialitäten sowie die voraussichtliche Entwicklung der Umweltlage im Falle einer Nichtdurchführung des Planes;

4° die umweltbezogenen Merkmale der Gebiete, die erheblich betroffen werden könnten;

5° die mit dem Vorentwurf des Sektorenplanes verbundenen umweltbezogenen Probleme bezüglich der Gebiete, die eine besondere Bedeutung für die Umwelt aufweisen, wie z.B. die gemäß den Richtlinien 79/409/EWG und 92/43/EWG bestimmten Gebiete;

6° die umweltbezogenen Probleme bezüglich Gebiete, in denen sich Betriebe niederlassen könnten, die mit bedeutenden Risiken für Personen, Güter oder Umwelt im Sinne von der Richtlinie 96/82/EWG verbunden sind, oder wenn der Vorentwurf des Plans die Eintragung von zu Wohnzwecken bestimmten Gebieten sowie von öffentlich genutzten Gebieten oder Infrastrukturen in der Nähe solcher Betriebe vorsieht;

7° die relevanten Ziele in Sachen Umweltschutz und die Art und Weise, wie sie im Rahmen der Ausarbeitung des Planes in Betracht gezogen werden;

8° die voraussichtlichen, bedeutsamen Ein- und Auswirkungen, nämlich die sekundären, kumulativen, synergetischen, kurz-, mittel- und langfristigen, ständigen und vorübergehenden, sowohl positiven als auch negativen Auswirkungen auf die Umwelt, einschließlich der biologischen Vielfalt, der Bevölkerung, der menschlichen Gesundheit, der Fauna, der Flora, des Bodens, des Wassers, der Luft, des Klimas, der materiellen Güter, des Kulturerbes, einschließlich der architektonisch wertvollen Bauten und der archäologischen Schätze und der Landschaft sowie der Wechselwirkung zwischen den genannten Faktoren;

9° die Ein- und Auswirkungen auf die land- und forstwirtschaftlichen Tätigkeiten;

10° die Maßnahmen, die zu treffen sind, um die unter 8° und 9° erwähnten negativen Auswirkungen zu vermeiden, zu verringern oder auszugleichen;

11° die Darstellung von möglichen Alternativen und deren Rechtfertigung, was die Bestimmungen der Punkte 1° bis 10° betrifft;

12° eine Beschreibung des gewählten Bewertungsverfahrens und der angetroffenen Schwierigkeiten;

13° die in Betracht gezogenen Maßnahmen zur Begleitung der Durchführung des Sektorenplanes;

14° eine nicht-technische Zusammenfassung der oben erwähnten Informationen.

Die Umweltverträglichkeitsprüfung kann unter anderem auf nützlichen Informationen beruhen, die anlässlich anderer früherer umweltbezogener Bewertungen, und insbesondere anlässlich der Verabschiedung des Entwicklungsplans des regionalen Raums, eines kommunalen Strukturschemas oder eines kommunalen Raumordnungsplans gesammelt wurden.

Die Regierung unterbreitet den Entwurf bezüglich des Inhalts der Umweltverträglichkeitsprüfung und den Vorentwurf des Planes dem Regionalausschuss, dem Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung, den Personen und Organen, die zu befragen sie als notwendig erachtet, zur Begutachtung, sowie ebenfalls der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt wenn der Vorentwurf Gebiete umfasst, in denen sich Betriebe niederlassen könnten, die mit bedeutenden Risiken für Personen, Güter oder Umwelt im Sinne von der Richtlinie 96/82/EWG verbunden sind, oder wenn er die Eintragung von zu Wohnzwecken bestimmten Gebieten sowie von öffentlich genutzten Gebieten oder Infrastrukturen in der Nähe solcher Betriebe vorsieht. Die Gutachten betreffen den Umfang und die Genauigkeit der Informationen, die in der Umweltverträglichkeitsprüfung enthalten sein müssen. Die Gutachten werden innerhalb von dreißig Tagen nach der Anfrage der Regierung übermittelt.

Mangels dessen werden die Gutachten als günstig gewertet.

Unter den aufgrund des vorliegenden Gesetzbuches und der Gesetzgebung bezüglich der Einschätzung der Auswirkungen auf die Umwelt zugelassenen Personen bezeichnet die Regierung die natürlichen oder juristischen, privat- und öffentlich-rechtlichen Personen, die sie mit der Durchführung dieser Umweltverträglichkeitsprüfung beauftragt.

Die Regierung informiert regelmäßig den Regionalausschuss über den Ablauf der Vorstudien und teilt ihm die Ergebnisse mit. Der Regionalausschuss darf jederzeit die Vorschläge und Anregungen machen, die er für nützlich hält.»

**Art. 23** - In Artikel 43 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 und das Dekret vom 6. Mai 1999 abgeänderten Fassung, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1. Es wird ein § 2bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«§ 2bis. Wenn die durch den Entwurf des Planes vorgeschlagene Raumgestaltung bedeutsame Auswirkungen auf die Umwelt einer anderen Region, eines anderen Mitgliedstaats der Europäischen Union oder eines dem Übereinkommen von Espoo vom 25. Februar 1991 über die Umweltverträglichkeitsprüfung im grenzüberschreitenden Rahmen angehörenden Staats haben könnte, wird der Planentwurf mit der Umweltverträglichkeitsprüfung und den eventuellen Informationen über die grenzüberschreitenden Auswirkungen den zuständigen Behörden dieser anderen Region oder dieses anderen Mitgliedstaats der Europäischen Union bzw. dem Übereinkommen von Espoo angehörenden Staats übermittelt.

Die Regierung bestimmt:

- 1° welche Organe mit der Übermittlung der Unterlagen an die in Absatz 1 erwähnten Behörden beauftragt werden;
- 2° nach welchen Modalitäten die zuständigen Behörden der Region oder des Staats, die bzw. der betroffen werden könnte, an dem Verfahren zur Bewertung der Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt teilnehmen können;
- 3° nach welchen Modalitäten der Plan, die Umwelterklärung und die in §§ 3 und 4 des vorliegenden Artikels erwähnten abgegebenen Gutachten den in Absatz 1 erwähnten Behörden übermittelt werden.»

2. § 4, Absatz 1, wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«§ 4. Innerhalb von sechzig Tagen nach Ablauf der öffentlichen Untersuchung legt die Regierung zwecks Begutachtung dem Regionalausschuss, dem Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung, den anderen Personen und Organen, die zu befragen sie als notwendig erachtet, und ebenfalls der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt wenn diese in Anwendung von Artikel 42, Absatz 3, zu Rate gezogen worden ist, die Akte mit dem Planentwurf vor, zusammen mit der Umweltverträglichkeitsprüfung, sowie mit den Beschwerden, Bemerkungen, Protokollen und Gutachten.»

3. § 4, Absatz 2, wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Die Gutachten werden innerhalb von sechzig Tagen nach der Anfrage der Regierung übermittelt. Die Regierung kann diese Frist um höchstens sechzig Tage verlängern. Fehlt das Gutachten innerhalb der genannten Frist, so werden die Gutachten als günstig gewertet.»

**Art. 24** - Artikel 44 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 abgeänderten Fassung, wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 44 - Innerhalb von zwölf Monaten nach der Genehmigung des Planentwurfs verabschiedet die Regierung den Plan endgültig.

Falls die Entscheidung der Regierung von dem Gutachten des Regionalausschusses abweicht, so wird diese begründet. Außerdem legt die Regierung eine Umwelterklärung vor, in der zusammengefasst wird, auf welche Weise die umweltbezogenen Erwägungen in den Plan eingegliedert worden sind, der Umweltverträglichkeitsbericht, die in Anwendung der §§ 2, 2bis, 3 und 4 von Artikel 43 abgegebenen Gutachten und geäußerten Beschwerden und Bemerkungen berücksichtigt worden sind, sowie aus welchen Gründen angesichts der anderen in Betracht gezogenen vernünftigen Lösungen die Entscheidungen des angenommenen Planes getroffen worden sind.

Der Erlass der Regierung wird im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht, zusammen mit dem Gutachten des Regionalausschusses und der Umwelterklärung.

Innerhalb von zehn Tagen nach der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* werden jeder der Gemeinden, die von dem Plan gedeckt werden, Ausfertigungen des Planes und der Umwelterklärung übermittelt; diese unterrichten die Öffentlichkeit durch Anschlag darüber, dass der Plan und die Umwelterklärung in der Gemeindeverwaltung eingesehen werden können.

Der Plan und die Umwelterklärung werden dem Regionalausschuss und dem Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung und ggf. den anderen Personen und Organen und der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt übermittelt.»

**Art. 25** - Artikel 46 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997, das Dekret vom 16. Dezember 1998 und das Dekret vom 6. Mai 1999 abgeänderten Fassung, wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 46 - § 1. Die bei der Ausarbeitung des Sektorenplans geltenden Bestimmungen sind auch bei dessen Revision anwendbar.

Außerdem sind folgende Vorschriften anwendbar:

1° ein neues Gebiet, das zur Verstädterung bestimmt wird, wird neben einem schon bestehenden, zur Verstädterung bestimmten Gebiet eingetragen; abweichen davon darf nur die Eintragung eines Gebiets für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen, eines für Freizeitaktivitäten mit gefährlichem, gesundheitsgefährdendem oder lästigem Charakter bestimmten Gebiets, eines industriellen Gewerbegebiets, eines mit dem Überdruck "A.E." oder "R.M." versehenen spezifischen Gewerbegebietes, eines Abbaugebiets oder eines Bauerwartungsgebiets mit industriellem Charakter;

2° ein neues zur Verstädterung bestimmtes Gebiet darf nicht als lineare Entwicklung am Wegenetz entlang eingetragen werden;

3° die Eintragung von neuen gemischten oder industriellen Gewerbegebieten wird entweder mit der Wiederverwendung von stillgelegten Gewerbegebieten oder mit der Verabschiedung von umweltschützenden Maßnahmen oder mit einer Kombination dieser beiden Begleitungsarten verbunden.

4° die Eintragung eines neuen zur Verstädterung bestimmten Gebiets hindert nicht die Wirkung der im vorliegenden Gesetzbuch oder in anderen Gesetzgebungen erwähnten Schutzgebiete.

§ 2. Wenn die Regierung feststellt, dass der geplante Sektorenplan nach dessen Revision angesichts der Eigenschaften der Projekte oder Aktivitäten, deren Rahmen die Revision bildet, und unter Berücksichtigung der Auswirkungen und der Gebiete, die betroffen werden könnten, keine bedeutsamen Auswirkungen auf die Umwelt haben könnte, beschließt sie nach Begutachtung durch den Regionalausschuss und den Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung, dass die Revision des Sektorenplans keine Umweltverträglichkeitsprüfung erfordert. Das Gutachten des Regionalausschusses und des Wallonischen Umweltrats für eine nachhaltige Entwicklung wird innerhalb von dreißig Tagen nach der Anfrage der Regierung übermittelt.

Ein fehlendes Gutachten wird als Zustimmung betrachtet.

Man geht davon aus, dass ein geplanter Sektorenplan nach dessen Revision bedeutsame Auswirkungen auf die Umwelt haben könnte, wenn er ein gemäß den Richtlinien 79/409/EWG und 92/43/EWG bestimmtes Gebiet umfasst, oder wenn er dazu bestimmt ist, die Verwirklichung eines einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterworfenen Projekts zu erlauben, oder wenn er Gebiete betrifft, in denen sich Betriebe niederlassen könnten, die mit bedeutenden Risiken für Personen, Güter oder Umwelt im Sinne von der Richtlinie 96/82/EWG verbunden sind, oder wenn er die Eintragung von zu Wohnzwecken bestimmten Gebieten sowie von öffentlich genutzten Gebieten oder Infrastrukturen in der Nähe solcher Betriebe vorsieht.

In einem solchen Fall wird der in Absatz 1 erwähnte Beschluss und dessen Begründung in der in Artikel 44, Absatz 2, erwähnten Umwelterklärung angeführt.»

**Art. 26** - Artikel 47 wird mit dem folgenden Absatz ergänzt:

«Falls es die Umstände erfordern, kann der Umkreis eines kommunalen Raumordnungsplans Teilgebiete von zwei oder mehreren Gemeinden umfassen. In diesem Fall kann ein kommunaler Raumordnungsplan durch die Regierung ausarbeitet werden.»

**Art. 27** - Artikel 49 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 abgeänderten Fassung, wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 49 - Für den Teil des Gemeindegebiets, den er bestimmt, umfasst der kommunale Raumordnungsplan folgende Punkte:

1° die städtebaulichen und plantechischen Optionen;

2° die ausführlich angeführte Zweckbestimmung der in Artikel 25 genannten Gebiete, die Trasse der Verkehrsinfrastrukturen und der Infrastrukturen für den Transport von Flüssigkeiten und Energie, die vorbehaltenen Standorte für Grün-, Agrar- oder Forstgebiete, für die im Hinblick auf die ökologische Vermaschung wichtigen Landschaften sowie für die öffentlichen und gemeinschaftlichen Konstruktionen und Ausrüstungen;

3° die Vorschriften in Sachen Standort, Größe, Baumaterialien und Ästhetik der Bauwerke und Umfriedungen, sowie bezüglich deren Umgebung, Höfe und Gärten und ggf. der Grenzen der zu schaffenden Lose, die zu Wohnzwecken bestimmt werden, sowie die Vorschriften bezüglich der Anlage, Ausrüstung und Eigenschaften der öffentlichen Räume, insbesondere in Bezug auf die Personen mit beschränkter Mobilität, und in Sachen Bauwuchzonen und Anpflanzungen; die Grenzen der Lose können durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium nach vorheriger Genehmigung der Regierung oder ihres Beauftragten abgeändert werden;

4° falls sich eine Flurbereinigung oder eine Umlegung als notwendig erweist, die Grenzen der neuen Lose mit der Angabe, dass diese Grenzen durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium nach vorheriger Genehmigung der Regierung abgeändert werden können.

In Abweichung von Absatz 1 und wenn es sich um die Einrichtung eines gemischten oder industriellen Gewerbegebiets oder eines Bauerwartungsgebiets mit industriellem Charakter handelt, kann der kommunale Raumordnungsplan nur Folgendes beinhalten:

1° die städtebauliche Option und die allgemeinen Vorschriften ästhetischer Art bezüglich der Konstruktionen, ihrer Umgebung und der öffentlichen Räume;

2° die bestehende und beabsichtigte Trasse der Hauptverkehrsinfrastrukturen und die Anschlüsse an die bestehenden Hauptinfrastrukturnetze im Bereich des Verkehrs und des Flüssigkeits- und Energietransports;

3° die den Grünflächen vorbehaltenen Flächen.»

**Art. 28** - Artikel 50 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 abgeänderten Fassung, wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 50 - § 1. Unter den gemäß Artikel 11 zugelassenen Personen bezeichnet der Gemeinderat eine natürliche oder juristische, privat- oder öffentlich-rechtliche Person, die er mit der Ausarbeitung des Vorentwurfs zum kommunalen Raumordnungsplan beauftragt.

§ 2. Der Gemeinderat beschließt die Erstellung eines kommunalen Raumordnungsplans und nimmt dessen Vorentwurf an, welcher aufgrund einer Analyse der bestehenden Sach- und Rechtslage, insbesondere der im vorliegenden Gesetzbuch oder in anderen Gesetzgebungen erwähnten Schutzgebiete ausgearbeitet wird. Er lässt eine Umweltverträglichkeitsprüfung durchführen, deren Umfang und Genauigkeit der Informationen er bestimmt, und die das Folgende beinhaltet:

1° eine Zusammenfassung des Inhalts, eine Beschreibung der Ziele des Vorentwurfes des Planes sowie dessen Verbindungen mit anderen relevanten Plänen oder Programmen;

2° die Rechtfertigung des Vorentwurfes, was die Bestimmungen von Artikel 1, § 1, betrifft;

3° die Merkmale des betroffenen Gebiets hinsichtlich der Bevölkerung und der Umwelt, und dessen Potentialitäten sowie die voraussichtliche Entwicklung der Umweltlage im Falle einer Nichtdurchführung des Planes;

4° die umweltbezogenen Merkmale der Gebiete, die erheblich betroffen werden könnten;

5° die mit dem Vorentwurf des kommunalen Raumordnungsplans verbundenen umweltbezogenen Probleme bezüglich der Gebiete, die eine besondere Bedeutung für die Umwelt aufweisen, wie z.B. die gemäß den Richtlinien 79/409/EWG und 92/43/EWG bestimmten Gebiete;

6° die umweltbezogenen Probleme bezüglich Gebiete, in denen sich Betriebe niederlassen könnten, die mit bedeutenden Risiken für Personen, Güter oder Umwelt im Sinne von der Richtlinie 96/82/EWG verbunden sind, oder wenn der Vorentwurf des Plans die Eintragung von zu Wohnzwecken bestimmten Gebieten sowie von öffentlich genutzten Gebieten oder Infrastrukturen in der Nähe solcher Betriebe vorsieht;

7° die relevanten Ziele in Sachen Umweltschutz und die Art und Weise, wie sie im Rahmen der Ausarbeitung des Planes in Betracht gezogen werden;

8° die voraussichtlichen, bedeutsamen Ein- und Auswirkungen, nämlich die sekundären, kumulativen, synergetischen, kurz-, mittel- und langfristigen, ständigen und vorübergehenden, sowohl positiven als auch negativen Auswirkungen auf die Umwelt, einschließlich der biologischen Vielfalt, der Bevölkerung, der menschlichen Gesundheit, der Fauna, der Flora, des Bodens, des Wassers, der Luft, des Klimas, der materiellen Güter, des Kulturerbes, einschließlich der architektonisch wertvollen Bauten und der archäologischen Schätze und der Landschaft sowie der Wechselwirkung zwischen den genannten Faktoren;

9° die Ein- und Auswirkungen auf die land- und forstwirtschaftlichen Tätigkeiten;

10° die Maßnahmen, die zu treffen sind, um die unter 8° und 9° erwähnten negativen Auswirkungen zu vermeiden, zu verringern oder auszugleichen;

11° die Darstellung von möglichen Alternativen und deren Rechtfertigung, was die Bestimmungen der Punkte 1° bis 10° betrifft;

12° eine Beschreibung des gewählten Bewertungsverfahrens und der angetroffenen Schwierigkeiten;

13° die in Betracht gezogenen Maßnahmen zur Begleitung der Durchführung des kommunalen Raumordnungsplans;

14° eine nicht-technische Zusammenfassung der oben erwähnten Informationen.

Der Gemeinderat unterbreitet den Entwurf bezüglich des Inhalts der Umweltverträglichkeitsprüfung und den Vorentwurf des Planes dem Kommunalausschuss oder mangels dessen dem Regionalausschuss, sowie Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung, den Personen und Organen, die zu befragen er als notwendig erachtet, zur Begutachtung, sowie ebenfalls der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt wenn der Vorentwurf des Planes Gebiete umfasst, in denen sich Betriebe niederlassen könnten, die mit bedeutenden Risiken für Personen, Güter oder Umwelt im Sinne von der Richtlinie 96/82/EWG verbunden sind, oder wenn er die Eintragung von zu Wohnzwecken bestimmten Gebieten sowie von öffentlich genutzten Gebieten oder Infrastrukturen in der Nähe solcher Betriebe vorsieht. Die Gutachten betreffen den Umfang und die Genauigkeit der Informationen, die in der Umweltverträglichkeitsprüfung enthalten sein müssen. Die Gutachten werden innerhalb von dreißig Tagen nach der Anfrage des Gemeinderats übermittelt. Mangels dessen werden die Gutachten als günstig gewertet.

Unter den aufgrund des vorliegenden Gesetzbuches und der Gesetzgebung bezüglich der Einschätzung der Auswirkungen auf die Umwelt zugelassenen Personen bezeichnet der Gemeinderat die natürliche oder juristische, privat- oder öffentlich-rechtliche Person, die er mit dieser Prüfung beauftragt.

Wenn der Gemeinderat feststellt, dass der geplante kommunale Raumordnungsplan angesichts der Eigenschaften der Projekte oder Aktivitäten, deren Rahmen die Revision bildet, und unter Berücksichtigung der Auswirkungen und der Gebiete, die betroffen werden könnten, keine bedeutsamen Auswirkungen auf die Umwelt haben könnte, beschließt er nach Begutachtung durch den Kommunalausschuss, oder, mangels dessen, den Regionalausschuss, sowie nach Begutachtung durch den Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung, dass der Plan keine Umweltverträglichkeitsprüfung erfordert. Das Gutachten wird innerhalb von dreißig Tagen nach der Anfrage des Gemeinderats übermittelt. Ein fehlendes Gutachten wird als Zustimmung betrachtet.

Man geht davon aus, dass ein geplanter kommunaler Raumordnungsplan bedeutsame Auswirkungen auf die Umwelt haben könnte, wenn er ein gemäß den Richtlinien 79/409/EWG und 92/43/EWG bestimmtes Gebiet umfasst, oder wenn er dazu bestimmt ist, die Verwirklichung eines einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterworfenen Projekts zu erlauben, oder wenn er Gebiete betrifft, in denen sich Betriebe niederlassen könnten, die mit bedeutenden Risiken für Personen, Güter oder Umwelt im Sinne von der Richtlinie 96/82/EWG verbunden sind, oder wenn er die Eintragung von zu Wohnzwecken bestimmten Gebieten sowie von öffentlich genutzten Gebieten oder Infrastrukturen in der Nähe solcher Betriebe vorsieht.

Die Umweltverträglichkeitsprüfung kann unter anderem auf nützlichen Informationen beruhen, die anlässlich anderer früherer umweltbezogener Bewertungen, und insbesondere anlässlich der Verabschiedung eines Sektorenplans oder eines kommunalen Strukturschemas gesammelt wurden.

§ 3. Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium informiert regelmäßig den Kommunalausschuss, insofern dieser besteht, über den Ablauf der Vorstudien und über deren Ergebnisse. Der Kommunalausschuss kann jederzeit die Vorschläge machen, die er für nützlich hält.»

**Art. 29** - Artikel 51 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 und das Dekret vom 6. Mai 1999 abgeänderten Fassung, wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 51 - § 1. Auf der Grundlage einer Analyse der bestehenden Sach- und Rechtslage und nach Begutachtung durch den beauftragten Beamten verabschiedet der Gemeinderat provisorisch den Entwurf zum kommunalen Raumordnungsplan, dem die Umweltverträglichkeitsprüfung gegebenenfalls beigelegt wird, und beauftragt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium damit, ihn einer öffentlichen Untersuchung zu unterwerfen.

Gegebenenfalls macht der Gemeinderat den abweichenden Charakter des Entwurfs zum kommunalen Raumordnungsplan hinsichtlich des Sektorenplans bekannt und zeigt an, inwiefern der genannte Entwurf von den Bestimmungen des Sektorenplans abweicht.

§ 2. Die öffentliche Untersuchung wird sowohl durch Anschlag in der Gemeinde angekündigt, als auch durch eine Bekanntmachung in den lokalen Seiten von drei französischsprachigen oder gegebenenfalls deutschsprachigen Tageszeitungen. Besteht ein kommunales Informationsblatt oder eine Reklamezeitung, die kostenlos an die Bevölkerung verteilt werden, so wird die Bekanntmachung darin veröffentlicht.

Sobald die öffentliche Untersuchung angekündigt worden ist, werden der Entwurf zum kommunalen Raumordnungsplan und ggf. die Umweltverträglichkeitsprüfung während fünfundvierzig Tagen zur Einsichtnahme durch die Bevölkerung im Gemeindehaus offengelegt.

Am Abschluss der öffentlichen Untersuchung organisiert das Bürgermeister- und Schöffenkollegium eine Konzertierungsversammlung. Die Regierung kann die Modalitäten und Fristen bezüglich der Konzertierungsversammlung erlassen.

Die Beschwerden und Bemerkungen sind vor Ablauf der öffentlichen Untersuchung schriftlich an das Bürgermeister- und Schöffenkollegium zu richten; sie werden dem Protokoll der Konzertierungsversammlung und dem Abschlussprotokoll der öffentlichen Untersuchung beigelegt, welches das Bürgermeister- und Schöffenkollegium innerhalb von acht Tagen nach Abschluss der Untersuchung erstellt.

§ 3. Wenn die durch den Entwurf des Planes vorgeschlagene Raumgestaltung bedeutsame Auswirkungen auf die Umwelt einer anderen Region, eines anderen Mitgliedstaats der Europäischen Union oder eines dem Übereinkommen von Espoo vom 25. Februar 1991 über die Umweltverträglichkeitsprüfung im grenzüberschreitenden Rahmen angehörenden Staats haben könnte, wird der Planentwurf mit der Umweltverträglichkeitsprüfung und den eventuellen Informationen über die grenzüberschreitenden Auswirkungen den zuständigen Behörden dieser anderen Region oder dieses anderen Mitgliedstaats der Europäischen Union bzw. dem Übereinkommen von Espoo angehörenden Staats übermittelt.

Die Regierung bestimmt:

- 1° welche Organe mit der Übermittlung der Unterlagen an die in Absatz 1 erwähnten Behörden beauftragt werden;
- 2° nach welchen Modalitäten die zuständigen Behörden der Region oder des Staats, die bzw. der betroffen werden könnte, an der Bewertung der Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt teilnehmen können;
- 3° nach welchen Modalitäten der Plan, die Umwelterklärung und die in § 4 des vorliegenden Artikels erwähnten abgegebenen Gutachten den in Absatz 1 erwähnten Behörden übermittelt werden.

§ 4. Innerhalb von acht Tagen nach Ablauf der öffentlichen Untersuchung legt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium zwecks Begutachtung dem Kommunalausschuss, oder, mangels dessen, dem Regionalausschuss, sowie dem Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung, den anderen Personen und Organen, die zu befragen es als notwendig erachtet, und ebenfalls der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, wenn diese in Anwendung von Artikel 50, § 2, zu Rate gezogen worden ist, die Akte mit dem Planentwurf vor, zusammen mit der Umweltverträglichkeitsprüfung, sowie mit den Beschwerden, Bemerkungen, Protokollen und Gutachten.

Die Gutachten werden innerhalb von sechzig Tagen nach der Anfrage des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums übermittelt. Mangels dessen werden die Gutachten als günstig gewertet.

§ 5. Innerhalb der folgenden fünfundvierzig Tage nimmt der Gemeinderat die gesamte Akte zur Kenntnis. Er kann entweder den kommunalen Raumordnungsplan endgültig verabschieden oder beschließen, diesen abzuändern. In letzterem Fall muss eine neue öffentliche Untersuchung unter Beachtung der in vorliegendem Artikel genannten Bedingungen und Fristen vorgenommen werden, außer wenn die beschlossene Abänderung geringfügig ist.

Wenn die Entscheidung des Gemeinderats von dem Gutachten des Kommunalausschusses bzw. mangels dessen, des Regionalausschusses abweicht, so muss diese begründet werden.

Außerdem legt der Gemeinderat eine Umwelterklärung vor, in der zusammengefasst wird, auf welche Weise die umweltbezogenen Erwägungen in den Plan eingegliedert worden sind, die Umweltverträglichkeitsprüfung, die in Anwendung der §§ 2, 3 und 4 des vorliegenden Artikels abgegebenen Gutachten und geäußerten Beschwerden und Bemerkungen berücksichtigt worden sind, sowie aus welchen Gründen angesichts der anderen in Betracht gezogenen vernünftigen Lösungen die Entscheidungen des angenommenen Planes getroffen worden sind.

Wenn der kommunale Raumordnungsplan keiner Umweltverträglichkeitsprüfung unterworfen ist, wird der in Artikel 50, § 2, Absatz 4, erwähnte Beschluss und dessen Begründung in der Umwelterklärung angeführt.»

**Art. 30** - In Artikel 52 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 abgeänderten Fassung, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1. In § 3, Absatz 3, wird der Wortlaut "von der Umwelterklärung oder ggf. von dem Beschluss des Gemeinderats sowie von den in Artikel 50, § 2, Absatz 3, und in Artikel 51, § 4, Absatz 1, erwähnten Gutachten" zwischen den Wortlaut "vom kommunalen Raumordnungsplan" und den Wortlaut "zu nehmen" eingefügt.

2. § 3 wird mit dem folgenden Absatz ergänzt:

«Der Plan und die Umwelterklärung werden dem Kommunalausschuss oder, mangels dessen, dem Regionalausschuss, sowie dem Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung und ggf. den anderen Personen und Organen und der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt übermittelt.»

**Art. 31** - In Artikel 54 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 und das Dekret vom 6. Mai 1999 abgeänderten Fassung, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1. In Absatz 1 wird der Wortlaut "und ggf. der betroffenen Gemeinderäte" zwischen den Wortlaut "des Gemeinderats" und den Wortlaut "durch begründeten Erlass" eingefügt.

2. In Absatz 1, 1°, wird der Wortlaut ", die den später in Kraft getretenen Plänen nicht genügt, oder die gemeinnützige Arbeiten hindert" aufgehoben;

3. Der Artikel wird mit dem folgenden Wortlaut ergänzt:

«6° die Ausarbeitung oder Revision der kommunalen Raumordnungspläne im Hinblick auf eine Flurbereinigung oder Umlegung;

7° die Ausarbeitung oder Revision eines kommunalen Raumordnungsplans, dessen Umkreis Teilgebiete von zwei oder mehreren Gemeinden umfasst.»

**Art. 32** - Es wird ein Artikel 57bis mit folgendem Wortlaut in dasselbe Gesetzbuch eingefügt:

«Art. 57bis - Regelmäßig legt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium dem Gemeinderat einen Bericht über die Überwachung der bedeutsamen Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt der Durchführung der kommunalen Raumordnungspläne vor und unterbreitet die eventuell einzuleitenden Berichtigungsmaßnahmen.

Die Öffentlichkeit wird nach den in Artikel 112 des Gemeindegesetzes vorgesehenen Modalitäten darüber informiert.»

**Art. 32bis** - § 1. In Buch I, Titel III, Kapitel III, desselben Gesetzbuches wird ein Abschnitt 7 mit folgender Überschrift eingefügt:

«Abschnitt 7 - Aufhebung des kommunalen Raumordnungsplanes».

§ 2. In dasselbe Gesetzbuch wird unter der Beschriftung des im vorigen Paragraphen eingeführten Abschnitts 7 ein Artikel 57ter mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 57ter - Der Gemeinderat kann die vor dem 22. April 1962 genehmigten kommunalen Raumordnungspläne aufheben.

Artikel 52 findet Anwendung auf den Beschluss zur Aufhebung des kommunalen Raumordnungsplanes.»

**Art. 33** - Artikel 70 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 abgeänderten Fassung, wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 70 - Je nach Fall besteht Anlass zur Entschädigung zu Lasten der Region oder der Gemeinde, wenn der Zweckbestimmung, die dem Gut durch den am Tage vor dem Inkrafttreten des besagten Plans geltenden Raumordnungsplan zugewiesen worden war, infolge eines aus einem verbindlichen Plan hervorgehenden Bauverbots im Sinne von Artikel 84, § 1, 1°, oder Parzellierungsverbots ein Ende gesetzt wird, vorausgesetzt, dass das Gut an diesem Tag zur Bebauung geeignet war und neben einem Verkehrsweg mit ausreichender Ausstattung unter Berücksichtigung der Ortslage lag.



Außerdem muss die Person, die eine Entschädigung beantragt, durch konkrete und unzweideutige Handlungen beweisen, dass sie wirklich versucht hat, die Zweckbestimmung, der ein Ende gesetzt wird, zu erzielen.

Falls die Zweckbestimmung, der ein Ende gesetzt wird, mehr als drei Jahre vor dem 1. Dezember 2000 festgelegt wurde, muss diese Beweiserbringung auf konkreten und unzweideutigen Handlungen beruhen, die vor dem 1. Dezember 2000 stattgefunden haben.

Falls die Zweckbestimmung, der ein Ende gesetzt wird, weniger als drei Jahre vor dem 1. Dezember 2000 festgelegt wurde, darf diese Beweiserbringung auf konkreten und unzweideutigen Handlungen beruhen, die innerhalb drei Jahren nach der Festlegung dieser Zweckbestimmung stattgefunden haben.

Falls die Zweckbestimmung, der ein Ende gesetzt wird, nach dem 1. Dezember 2000 festgelegt wurde, so wird keine Fristbedingung für diese Beweiserbringung auferlegt.

Diese Beweiserbringung wird nicht von einer Person verlangt, die das Gut nach dem Inkrafttreten des Planes zur Festlegung der Zweckbestimmung, der ein Ende gesetzt wird, entgeltlich erworben hat, und die bei diesem Erwerb eine Gegenleistung gebracht hat, die mindestens dem aufgrund der durch diesen Plan gegebenen Zweckbestimmung berechneten Wert des Gutes entspricht.

Zur Bestimmung der für eine Entschädigung in Betracht zu ziehenden Wertminderung gilt die Differenz zwischen: einerseits dem Wert des Gutes zum Zeitpunkt des Erwerbs, und andererseits dem Wert des Gutes zum Zeitpunkt der Entstehung des Rechts auf die Entschädigung nach Inkrafttreten des Planes. Lediglich die aus dem Plan hervorgehende Wertminderung darf für die Entschädigung in Betracht gezogen werden.

Als Wert des Gutes zum Zeitpunkt des Erwerbs gilt der Betrag, der als Grundlage zur Erhebung der Einregistrierungsgebühr, Erbschaftsteuer oder Übertragungssteuer im Todesfall auf das Volleigentum des Gutes diente oder, in Ermangelung solcher Erhebung, der Kaufwert des Gutes im Volleigentum am Tage des Erwerbs.

Als Wert des Gutes bei der Entstehung des Rechtes auf Entschädigung gilt:

1° im Falle des Verkaufs des Gutes, der Betrag, der als Grundlage zur Erhebung der Einregistrierungsgebühr auf das Volleigentum des Gutes diente oder, in Ermangelung solcher Erhebung, der Kaufwert des Gutes im Volleigentum am Tage des Verkaufs mit mindestens dem abgemachten Wert;

2° im Falle der Verweigerung einer Städtebau- oder Parzellierungsgenehmigung oder im Falle der Ausstellung einer negativen Städtebaubescheinigung, der Kaufwert zu diesem Zeitpunkt.

Der Wert des Gutes beim Erwerb wird aktualisiert, indem er mit dem Verbraucherpreisindex des Kalendermonats, der vor demjenigen der Festlegung der Entschädigung liegt, multipliziert wird und indem die somit erhaltene Zahl durch den durchschnittlichen Verbraucherpreisindex des Jahres geteilt wird, in welchem der Entschädigungsberechtigte das Gut erwarb, der gegebenenfalls auf der gleichen Grundlage wie der erstgenannte Index umgerechnet wird. Der so berechnete Wert wird um die Erwerbskosten und die Ausgaben erhöht, die der Entschädigungsberechtigte hinsichtlich der Durchführung der Zweckbestimmung des Gutes bis am Tage vor dem Inkrafttreten des Planes, durch den der ursprünglichen Zweckbestimmung des Gutes ein Ende gesetzt wird, bestritten hat.

Das Recht auf Entschädigung entsteht entweder bei dem Verkauf des Gutes oder bei der Verweigerung einer Städtebau- oder Parzellierungsgenehmigung oder auch bei der Ausstellung einer diesbezüglichen negativen Städtebaubescheinigung.

Die Wertminderung wird bis zu einem Betrag von zwanzig Prozent des gemäß Absatz 6 aktualisierten und erhöhten Kaufwertes des Gutes ohne Entschädigung getragen.

Die Entschädigung wird vermindert oder verweigert, falls und insofern der Antragsteller am Tag vor dem Inkrafttreten des Planes, durch den der ursprünglichen Zweckbestimmung des Gutes ein Ende gesetzt wird, Eigentümer eines oder mehrerer Immobiliengüter in der Wallonischen Region ist oder Anteile in einer Gesellschaft hält, deren Hauptgesellschaftszweck die Immobilienverwaltung ist, und die eine oder mehrere in der Wallonischen Region gelegene Immobilien verwaltet, und wenn diese Immobilien einen Vorteil aus dem Inkrafttreten eines Planes oder aus zu Lasten von öffentlichen Behörden ausgeführten Arbeiten ziehen.

Unter Gefahr der endgültigen Aberkennung des Rechts auf Entschädigung muss der Antragsteller innerhalb sechs Monaten nach dem Einreichen des Antrags und spätestens vor dem Abschluss der Debatten ein Dokument per Einschreiben an die Kanzlei des zuständigen Gerichts richten, in dem gemeldet wird, ob er am Tag vor dem Inkrafttreten des in Absatz 1 erwähnten Planes Eigentümer eines oder mehrerer bebauter oder nicht bebauter Immobiliengüter in der Wallonischen Region war oder Anteile in einer Gesellschaft hielt, deren Hauptgesellschaftszweck die Immobilienverwaltung war. In einem solchen Fall muss er ebenfalls die genauen Katasterangaben dieser Grundstücke und die Anzahl seiner Anteile mitteilen. Gleichzeitig mit der Abgabe dieses Dokuments bei der Kanzlei übermittelt der Antragsteller der Verwaltung oder ihrem Rat dieses Dokument nach denselben Modalitäten.

Der Entschädigungsverpflichtung kann, auch bei Übertragung des Eigentums, durch die Revision des Planes nachgekommen werden, um dem Gut die Zweckbestimmung, die es am Tage vor dem Inkrafttreten des Planes hatte, zurückzuerkennen. In diesem Fall beschließt oder erlaubt die Regierung durch einen begründeten Erlass, diesen Raumordnungsplan einer Revision zu unterziehen, und findet das Verfahren zur Revision der Pläne Anwendung. Erweist sich am Ablauf des Verfahrens dass es nicht möglich ist, dem Gut die frühere Zweckbestimmung zurückzuerkennen, so ist eine Entschädigung fällig.

Wenn aufgrund eines verbindlichen Planes demjenigen, der ein Grundstück in einer Siedlung erworben hat, ein Bauverbot verhängt werden kann, so kann sich die Region oder die Gemeinde von der Entschädigungsverpflichtung befreien, indem sie dieses Grundstück von dem Betroffenen durch Rückzahlung des bezahlten Preises, zusätzlich Kosten und Lasten, zurückkauft.

Ist der Betreffende nur Eigentümer der oben erwähnten Parzelle, so kann er deren Rückerwerb durch die Region oder Gemeinde fordern, indem er seine Forderung innerhalb von zwölf Monaten ab der Veröffentlichung des besagten Planes per Einschreiben mitteilt. In diesem Fall muss ihm die Parzelle innerhalb von zwölf Monaten nach der Mitteilung zurückgekauft und bezahlt werden. Die Regierung legt die Durchführungsmodalitäten dieser Bestimmung fest.

In folgenden Fällen ist keine Entschädigung fällig:

1° bei einem aus einer voraussichtlichen Enteignung des Gutes hervorgehenden Bau- oder Parzellierungsverbot, dies unter Vorbehalt der Anwendung von Artikel 68;

2° bei einem Verbot, eine größere Fläche einer Parzelle zu bebauen, als es der Plan zulässt, oder bei dem Verbot, die durch den Plan festgelegte Bebauungsdichte einer Siedlung zu überschreiten;

3° bei einem Verbot, die Bewirtschaftung von gefährlichen, ungesunden und lästigen Betrieben nach Ablauf des Zeitraums, für den die Erlaubnis dafür erteilt wurde, weiterzuführen;

4° bei einem Bauverbot auf einem Grundstück, das nicht den durch den Raumordnungsplan festgelegten Mindestmaßen entspricht;

5° bei einem Verbot, ein Grundstück, welches in Anbetracht der Ortslage keinen Zugang zu einem ausreichend ausgerüsteten Weg hat, zu parzellieren oder zu bebauen;

6° bei einem Bau- oder Parzellierungsverbot außerhalb der Ortschaften, aufgrund von durch die Verkehrssicherheit bedingten, unabweisbaren Erfordernissen;

7° bei einem Bau- oder Parzellierungsverbot für ein Grundstück, für welches eine vorher erteilte Bau- oder Parzellierungsgenehmigung am Tage des Inkrafttretens des Planes, der dieses Verbot beinhaltet, abgelaufen war;

8° im Falle von durch eine Naturkatastrophe zerstörten Gebäuden bzw. ortsfesten Einrichtungen, wenn ihr Wiederaufbauverbot durch den Königlichen Erlass in Ausführung von Artikel 12, § 3, Absatz 1, des Gesetzes vom 12. Juli 1976 über die Entschädigung bestimmter Schäden, die an Privatgütern durch Naturkatastrophen verursacht worden sind, bestimmt ist;

9° bei einem Bau- oder Parzellierungsverbot infolge der Revision eines kommunalen Raumordnungsplans im Sinne von Artikel 54, 2°, *b*;

10° bei einem Bau- oder Parzellierungsverbot für ein Grundstück, das einem Risiko oder einer Belastung im Sinne von Artikel 136 ausgesetzt ist;

11° bei der Aufhebung eines Planes.»

**Art. 34** - In Artikel 71 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 abgeänderten Fassung, wird der Wortlaut "Absatz 3" durch den Wortlaut "Absatz 7" ersetzt.

**Art. 35** - In Artikel 84 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 und das Dekret vom 6. Mai 1999 abgeänderten Fassung, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1. § 1, Absatz 5°, wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«5° Änderungen an einem bestehenden Gebäude vornehmen; unter "Änderungen" versteht man die Arbeiten zur Innen- oder Außeneinrichtung eines Gebäudes oder eines Bauwerks, einschließlich der Instandhaltungs- und Pflegearbeiten, die seine Tragstruktur treffen oder eine Änderung seines Bauvolumens bzw. seines architektonischen Aussehens zur Folge haben;»;

2. In § 1 wird eine Nr. 5°*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«5°*bis* eine neue Wohnung in einem bestehenden Gebäude schaffen;»;

3. In § 1 wird Nr. 8° durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«8° bewalden oder abholzen: jedoch ist keine Genehmigung erforderlich für:

a. die Forstwirtschaft im Forstgebiet;

b. den Anbau von Weihnachtsbäumen in einem nicht zur Verstädterung bestimmten Gebiet;»;

4. In § 1 wird Nr. 9° aufgehoben;

5. In § 1 wird Nr. 12° durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«12° die Vegetation von jeglichen Gebieten, deren Schutz die Regierung als notwendig erachtet, roden oder modifizieren, mit Ausnahme der Durchführung des in Artikel 14 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur erwähnten Sonderplans zur Verwaltung eines domanialen Naturschutzgebietes und des in Artikel 19 desselben Gesetzes erwähnten Verwaltungsplans eines zugelassenen Naturschutzgebietes.»;

6. In § 2, Absatz 2, wird der Wortlaut "gleichlautende" aufgehoben;

7. In § 2, Absatz 2, wird der Wortlaut "oder aus einem Grund, den sie in einer Begründung erklärt" nach dem Wortlaut "aufgrund ihrer geringen Bedeutung" eingefügt.

**Art. 36** - Artikel 85 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 abgeänderten Fassung, wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 85 - § 1. In jeder authentischen oder privatschriftlichen Urkunde unter Lebenden, ob mit deklaratorischer, konstitutiver oder translativer Wirkung, zur Abtretung eines dinglichen oder persönlichen Nutznießungsrechts während mehr als neun Jahren, einschließlich der Akten zur Bestellung einer Hypothek oder bezüglich eines Nutzungspfandrechts, mit Ausnahme jedoch der Abtretungen infolge eines Ehevertrags oder einer Abänderung des ehelichen Güterstands und der Abtretungen infolge einer Vereinbarung über das gesetzliche Zusammenwohnen oder einer Abänderung einer solchen Vereinbarung, bezüglich eines bebauten oder nicht bebauten Immobiliengutes wird das Folgende angegeben:

1° die städtebauliche Zweckbestimmung des Gutes, die in den kommunalen Raumordnungsplänen und ggf. dem kommunalen Strukturschema vorgesehen ist;

2° das Vorhandensein, der Gegenstand und das Datum der Parzellierungs-, Bau- und Städtebaugenehmigungen, die nach dem 1. Januar 1977 erteilt wurden, sowie der Städtebaubescheinigungen, die vor weniger als zwei Jahren ausgestellt wurden;

Die Pflicht dieser Angaben obliegt dem Inhaber des abgetretenen Rechts, seinem Mandatsträger oder dem protokollierenden Urkundsbeamten. Wenn die mitzuteilenden Informationen von diesen Personen nicht erteilt werden können, so werden die betreffenden Verwaltungsbehörden gemäß den in Anwendung von Artikel 150 festgelegten Regeln befragt. Mangels einer Antwort der betreffenden Behörde innerhalb der vorgesehenen Frist vermerkt der Inhaber des abgetretenen Rechts, sein Mandatsträger oder der protokollierende Urkundsbeamte in der Urkunde das Datum des Einschreibebriefs mit der Anfrage oder das Datum der Abnahmebescheinigung der Anfrage, und vermerkt, dass die Auskünfte nicht gegeben wurden und dass die Akte trotz der mangelnden Antwort der Behörde abgeschlossen wurde.

§ 2. Jede dieser Urkunden enthält außerdem die folgenden Informationen:

1° Ohne Städtebaugenehmigung gibt es keine Möglichkeit, an dem Gut Handlungen und Arbeiten im Sinne von Artikel 84, §§ 1 und 2 durchzuführen;

2° Es gibt Regeln bezüglich des Verfalls der Städtebaugenehmigungen;

3° Das Vorhandensein einer Städtebaubescheinigung befreit nicht davon, eine Städtebaugenehmigung beantragen und erhalten zu müssen.

§ 3. Bei Abtretungsakten, die nach dem von der Regierung festgelegten Datum erfolgten, und in den in Artikel 139 erwähnten Fällen legt der Inhaber des abgetretenen Rechts die städtebauliche Konformitätsbescheinigung oder das Dokument mit der Ablehnung einer städtebaulichen Konformitätsbescheinigung vor, die ihm von dem Bescheinigungsaussteller ausgehändigt worden ist. In der Urkunde wird das Vorhandensein dieser Bescheinigung oder dieses Dokuments erwähnt.»

**Art. 36bis** - Artikel 87, § 3, Absatz 2, desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 abgeänderten Fassung, wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Die Verlängerung wird durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium genehmigt. In dem in Artikel 127 genannten Fall wird die Verlängerung jedoch durch die Regierung oder durch den beauftragten Beamten genehmigt.»

**Art. 36ter** - Artikel 88, Absatz 1, 1°, desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 abgeänderten Fassung, wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«In den in Artikel 28, § 2, Absatz 2, 32, Absätze 2 und 4, 35, Absatz 3, 84, § 1, 2° und 13°, und 110bis genannten Fällen.»

**Art. 37** - Artikel 89 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 und das Dekret vom 6. Mai 1999 abgeänderten Fassung, wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 89 - § 1. Niemand darf ohne vorherige, schriftliche und ausdrückliche Genehmigung des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums ein Grundstück parzellieren, noch eine entsprechende Förderung oder Werbung machen.

Unter "parzellieren" versteht man die Aufteilung eines Gutes durch die Schaffung von mindestens zwei Losen, vorausgesetzt, dass auf einem aus der Aufteilung entstandenen Los:

- 1° weder ein ordnungsgemäß erbautes Gebäude, das zu Wohnzwecken benutzt werden kann,
- 2° noch eine ordnungsgemäß angelegte ortsfeste Einrichtung, die zu Wohnzwecken benutzt werden kann, vorhanden ist.

Die erwähnte Aufteilung erfolgt durch jegliche Akte mit deklaratorischer, translativer oder konstitutiver Wirkung zur Abtretung eines dinglichen Rechts, mit Ausnahme der Hypothek oder des Nutzungspfandrechts, oder durch jegliche Akte zur Gewährung eines persönlichen Nutznießungsrechts während mindestens neun Jahren. Dies betrifft jedoch nicht die unfreiwilligen und Teilungsverträge, die zur Auflösung einer ungeteilten Erbengemeinschaft abgeschlossen werden, vorausgesetzt, dass es nicht mehr Lose als Miterben gibt.

Dies gilt nur für Aufteilungen, bei denen mindestens ein der infolge der Aufteilung entstandenen Lose zum Bau einer Wohnung oder zur Anlage einer ortsfesten Einrichtung oder einer beweglichen Vorrichtung, die zu Wohnzwecken benutzt werden können, bestimmt wird.

§ 2. Es ist keine vorherige Parzellierungsgenehmigung erforderlich für Güteraufteilungen innerhalb des Umkreises eines kommunalen Raumordnungsplanes, der die gesamten, in Artikel 49, insbesondere in Punkt 3°, Absatz 1, erwähnten Elemente vorsieht, soweit jedes infolge der Aufteilung entstandene Los an einer Straße liegt, die ausreichend mit Wasser- und Stromversorgung ausgerüstet ist, einen festen Belag und eine ausreichende Breite hat.

Die Regierung kann durch einen Erlass mit Verordnungscharakter Ausnahmen von der in § 1 eingeführten Pflicht vorsehen. Dieser Erlass wird mit Gründen versehen.

§ 3. Die Parzellierungsgenehmigung kann unterschiedliche Vorschriften enthalten für die Lose, die nicht zum Bau einer Wohnung oder zur Aufstellung einer ortsfesten oder mobilen, zur Bewohnung geeigneten Einrichtung bestimmt sind, oder die aus technischen oder juristischen Gründen dazu nicht geeignet sind, oder für die Lose, die schon bebaut sind oder für die Aufstellung einer ortsfesten oder mobilen Einrichtung im Sinne von Artikel 84, § 1, 1°, schon benutzt werden.

Auf Vorschlag des Antragstellers oder von Amts wegen kann die Behörde, die die Parzellierungsgenehmigung ausstellt, vom Siedlungsgebiet alle oder einige Lose ausschließen, die nicht zum Bau einer Wohnung oder zur Aufstellung einer ortsfesten oder mobilen, zur Bewohnung geeigneten Einrichtung bestimmt sind, oder die aus technischen oder juristischen Gründen dazu nicht geeignet sind, oder für die Lose, die schon bebaut sind oder für die Aufstellung einer ortsfesten oder mobilen Einrichtung im Sinne von Artikel 84, § 1, 1°, schon benutzt werden, wenn ihrer Ansicht nach die Auferlegung von Vorschriften bezüglich dieser Lose nicht relevant ist.

§ 4. Die Regierung bestimmt die Bedingungen, unter welchen eine Parzellierungsgenehmigung oder die Aufteilung eines Gutes die vorherige Verabschiedung eines kommunalen Raumordnungsplans erfordert.»

**Art. 38** - In Artikel 90 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 abgeänderten Fassung, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1. In Absatz 2 wird der Wortlaut "oder dessen Mandatträger" nach dem Wortlaut "des Urhebers der Aufteilung" eingefügt;

2. Absatz 2 wird mit dem folgenden Satz ergänzt:

«Wenn eine Städtebaugenehmigung oder -bescheinigung vorliegt, so werden ihr Gegenstand und ihr Datum in der Akte angegeben. Die Akte vermerkt ebenfalls die städtebauliche Zweckbestimmung des Gutes, die in den kommunalen Raumordnungsplänen und ggf. dem kommunalen Strukturschema vorgesehen ist. Wenn nötig werden diese Informationen bei den betreffenden Verwaltungsbehörden auf die in Artikel 85, § 1, vorgesehene Weise eingeholt. Mangels einer fristgerechten Antwort findet die Bestimmung desselben Artikels ebenfalls Anwendung.»

3. Absatz 3 wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Private oder authentische Akten, welche diese Geschäfte beurkunden, enthalten die gleiche Erklärung und außerdem die Information:

1° dass es ohne Städtebaugenehmigung keine Möglichkeit gibt, an dem Gut Handlungen und Arbeiten im Sinne von Artikel 84, §§ 1 und 2 durchzuführen;

2° dass es Regeln bezüglich des Verfalls der Städtebaugenehmigungen gibt;

3° dass das Vorhandensein einer Städtebaubescheinigung nicht davon befreit, eine Städtebaugenehmigung beantragen und erhalten zu müssen.»

**Art. 38bis** - In Artikel 92 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 abgeänderten Fassung, wird der Wortlaut "Plan" durch den Wortlaut "Parzellierungsplan" ersetzt.

**Art. 39** - In Artikel 93, Absatz 1, desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 abgeänderten Fassung, wird der Wortlaut "Vor jeglicher Veräußerung, vor jeglicher Vermietung für mehr als neun Jahre oder vor jeglicher Gründung eines dinglichen Rechts, einschließlich der Bestellung einer Hypothek," durch den Wortlaut "Vor jeglicher Akte mit deklaratorischer, konstitutiver oder translativer Wirkung bezüglich eines dinglichen Rechts, einschließlich der Bestellung einer Hypothek und des Nutzungspfandrechts, oder vor jeglicher Akte zur Einräumung eines persönlichen Nutznießungsrechts während mehr als neun Jahren," ersetzt.

**Art. 40** - In Artikel 94 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 abgeänderten Fassung, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1. In Absatz 1 wird der Wortlaut "im Kauf-, Miet-, Erbpacht- oder Baurechtsvertrag" durch den Wortlaut "in der Akte" ersetzt;

2. In Absatz 1 wird der Wortlaut "sowie auch das Datum der Genehmigung" gestrichen und der Wortlaut ", die ebenfalls das Datum der Genehmigung angibt" nach dem Wortlaut "Akte" hinzugefügt.

3. Absatz 2 wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Der Notar vermerkt außerdem in der Akte:

1° dass es ohne Städtebaugenehmigung keine Möglichkeit gibt, an dem Gut Handlungen und Arbeiten im Sinne von Artikel 84, §§ 1 und 2, durchzuführen;

2° dass es Regeln bezüglich des Verfalls der Städtebaugenehmigungen gibt;

3° dass das Vorhandensein einer Städtebaubescheinigung nicht davon befreit, eine Städtebaugenehmigung beantragen und erhalten zu müssen.»

4. Es wird ein Absatz 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Gegebenenfalls findet Artikel 85, § 3 Anwendung.»

**Art. 41** - In Artikel 95 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 abgeänderten Fassung, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1. Absatz 1 wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Die Aufteilung, die durch die Parzellierungsgenehmigung oder eine Phase dieser Genehmigung erlaubt wurde, die städtebauliche Auflagen oder die Anlage neuer Verkehrswege, eine Trassenabänderung, die Erweiterung oder das Abschaffen von vorhandenen Gemeindewegen erfordert, darf niemand vornehmen, bevor der Inhaber der Genehmigung entweder die vorgeschriebenen Arbeiten und Auflagen ausgeführt hat oder die zu ihrer Ausführung notwendigen finanziellen Garantien aufgebracht hat.»

2. Es wird ein Absatz 4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Gegebenenfalls wird in der Parzellierungsgenehmigung festgelegt, welche der in Artikel 89, § 3, Absatz 1, erwähnten Lose abgetreten werden dürfen, ohne dass der Inhaber die vorgeschriebenen Arbeiten und Auflagen ausgeführt hat oder die zu ihrer Ausführung notwendigen finanziellen Garantien aufgebracht hat.»

**Art. 42** - In Artikel 98 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 abgeänderten Fassung, wird der Wortlaut "der Verkauf oder die Vermietung für mehr als neun Jahre, die Bestellung des Erbpacht- oder Baurechts bezüglich mindestens eines Drittels der Lose nicht eingetragen worden ist" durch den Wortlaut "keine Akten im Sinne von Artikel 89, § 1, Absatz 3, bezüglich mindestens eines Drittels der Lose eingetragen worden sind" ersetzt.

**Art. 43** - In Artikel 104, Absatz 2, desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 abgeänderten Fassung, wird der Wortlaut "der Verkauf oder die Vermietung für mehr als neun Jahre, die Bestellung des Erbpacht- oder Baurechts" durch den Wortlaut "die Akte bzw. Akten im Sinne von in Artikel 89, § 1, Absatz 3" ersetzt.

**Art. 44** - Artikel 107 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 abgeänderten Fassung, wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 107 - § 1. Wenn das Folgende für das Gebiet, auf dem sich das gesamte Gut befindet, vorhanden ist:

1° entweder ein kommunaler Raumordnungsplan, der seine Wirkung nicht verloren hat;

2° oder eine noch geltende Parzellierungsgenehmigung;

3° oder gleichzeitig:

a. ein Sektorenplan, der noch in Kraft ist;

b. eine kommunale Städtebauordnung, die für den gesamten kommunalen Raum gilt und alle in Artikel 78, § 1, angesprochenen Punkte enthält;

c. ein bewilligtes kommunales Strukturschema;

d. ein Kommunalausschuss;

oder wenn die auszuführenden Handlungen und Arbeiten keiner vorherigen Genehmigung des beauftragten Beamten bedürfen, da sie auf der durch die Regierung in Anwendung von Artikel 84, § 2, verabschiedeten Liste stehen, wird die Genehmigung durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium ausgehändigt, das dem beauftragten Beamten am Tag der Zustellung an den Antragsteller ein Exemplar mit der Akte zukommen lässt.

Nr. 1° und 2° von Absatz 1 gelten nur in dem Fall, wo das ganze Gut, das den Gegenstand des Genehmigungsantrags bildet, innerhalb des Umkreises eines kommunalen Raumordnungsplans oder einer Parzellierungsgenehmigung liegt.

Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium kann die Genehmigung aus dem Grunde verweigern, dass entweder die Erstellung oder die Revision eines kommunalen Raumordnungsplanes oder die Abänderung der kommunalen Städtebauordnung beschlossen worden ist.

Die Verweigerung der Genehmigung, die auf einem im vorigen Absatz genannten Grund beruht, wird hinfällig, wenn der neue kommunale Raumordnungsplan oder die neue kommunale Städtebauordnung innerhalb von drei Jahren nach der Entscheidung zur Erstellung oder Revision des Plans oder der Städtebauordnung noch keine verbindende Kraft erhalten hat. Der ursprüngliche Antrag bildet, auf Anfrage des Antragstellers, den Gegenstand einer neuen Entscheidung, welche bei Verweigerung nicht mehr auf dem genannten Grund beruhen darf.

Nach den durch sie erlassenen Modalitäten stellt die Regierung mittels eines Erlasses fest, dass die im vorliegenden Paragraphen, Absatz 1, 3°, genannten Bedingungen erfüllt bzw. nicht mehr erfüllt werden. In diesem Fall wird der vorliegende Paragraph bei Veröffentlichung dieses Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* wirksam bzw. verliert seine Wirkung.

§ 2. In den in § 1 nicht genannten Fällen wird die Genehmigung nach Erhalt eines vorherigen Gutachtens des beauftragten Beamten durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium erteilt. Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium kann diese Genehmigung jedoch verweigern, ohne dieses Gutachten einzuholen.

Das günstige, bedingte oder ungünstige Gutachten des beauftragten Beamten ist begründet.

Die Genehmigung gibt den Wortlaut des Gutachtens des beauftragten Beamten wieder oder präzisiert, dass dieses Gutachten als günstig gilt.

Eine Verweigerung der Genehmigung und ein ungünstiges Gutachten des beauftragten Beamten können auf der laufenden Revision des Sektorenplans oder auf der laufenden Erstellung eines kommunalen Raumordnungsplanes oder einer kommunalen Städtebauordnung beruhen.

Die Verweigerung der Genehmigung, die auf einem im vorigen Absatz genannten Grund beruht, wird hinfällig, wenn der neue Plan oder die neue Städtebauordnung innerhalb von drei Jahren nach der Entscheidung zur Erstellung oder Revision des Plans noch nicht in Kraft getreten ist.

Der ursprüngliche Antrag bildet, auf Anfrage des Antragstellers, den Gegenstand einer neuen Entscheidung, welche bei Verweigerung nicht mehr auf dem genannten Grund beruhen darf.

§ 3. In den unter Artikel 110 bis 113 genannten Fällen oder in Fällen, die besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen unterstehen, spricht das Bürgermeister- und Schöffenkollegium sich nach eingeholtem Gutachten des Kommunalausschusses aus, falls dieser besteht.

§ 4. Sobald der Gemeinderat oder ggf. die Regierung den in Artikel 54, 5°, erwähnten kommunalen Raumordnungsplan vorläufig verabschiedet hat, kann die Regierung oder der beauftragte Beamte, die bzw. der mit einem Antrag auf eine Städtebau- oder Parzellierungsgenehmigung befasst worden ist, gemäß den in Artikel 127 erwähnten Bestimmungen die Genehmigung erteilen, vorausgesetzt, dass der Genehmigungsantrag der Zweckbestimmung entspricht, die durch den vorläufig verabschiedeten Plan festgelegt worden ist.»

**Art. 45** - Artikel 108 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 abgeänderten Fassung, wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 108 - § 1. Der beauftragte Beamte legt bei der Regierung den in Artikel 119, § 2, Absatz 2, gemeinten begründeten Einspruch ein, wenn das Verfahren regelwidrig verlaufen ist oder die Genehmigung den folgenden Vorschriften nicht entspricht:

1° dem Sektorenplan, wenn weder ein kommunaler Raumordnungsplan noch eine Parzellierungsgenehmigung besteht;

2° dem kommunalen Raumordnungsplan oder der Parzellierungsgenehmigung;

3° der kommunalen Städtebauordnung oder einer regionalen Städtebauordnung;

4° dem Gesetz vom 12. Juli 1956 zur Festlegung des Statuts der Autobahnen, und den Parzellierungsplänen, die durch die Regierung kraft Artikel 6 dieses Gesetzes bewilligt worden sind;

5° der in Anwendung von Artikel 110 bis 113 bewilligten Abweichung.

Er erklärt die Art der Regelwidrigkeit in dem Verfahren oder die Bestimmung, der die Genehmigung nicht entspricht.

§ 2. Der beauftragte Beamte kann bei der Regierung ebenfalls einen begründeten Einspruch einlegen:

1° wenn der Beschluss des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums von dem durch den Kommunalausschuss im Rahmen einer obligatorischen Befragung dieses Ausschusses abgegebenen Gutachten abweicht;

2° falls kein Kommunalausschuss besteht, wenn bei einer in Anwendung des vorliegenden Gesetzbuches durchgeführten öffentlichen Untersuchung entweder:

— fünfundzwanzig Personen, die in dem Bevölkerungsregister der Gemeinde, in der das Projekt gelegen ist, eingetragen sind, wenn es um eine Gemeinde mit weniger als zehntausend Einwohnern geht;

— fünfzig Personen, die in dem Bevölkerungsregister der Gemeinde, in der das Projekt gelegen ist, eingetragen sind, für eine Gemeinde mit einer Bevölkerungszahl von zehntausend bis fünfundzwanzigtausend Einwohnern;

— hundert Personen, die in dem Bevölkerungsregister der Gemeinde, in der das Projekt gelegen ist, eingetragen sind, für eine Gemeinde mit einer Bevölkerungszahl von fünfundzwanzigtausend bis fünfzigtausend Einwohnern;

— zweihundert Personen, die in dem Bevölkerungsregister der Gemeinde, in der das Projekt gelegen ist, eingetragen sind, für eine Gemeinde mit einer Bevölkerungszahl von fünfzigtausend bis hunderttausend Einwohnern;

— dreihundert Personen, die in dem Bevölkerungsregister der Gemeinde, in der das Projekt gelegen ist, eingetragen sind, wenn es um eine Gemeinde mit mehr als hunderttausend Einwohnern geht;

im Laufe der besagten Untersuchung persönliche und begründete Bemerkungen über das Projekt geäußert haben und wenn diesen Bemerkungen im Beschluss des Kollegiums nicht begegnet wurde;

3° wenn die Regierung die Revision des kommunalen Raumordnungsplans oder die Erstellung eines kommunalen Raumordnungsplans beschlossen hat, woraus sich die Revision oder die Aufhebung einer gesamten oder eines Teils einer Parzellierungsgenehmigung als Folge ergibt;

Die Genehmigung muss den vorliegenden Artikel wiedergeben.»

**Art. 46** - In Artikel 109, Absatz 1, desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 und das Dekret vom 1. April 1999 abgeänderten Fassung, wird der Wortlaut "aber nach gleichlautender Stellungnahme des beauftragten Beamten" zwischen den Wortlaut "gemäß Artikel 108" und den Wortlaut "ausgehändigt" eingefügt und wird der Wortlaut "Artikel 108" durch den Wortlaut "Artikel 107, § 2" ersetzt.

**Art. 47** - Es wird ein Artikel 110bis mit folgendem Wortlaut in dasselbe Gesetzbuch eingefügt:

«Art. 110bis - Außerhalb der Abbaugebiete kann die Anlage, die zur Gewinnung oder zur Erschließung von Ziergestein aus einem früher bewirtschafteten Steinbruch bestimmt ist, und die für eine Baustelle für Renovierungs-, Umbau-, Vergrößerungs- oder Wiederaufbauarbeiten an einem Gebäude mit Rücksicht auf den bebauten Standort notwendig ist, auf Gutachten des in Artikel 5 erwähnten Ausschusses für einen begrenzten Zeitraum erlaubt werden.»

**Art. 48** - Artikel 111 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 und das Dekret vom 6. Mai 1999 abgeänderten Fassung, wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 111 - Gebäude, die der Zweckbestimmung eines Gebietes nicht entsprechen.

Die am Tag der Einreichung eines Genehmigungsantrags bestehenden Gebäude oder Einrichtungen im Sinne von Artikel 84, § 1, 1°, deren aktuelle oder zukünftige Zweckbestimmung den Vorschriften des Sektorenplans nicht entspricht, können Gegenstand von Umbau-, Vergrößerungs- oder Wiederaufbauarbeiten sein.

Zu wirtschaftlichen Zwecken dürfen die am Tag des Antrags auf eine Genehmigung bestehenden Gebäude oder Einrichtungen im Sinne von Artikel 84, § 1, 1°, deren Zweckbestimmung den Vorschriften des Sektorenplans entspricht, Gegenstand von Umbau- oder Vergrößerungsarbeiten sein, für welche eine Abweichung von der Zweckbestimmung eines angrenzenden Gebietes erforderlich ist, mit Ausnahme der Naturgebiete, der Parkgebiete und der Umkreise mit bemerkenswertem Ausblick.

Das umgebaute, vergrößerte oder wiederaufgebaute Gebäude muss sich in den bebauten oder unbebauten Standort einfügen können.»

**Art. 49** - Artikel 112 desselben Gesetzbuches wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 112 - Mit Ausnahme der Natur-, Parkgebiete und der Umkreise mit bemerkenswertem Ausblick kann eine Städtebaugenehmigung in einem Gebiet des Sektorenplans, das mit dem Gegenstand des Antrags nicht vereinbar ist, erteilt werden, wenn die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

1° das Gelände befindet sich zwischen zwei Wohnhäusern, die vor dem Inkrafttreten des Sektorenplans gebaut wurden und die höchstens 100 Meter voneinander entfernt sind;

2° dieses Gelände und diese Wohnhäuser befinden sich direkt am Wegenetz und auf derselben Seite einer öffentlichen Straße, die unter Berücksichtigung der Ortslage eine ausreichende Strom-, Wasserversorgung und Entwässerungsausrüstung, einen festen Belag und eine ausreichende Breite hat;

3° die Gebäude fügen sich in den bebauten oder unbebauten Standort gut ein und beeinträchtigen die Raumgestaltung des Gebietes nicht.

Es darf jedoch keine Genehmigung erteilt werden, wenn sich die Gelände direkt an öffentlichen Straßen befinden, die aus mindestens vier Fahrspuren bestehen.»

**Art. 50** - In Artikel 113 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 abgeänderten Fassung, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1. der Wortlaut "oder seinen städtebaulichen Leitlinien" wird durch den Wortlaut "und seinen städtebaulichen Leitlinien" ersetzt;

2. der Artikel wird mit dem folgenden Absatz ergänzt:

«Eine Parzellierungsgenehmigung kann unter denselben Bedingungen von den Bestimmungen eines kommunalen Raumordnungsplans oder einer regionalen bzw. kommunalen Städtebauordnung abweichen.»

**Art. 51** - Artikel 114, Absatz 2, desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 und das Dekret vom 6. Mai 1999 abgeänderten Fassung, wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Der Genehmigungsantrag, der die Anwendung der Bestimmungen des vorliegenden Unterabschnittes zur Folge hat, unterliegt keinem begründeten Vorschlag des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums:

1° wenn er die Anwendung der in Artikel 110 bis 112 erwähnten Abweichungen oder einer Abweichung von einer regionalen Städtebauordnung zur Folge hat;

2° wenn er gemäß Artikel 127 durch eine öffentlich-rechtliche Person eingereicht wird, Handlungen und Arbeiten für das Gemeinwohl oder die sich über zwei oder mehrere Gemeinden erstrecken, betrifft.»

**Art. 52** - In Artikel 116 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 abgeänderten Fassung, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1. § 1, Absatz 2, 2°, wird wie folgt ergänzt:

«Betrifft der Genehmigungsantrag ein Gut, das in der Nähe eines Gebietes liegt, in dem sich Betriebe niederlassen könnten, die mit bedeutenden Risiken für Personen, Güter oder Umwelt im Sinne von der Richtlinie 96/82/EWG verbunden sind, oder ein Gut, das in der Nähe eines solchen Betriebs liegt oder einen solchen Betrieb betrifft, so wird das Gutachten der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt eingeholt;»

2. In § 3 wird der Wortlaut "Artikel 107" durch den Wortlaut "Artikel 107, § 1" ersetzt;

3. In § 4 wird der Wortlaut "in Artikel 108" durch den Wortlaut "in Artikel 107, § 2" ersetzt;

4. Der Artikel wird mit dem folgenden Paragraphen ergänzt:

«§ 6. Vor der Entscheidung des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums kann der Antragsteller vorbehaltlich der Zustimmung des Kollegiums abgeänderte Pläne und einen entsprechenden Nachtrag zur Notiz über die vorherige Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt oder zur Umweltverträglichkeitsprüfung abgeben, außer wenn die Grundlagen der beabsichtigten Abänderungen in der Umweltverträglichkeitsprüfung liegen.

Gegebenenfalls unterwirft das Bürgermeister- und Schöffenkollegium die abgeänderten Pläne, den Nachtrag zur Notiz über die vorherige Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt oder zur Umweltverträglichkeitsprüfung neuen Bekanntmachungsmaßnahmen und holt das Gutachten des Regionalausschusses und der in § 1 genannten Dienststellen und Ausschüsse ein.»

**Art. 53** - In Artikel 117 wird der folgende Absatz hinzugefügt:

«In den in Artikel 116, § 6, angeführten Fällen laufen die vorerwähnten Fristen erst ab dem Tag, an dem der Antragsteller die abgeänderten Pläne und den Nachtrag zur Notiz über die vorherige Bewertung oder zur Umweltverträglichkeitsprüfung gegen Abnahmebescheinigung abgegeben hat.»

**Art. 54** - Artikel 118 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 abgeänderten Fassung, wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 118 - § 1. Nach Ablauf der Fristen kann der Antragsteller mittels eines bei der Post aufgegebenen Einschreibens den beauftragten Beamten ersuchen, über seinen Antrag zu entscheiden, und zwar in den folgenden Fällen:

1° nach vierzig Tagen ab Eingang der Empfangsbescheinigung des Postamts oder der in Artikel 115 erwähnten Abnahmebescheinigung, bei Nicht-Zustellung des Bescheids, durch den das Bürgermeister- und Schöffenkollegium ihn informiert, dass es das vorherige Gutachten des beauftragten Beamten einholt;

2° nach achtzig Tagen ab Eingang der Empfangsbescheinigung des Postamts oder der in Artikel 115 erwähnten Abnahmebescheinigung, bei Nicht-Zustellung des Bescheids, durch den das Bürgermeister- und Schöffenkollegium ihn informiert, dass es entweder das vorherige Gutachten des beauftragten Beamten, im Falle von besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen oder einer Begutachtung durch die in Artikel 116, § 1, erwähnten Dienststellen und Ausschüsse, oder aber die Entscheidung des beauftragten Beamten hinsichtlich des Abweichungsantrags einholt;

3° nach zehn Tagen ab Ablauf der in Artikel 117, Absatz 2, genannten Fristen, bei Nicht-Zustellung des Einschreibens, durch das das Bürgermeister- und Schöffenkollegium ihm seine Entscheidung mitteilt.

In den in Artikel 116, § 6, angeführten Fällen laufen die vorerwähnten Fristen erst ab dem Tag, an dem der Antragsteller die abgeänderten Pläne und den Nachtrag zur Notiz über die vorherige Bewertung oder zur Umweltverträglichkeitsprüfung gegen Abnahmebescheinigung abgegeben hat.

Der Antragsteller fügt seinem Brief, von dem er gleichzeitig eine Abschrift an das Bürgermeister- und Schöffenkollegium schickt, eine gleichlautende Abschrift der Akte, die er ursprünglich dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium zugestellt hat, bei.

§ 2. Innerhalb von fünfunddreißig Tagen nach Eingang der Akte teilt der beauftragte Beamte dem Antragsteller mittels eines bei der Post aufgegebenen Einschreibens seine Entscheidung mit. Eine Nicht-Zustellung der Entscheidung innerhalb dieser Frist wird als Ablehnung der Genehmigung angesehen.

Vor der Entscheidung des beauftragten Beamten kann der Antragsteller vorbehaltlich seiner Zustimmung abgeänderte Pläne und einen entsprechenden Nachtrag zur Notiz über die vorherige Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt oder zur Umweltverträglichkeitsprüfung abgeben, außer wenn die Grundlagen der beabsichtigten Abänderungen in der Umweltverträglichkeitsprüfung liegen.

Gegebenenfalls unterwirft der beauftragte Beamte die abgeänderten Pläne durch Vermittlung des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums neuen besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen, holt das Gutachten dieses Kollegiums, des Regionalausschusses und der in Artikel 116, § 1, genannten Dienststellen und Ausschüsse ein. Die Gutachten werden innerhalb von dreißig Tagen übermittelt; mangels dessen werden sie als günstig gewertet.

In den in den Absätzen 2 und 3 angeführten Fällen läuft die in Absatz 1 erwähnte Frist erst ab dem Tag, an dem der Antragsteller die abgeänderten Pläne und den Nachtrag zur Notiz über die vorherige Bewertung oder zur Umweltverträglichkeitsprüfung gegen Abnahmebescheinigung abgegeben hat.

Am gleichen Tag, an dem er dem Antragsteller seine Entscheidung übermittelt, schickt der beauftragte Beamte dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium eine Abschrift seiner Entscheidung.»

**Art. 55** - In Artikel 119, § 1, desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 abgeänderten Fassung, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1. § 1 wird mit dem folgenden Absatz ergänzt:

«Dem Einspruch wird eine Abschrift der Pläne des Genehmigungsantrags und des angefochtenen Beschlusses beigelegt. Die Untersuchungs- und Entscheidungsfristen laufen erst ab dem Eingang dieser Abschrift.»

2. In § 2, Absatz 2 wird der Wortlaut "in den Artikeln 107, § 2, und 108, § 4" durch den Wortlaut "in Artikel 108" ersetzt.

**Art. 56** - In Artikel 120 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 abgeänderten Fassung, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1. In Absatz 1 wird der Wortlaut "an welchem Tag die Regierung eine Anhörung abhalten wird" durch den Wortlaut "an welchem Tag die in Absatz 4 erwähnte Anhörung abgehalten wird" ersetzt;

2. Absatz 4 wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Innerhalb von fünfundsünfzig Tagen nach Eingang des Einspruchs werden die Parteien oder deren Vertreter und die Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes vor dem Ausschuss geladen. In der Anhörung legt die Generaldirektion alle Stücke vor, auf deren Grundlage sie ihre Meinung bilden konnte, unterbreitet den Entscheidungsvorschlag, der ihrer Ansicht nach der Regierung vorgestellt werden sollte und debattiert darüber mit den Parteien. Der Ausschuss nimmt ein Protokoll auf und gibt anschließend sein Gutachten ab.

Betrifft die Akte ein in Artikel 109 erwähntes Immobiliengut, so nimmt ein Vertreter der Königlichen Kommission für Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen der Wallonischen Region an den Sitzungen der beratenden Kommission teil.

Die Kommission richtet die gesamten im vorigen Absatz erwähnten Unterlagen an die Regierung.»

**Art. 57** - In Artikel 123, Absatz 1, desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut "Die in den Artikeln 117, 118, 121, 122 und 127 erwähnten Genehmigungen können verweigert werden, mit Bedingungen auferlegt werden oder mit Abweichungen belegt werden, aus Gründen, die in vorliegendem Titel genannt sind" durch den Wortlaut "Die in den Artikeln 117, 118, 121, 122 und 127 erwähnten Genehmigungen können nach den in vorliegendem Titel vorgesehenen Modalitäten verweigert werden, mit Bedingungen auferlegt oder mit Abweichungen belegt werden" ersetzt.

Artikel 123, Absatz 2, desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 abgeänderten Fassung, wird durch die folgenden Absätze ersetzt:

«Vor der Entscheidung der Regierung kann der Antragsteller vorbehaltlich der Zustimmung der Regierung oder des Vorsitzenden des Berufungsausschusses abgeänderte Pläne und einen folgenden Nachtrag zur Notiz über die vorherige Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt oder zur Umweltverträglichkeitsprüfung abgeben, außer wenn die Grundlagen der beabsichtigten Abänderungen in der Umweltverträglichkeitsprüfung liegen.

Gegebenenfalls unterwirft die Regierung die abgeänderten Pläne durch Vermittlung des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums neuen besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen, holt das Gutachten dieses Kollegiums, des Kommunalausschusses und der in Artikel 116, § 1, genannten Dienststellen und Ausschüsse ein. Die Gutachten werden innerhalb von dreißig Tagen übermittelt; mangels dessen werden sie als günstig gewertet.

In den in den Absätzen 2 und 3 angeführten Fällen läuft die in Artikel 121, Absatz 1, erwähnte Frist erst ab dem Tag, an dem der Antragsteller die abgeänderten Pläne und den Nachtrag zur Notiz über die vorherige Bewertung oder zur Umweltverträglichkeitsprüfung gegen Abnahmebescheinigung abgegeben hat. Wenn das Erinnerungsschreiben gemäß Artikel 121, Absatz 2 geschickt worden ist, und wenn die Regierung vor Ablauf der in Artikel 121, Absatz 3, erwähnten Frist eine Abänderung der Pläne verlangt, so läuft für den Versand des in Artikel 121, Absatz 3, erwähnten Beschlusses eine neue Frist von dreißig Tagen ab dem Tag, an dem die abgeänderten Pläne und der Nachtrag zur Notiz über die vorherige Bewertung oder zur Umweltverträglichkeitsprüfung gegen Abnahmebescheinigung abgegeben worden sind.»

**Art. 58** - Artikel 124 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 und das Dekret vom 11. März 1999 abgeänderten Fassung, wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 124 - Falls der Antrag auf eine Städtebau- oder Parzellierungsgenehmigung den Vorschriften eines Raumordnungsplans entspricht, welcher Gegenstand einer Umweltverträglichkeitsprüfung nach Artikel 42 oder 50 gewesen ist, darf je nach Fall das Bürgermeister- und Schöffenkollegium, der beauftragte Beamte oder die Regierung aufgrund der Notiz über die vorherige Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt diesen Antrag von der Durchführung einer Umweltverträglichkeitsprüfung nur dann dispensieren, wenn die vor der Verabschiedung des Planes durchgeführte Umweltverträglichkeitsprüfung alle Informationen enthält, die für die Umweltverträglichkeitsprüfung bezüglich des Antrags erforderlich wären.

Wenn die in Absatz 1 vorgesehenen Bedingungen nicht erfüllt werden, kann die Umweltverträglichkeitsprüfung bezüglich des Antrags auf eine Städtebau- oder Parzellierungsgenehmigung unter anderem auf nützlichen Informationen beruhen, die durch frühere, anlässlich der Verabschiedung eines Sektorenplans, eines kommunalen Raumordnungsplans, des Entwicklungsplans des regionalen Raums oder eines kommunalen Strukturschemas durchgeführte Umweltverträglichkeitsprüfung(en) oder durch den früheren in diesem Zusammenhang erstellten Umweltverträglichkeitsbericht gesammelt wurden.»

**Art. 59** - Artikel 127 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 und das Dekret vom 6. Mai 1999 abgeänderten Fassung, wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 127 - § 1. In Abweichung der Artikel 84 und 89 wird die Genehmigung durch die Regierung oder durch den beauftragten Beamten erteilt:

- 1° wenn sie von einer öffentlich-rechtlichen Person beantragt wird;
- 2° wenn sie gemeinnützige Handlungen und Arbeiten betrifft;
- 3° wenn sie Handlungen und Arbeiten betrifft, die sich über das Gebiet mehrerer Gemeinden erstrecken;

Die Regierung beschließt:

- 1° die Liste der öffentlich-rechtlichen Personen, die im vorliegenden Paragraphen gemeint werden;
- 2° die Liste der gemeinnützigen Handlungen und Arbeiten, die im vorliegenden Paragraphen gemeint werden;
- 3° die Liste der gemeinnützigen Handlungen und Arbeiten, für welche keine Vollmacht erteilt wird.

§ 2. Der Genehmigungsantrag wird dem beauftragten Beamten mittels eines bei der Post aufgegebenen Einschreibens mit Empfangsbestätigung zugestellt.

Die Regierung kann die Form und den Inhalt des Genehmigungsantrags bestimmen. Sie bestimmt die Anzahl der Exemplare der Akte, die im Antrag vorhanden sein müssen, sowie den Maßstab und den Inhalt der verschiedenen, beizufügenden Zeichnungen.

Ist der Antrag nicht vollständig, so schickt der beauftragte Beamte dem Antragsteller innerhalb von 15 Tagen per bei der Post aufgegebenes Einschreiben ein Verzeichnis der fehlenden Unterlagen, wobei er angibt, dass das Verfahren am Tag des Eingangs der fehlenden Teile von neuem anfängt.

Ist der Antrag vollständig, so teilt der beauftragte Beamte innerhalb derselben Frist dem Antragsteller per bei der Post aufgegebenes Einschreiben mit, dass der Antrag vollständig ist, und informiert ihn, ob der Antrag besondere Bekanntmachungsmaßnahmen, die Befragung des Kommunalausschusses oder der Dienststellen oder Ausschüsse, deren Beratung beantragt wird, benötigt oder nicht. Betrifft der Genehmigungsantrag ein Gut, das in der Nähe eines Gebiets liegt, in denen sich Betriebe niederlassen könnten, die mit bedeutenden Risiken für Personen, Güter oder Umwelt im Sinne von der Richtlinie 96/82/EWG verbunden sind, oder ein Gut, das in der Nähe eines solchen Betriebs liegt oder einen solchen Betrieb betrifft, so wird das Gutachten der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region eingeholt.

Die im vorigen Absatz erwähnten Dienststellen oder Ausschüsse übermitteln ihr Gutachten innerhalb dreißig Tagen nach dem Antrag.

Wenn der Genehmigungsantrag besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen unterliegt, so werden diese durch die Gemeinde vorgenommen.

Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium übermittelt sein Gutachten innerhalb der folgenden Fristen nach Eingang der Anfrage des beauftragten Beamten:

- 1° dreißig Tage, wenn der Antrag weder besondere Bekanntmachungsmaßnahmen noch eine Begutachtung durch den Kommunalausschuss benötigt;
- 2° siebenzig Tage, wenn der Antrag besondere Bekanntmachungsmaßnahmen oder die Begutachtung durch den Kommunalausschuss benötigt.

Fehlen die in den Absätzen 5 und 7 erwähnten Gutachten innerhalb der genannten Frist, so werden die Gutachten als günstig gewertet.

§ 3. Wenn es sich um gemeinnützige Handlungen und Arbeiten handelt, kann die Genehmigung in Abweichung eines kommunalen Raumordnungsplans, einer kommunalen Städtebauordnung oder eines Fluchtlinienplans erteilt werden.

§ 4. Im Falle eines günstigen Gutachtens des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums wird die Entscheidung des beauftragten Beamten zur Bewilligung oder zur Verweigerung der Genehmigung gleichzeitig dem Antragsteller und dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium per Einschreiben zugestellt.



Die Zustellung der Entscheidung des beauftragten Beamten geschieht innerhalb folgender Fristen, die ab Datum der Empfangsbescheinigung des Postamts bezüglich der in § 2, Absatz 1, erwähnten Einsendung oder ggf. ab dem Eingang der in § 2, Absatz 3 erwähnten zusätzlichen Unterlagen gelten:

1° neunzig Tage, wenn der Antrag weder besondere Bekanntmachungsmaßnahmen noch eine Begutachtung durch den Kommunalausschuss benötigt;

2° hundertdreißig Tage, wenn der Antrag besondere Bekanntmachungsmaßnahmen oder die Begutachtung durch den Kommunalausschuss benötigt.

Eine Nicht-Zustellung der Entscheidung innerhalb dieser Frist wird als Ablehnung der Genehmigung angesehen.

§ 5. Der beauftragte Beamte übermittelt der Regierung sein Gutachten innerhalb der in § 4, Absatz 2, erwähnten Fristen, wenn:

1° das Gutachten des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums ungünstig ist, oder, falls der Antrag Handlungen und Arbeiten betrifft, die sich auf das Gebiet mehrerer Gemeinden erstrecken, wenn das Gutachten eines der Bürgermeister- und Schöffenkollegien ungünstig ist;

2° der Antrag Handlungen und Arbeiten betrifft, für welche keine Vollmacht erteilt wird.

Die Entscheidung der Regierung zur Bewilligung oder zur Verweigerung der Genehmigung wird gleichzeitig dem Antragsteller, dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium und dem beauftragten Beamten per Einschreiben zugestellt.

Die Zustellung der Entscheidung der Regierung geschieht innerhalb einer Frist von sechzig Tagen ab dem Empfang des in Absatz 1 erwähnten Gutachtens des beauftragten Beamten oder mangels dessen ab dem Ablauf der in § 4, Absatz 2, erwähnten Fristen.

§ 6. Der Antragsteller und das Bürgermeister- und Schöffenkollegium können innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang der Entscheidung des beauftragten Beamten oder nach Ablauf der in § 4, Absatz 2, genannten Frist einen Einspruch bei der Regierung einlegen.

Es wird über den Einspruch gemäß Artikel 120 bis 123 befunden.

§ 7. Vor der Entscheidung des beauftragten Beamten oder der Regierung kann der Antragsteller vorbehaltlich der Zustimmung der Regierung abgeänderte Pläne und einen entsprechenden Nachtrag zur Notiz über die vorherige Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt oder zur Umweltverträglichkeitsprüfung abgeben, außer wenn die Grundlagen der beabsichtigten Abänderungen in der Umweltverträglichkeitsprüfung liegen.

Gegebenenfalls werden die abgeänderten Pläne, der entsprechende Nachtrag zur Notiz über die vorherige Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt oder zur Umweltverträglichkeitsprüfung neuen Bekanntmachungsmaßnahmen durch Vermittlung der Gemeinde, dem Gutachten des Regionalausschusses und der in § 2 genannten Dienststellen und Ausschüsse sowie dem Gutachten des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums unterworfen. Diese Gutachten werden innerhalb der in § 2, Absätze 5 und 7, genannten Fristen übermittelt; mangels dessen werden sie als günstig gewertet.

In den im vorliegenden Paragraphen angeführten Fällen laufen die in den §§ 4 und 6 erwähnten Fristen erst ab dem Tag, an dem der Antragsteller die abgeänderten Pläne und den Nachtrag zur Notiz über die vorherige Bewertung oder zur Umweltverträglichkeitsprüfung gegen Abnahmebescheinigung abgegeben hat.»

**Art. 60** - Es wird ein Artikel 132*bis* mit folgendem Wortlaut in dasselbe Gesetzbuch eingefügt:

«Art. 132*bis* - Die in Anwendung von Abschnitt 2 des vorliegenden Kapitels bewilligten Abweichungen finden Anwendung auf die Handlungen bezüglich desselben Projekts, die jedoch anderen Gesetzgebungen unterliegen.

Die Weiterführung von Aktivitäten, die aufgrund einer vor dem Inkrafttreten eines Planes erteilten Genehmigung erlaubt sind, mit den Bestimmungen dieses Planes jedoch nicht übereinstimmen, wird bis zum Ende der Gültigkeitsdauer der Genehmigung zugelassen. Die Erneuerung dieser Erlaubnis kann von der zuständigen Behörde bewilligt werden, soweit dies mit der allgemeinen Zweckbestimmung des betroffenen Gebiets, dessen architektonischen Charakter und den städtebaulichen Optionen dieser Bestimmungen vereinbar ist.»

**Art. 61** - Artikel 133 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 abgeänderten Fassung, wird mit dem folgenden Absatz ergänzt:

«Sie legt das Untersuchungsverfahren für die Genehmigungen fest und bestimmt insbesondere, in welchen Fällen besondere Bekanntmachungsmaßnahmen zu beachten sind und Befragungen stattfinden müssen.»

**Art. 62** - In Artikel 135, Absatz 1, desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 abgeänderten Fassung, wird der Wortlaut "in Artikel 108, § 2, und 127" durch den Wortlaut "in Artikel 127" ersetzt.

**Art. 63** - Artikel 136 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 abgeänderten Fassung, wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 136 - Wenn die in den Artikeln 84, 89 oder 127 genannten Handlungen und Arbeiten oder die in denselben Artikeln erwähnte Genehmigung sich auf Immobiliengüter beziehen, die einem bedeutenden natürlichen Risiko oder einer bedeutenden geotechnischen Belastung ausgesetzt sind, wie z.B. Überschwemmungen, Felsrutschen, Karst, Bergwerkseinstürzen, seismischen Risiken oder einem bedeutenden Risiko im Sinne von Artikel 31, so kann die Durchführung dieser Handlungen oder Arbeiten entweder verboten oder besonderen Bedingungen zum Schutz der Personen, Güter und der Umwelt unterworfen werden.»

**Art. 64** - Artikel 139 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 abgeänderten Fassung, wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 139 - § 1. Wenn eine Städtebaugenehmigung nach einem von der Regierung festgelegten Datum erteilt worden ist, muss der Genehmigungsempfänger spätestens innerhalb sechs Monaten nach dem Ablauf der in Artikel 87, § 2, erwähnten Frist oder vor einer nach Ablauf dieser Frist vorgenommenen Abtretung im Sinne von Artikel 85 überprüfen lassen, ob das Gut in einem Zustand ist, der in Übereinstimmung mit der Genehmigung steht.

Bei einer Abtretung im Sinne von Artikel 85, die mehr als drei Jahre nach einer Überprüfung stattfindet, muss der Abtretende vor der Abtretungsakte die Übereinstimmung des Gutes mit der Genehmigung überprüfen lassen. Jedoch ist eine Überprüfung erforderlich vor jeder Abtretung, die nach einer provisorischen Überprüfung stattfindet.

§ 2. Die Überprüfung wird von einem zugelassenen Bescheinigungsaussteller vorgenommen, der von dem Genehmigungsempfänger oder dem Abtretenden gewählt wird.

Hat die Gemeinde am Ende der sechs Monate, die auf den Ablauf der in Artikel 87, § 2, erwähnten Frist folgen, weder die städtebauliche Konformitätsbescheinigung noch das Dokument mit der Ablehnung einer Konformitätsbescheinigung erhalten, so beauftragt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium oder der von diesem Kollegium bevollmächtigte Bedienstete von Amts wegen einen zugelassenen Bescheinigungsaussteller mit der Überprüfung.

Auf jeden Fall geht die Überprüfung zu Lasten des Genehmigungsempfängers oder des Abtretenden.

§ 3. Wenn der zugelassene Bescheinigungsaussteller feststellt, dass die Handlungen und Arbeiten gemäß der Genehmigung fertig gestellt worden sind, erteilt er eine städtebauliche Konformitätsbescheinigung.

Wenn die in Artikel 87, § 2, erwähnte Frist am Tag der Überprüfung nicht abgelaufen ist, und wenn die Handlungen und Arbeiten nicht fertig sind, die zu diesem Datum durchgeführten Arbeiten jedoch mit der Genehmigung übereinstimmen, so erteilt der Bescheinigungsaussteller eine vorläufige städtebauliche Konformitätsbescheinigung.

Wenn der zugelassene Bescheinigungsaussteller einen Verstoß feststellt, verweigert er die städtebauliche Konformitätsbescheinigung.

Jede städtebauliche Konformitätsbescheinigung oder Verweigerung einer städtebaulichen Konformitätsbescheinigung wird mit Gründen versehen.

Die städtebaulichen Konformitätsbescheinigungen oder Verweigerungen einer städtebaulichen Konformitätsbescheinigung werden am selben Tag der Gemeindeverwaltung, dem beauftragten Beamten und, je nach Fall, dem Genehmigungsempfänger oder dem Abtretenden per Einschreiben zugestellt oder gegen Abnahmebescheinigung abgegeben.

§ 4. Der zugelassene Bescheinigungsaussteller, der eine städtebauliche Konformitätsbescheinigung verweigert, beurteilt, ob es sich bei den von ihm festgestellten Verstößen gegen eine sachverständige Raumordnung um leichte Verstöße handelt, und begründet seine Beurteilung.

Wenn ein Verstoß nur durch eine Abweichung von einer Akte mit verordnendem Charakter reguliert werden kann, oder wenn die Abweichung nicht möglich ist, so kann der Verstoß angesichts einer sachverständigen Raumordnung nicht als leicht betrachtet werden.

§ 5. Der Genehmigungsempfänger oder der Abtretende, der die vom Bescheinigungsaussteller ausgestellte Verweigerung der städtebaulichen Konformitätsbescheinigung oder die Beurteilung der Verstöße als leicht angesichts einer sachverständigen Raumordnung bestritt, kann innerhalb von fünfzehn Tagen einen als Bescheinigungsaussteller zugelassenen regionalen Bediensteten darum bitten, eine neue Überprüfung vorzunehmen. Die Feststellungen des als Bescheinigungsaussteller zugelassenen regionalen Beamten ersetzen diejenigen des ersten zugelassenen Bescheinigungsausstellers.

§ 6. Wenn der zugelassene Bescheinigungsaussteller festgestellt hat, dass nur leichte Verstöße gegen eine sachverständige Raumordnung begangen wurden, und dass die Genehmigung, deren Bestimmungen missachtet wurden, in erster Instanz in den Zuständigkeitsbereich des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums fallen, so kann ein Antrag auf eine Regularisierungsgenehmigung gemäß Artikel 107, § 1, eingereicht werden.

In einem solchen Fall überprüfen die zuständigen Behörden, ohne die vorher erteilte, endgültig gewordene Genehmigung in Frage zu stellen, ob eine Regularisierung des Verstoßes angesichts einer sachverständigen Raumordnung denkbar ist.

In der Regularisierungsgenehmigung können Bedingungen auferlegt werden.

§ 7. Die abändernde Regularisierungsgenehmigung verhindert unbeschadet der Rechte von Drittpersonen jede Strafverfolgung wegen der Weiterführung von Handlungen und Arbeiten, die mit der abgeänderten Genehmigung nicht übereinstimmen, sowie jede städtebauliche Wiederherstellungsmaßnahme.

§ 8. Die Regierung kann vorsehen, dass der vorliegende Artikel keine Anwendung auf bestimmte Handlungen und Arbeiten findet.

Die Regierung bestimmt die Bedingungen und das Verfahren zur Gewährung und zum Entzug der Zulassung, die Bedingungen, unter denen die zugelassenen Bescheinigungsaussteller ihre Aufgabe erfüllen, insbesondere was die Tarife betrifft. Sie gewährt den Bescheinigungsausstellern die Zulassung.

Die Regierung bestimmt die Form der städtebaulichen Konformitätsbescheinigungen und der Unterlagen, die die Verweigerung der städtebaulichen Konformitätsbescheinigungen enthalten.»

**Art. 65** - In Artikel 150 desselben Gesetzbuches, in seiner durch die Dekrete vom 27. November 1997 und vom 1. April 1999 abgeänderten Fassung, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1. In Absatz 1 wird die Nr. 5° wie folgt ersetzt:

«5. unter welchen Bedingungen die Personen, die zur Erteilung der in Artikel 85, § 1, vorgesehenen Auskünfte verpflichtet sind, diese bei den betroffenen Verwaltungsbehörden erhalten können.»;

2. Die weiteren Bestimmungen des Artikels werden aufgehoben.

**Art. 66** - Es wird ein Artikel 150bis mit folgendem Wortlaut in dasselbe Gesetzbuch eingefügt:

«Art. 150bis - § 1. Die Gemeinden sind verpflichtet, jeglicher Person die Städtebaubescheinigung Nr. 1 auszustellen.

Die Städtebaubescheinigung Nr. 1 enthält die folgenden Informationen bezüglich der im Antrag bezeichneten Katasterparzellen oder Teile von Parzellen:

1° die Bestimmungen des Sektorenplans, einschließlich des Gebiets, der Trassen, der Umkreise, der Raumordnungsmaßnahmen und der zusätzlichen anwendbaren Vorschriften;

2° ob das Immobiliengut ganz oder teilweise aus Gründen der Standortplanung einer regionalen Städtebauordnung unterliegt;

3° der Zustand hinsichtlich des Entwurfs des Sektorenplans und des Entwicklungsplans des regionalen Raums;

4° der Zustand hinsichtlich eines kommunalen Raumordnungsplans bzw. -planentwurfs, eines kommunalen Strukturschemas bzw. -schemenentwurfs, einer kommunalen Städtebauordnung bzw. eines Entwurfs einer kommunalen Städtebauordnung oder hinsichtlich einer Parzellierungsgenehmigung;

5° ob das Gut dem Vorkaufsrecht unterworfen ist oder in einem Enteignungsplan enthalten ist und je nach Fall, die Bezeichnung der Berechtigten vom Vorkaufsrecht und der Enteignungsinstanz sowie das Datum des entsprechenden Erlasses der Regierung;

6° ob das Gut:

- sich in einem, in den Artikeln 168, § 4, 172 oder 173 genannten Umkreis befindet;
- in der in Artikel 193 erwähnten Schutzliste eintragen ist;
- laut Artikel 196 unter Schutz gestellt ist;
- in einem in Artikel 209 erwähnten Schutzgebiet liegt;
- sich in einer Stätte befindet, die in dem in Artikel 233 erwähnten Verzeichnis der archäologischen Stätten aufgeführt ist;

7° ob das Gut über eine Abwasserkläranlage und über einen Zugang zu einem Straßennetz verfügt, der unter Berücksichtigung der Ortslage mit ausreichender Wasser- und Stromversorgung, mit einer soliden Fahrbahndecke versehen ist und eine ausreichende Gesamtbreite hat.

Die Gemeinde und die Regierung können die Liste der in der Bescheinigung enthaltenen Informationen ergänzen.

§ 2. Die Gemeinden sind verpflichtet, die Städtebaubescheinigung Nr. 2 auszustellen.

Jeder Antrag auf eine Städtebaubescheinigung Nr. 2 setzt einen Antrag auf eine Städtebaubescheinigung Nr. 1 voraus. Neben den in der Städtebaubescheinigung Nr. 1 enthaltenen Informationen umfasst die Städtebaubescheinigung Nr. 2 eine Bewertung des vom Antragsteller entworfenen Projekts durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium und den beauftragten Beamten.

Die Bewertung betrifft das Prinzip und die Bedingungen für die Erteilung der Städtebau- oder Parzellierungsge-  
nehmigung, die zur Durchführung eines solchen Projekts zu beantragen wäre. Sie betrifft ebenfalls die städtebaulichen Auflagen.

Der Antrag auf die Bescheinigung Nr. 2 enthält die Darstellung des Projekts in graphischer oder schriftlicher Form sowie den eventuellen Antrag auf eine Anhörung durch die Gemeindeverwaltung und den beauftragten Beamten. In diesem Fall erhält der Betroffene innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Anfrage eine Vorladung. Im Laufe der Anhörung trifft er den Vertreter der Gemeindeverwaltung und den beauftragten Beamten und kann mit ihnen über sein Projekt debattieren und es ggf. schriftlich leicht abändern.

Die Bescheinigung Nr. 2 wird innerhalb von fünfundsiebzig Tagen nach dem Antrag ausgestellt.

Die Bewertung des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums und des beauftragten Beamten gilt zwei Jahre lang ab der Ausstellung der Städtebaubescheinigung Nr. 2 für die Elemente des Bescheinigungsantrags, die Gegenstand der Bescheinigung Nr. 2 gewesen sind, vorbehaltlich der Bewertung der Ein- und Auswirkungen des Projekts auf die Umwelt, der Ergebnisse der Untersuchungen und sonstiger Befragungen und der Beibehaltung der am Tag der Bescheinigung geltenden Normen.

§ 3. Die Bescheinigungsanträge werden der Gemeinde entweder mittels eines bei der Post aufgegebenen Einschreibens mit Empfangsbestätigung des Postamts zugestellt, oder im Rathaus gegen eine Abnahmebescheinigung abgegeben. Die Regierung kann die Form der Anträge und der Städtebaubescheinigungen bestimmen und das Verfahren festlegen.

Der Gemeinderat kann je betroffene Katasterparzelle eine Bearbeitungsgebühr auferlegen, wobei der Antrag auf eine Städtebaubescheinigung als Auslöser der Gebühr gilt.»

**Art. 67** - In Artikel 155 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 abgeänderten Fassung, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1. In § 6, Absatz 1, wird der Wortlaut "mittels der Zahlung einer durch ihn bestimmten Summe" und der Wortlaut "Diese Geldsumme beläuft sich auf das Doppelte der Bautensteuer, welche jedoch der Gemeinde weiterhin zusteht. Die Regierung bestimmt die zu zahlenden Summen pro Arbeits- oder Handlungskategorie, die nicht unter die Bautensteuer fallen" aufgehoben;

2. In § 6 wird der folgende Absatz zwischen Absatz 1 und Absatz 2 eingefügt:

«Der Vergleich erfolgt durch die Zahlung einer Geldsumme, deren Höhe wie folgt bestimmt wird:

1° wenn ein oder mehrere leichte Verstöße gegen eine sachverständige Raumordnung begangen wurden, für welche ein Verfahren zur Abänderung der Genehmigung in Anwendung von Artikel 139, § 6, eingeleitet wurde: ein Gesamtbetrag von 250 Euro.

2° in den sonstigen Fällen: ein Betrag, der nach den von der Regierung erlassenen Regeln bestimmt wird, ohne, dass dieser Betrag unter 250 Euro oder über 25.000 Euro liegen kann.»

**Art. 68** - Artikel 168 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 abgeänderten Fassung, wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 168 - § 1. Auf Vorschlag einer Gemeinde, einer Gemeindevereinigung, eines oder mehrerer Eigentümer oder auf Eigeninitiative erlässt die Regierung vorläufig, dass ein Standort, dessen Umkreis sie selbst bestimmt, stillgelegt ist und saniert bzw. renoviert werden muss. Der Erlass wird in das Hypothekenregister eingetragen.

§ 2. Wenn die durch den in § 4 erwähnten Erlassentwurf genannte Zweckbestimmung der Zweckbestimmung, die durch einen geltenden Raumordnungsplan vorgesehen ist, nicht entspricht, erlässt die Regierung gleichzeitig einen Vorentwurf zu einem revidierten Sektorenplan mit der besagten Zweckbestimmung und lässt eine Umweltverträglichkeitsprüfung gemäß Artikel 42 durchführen.

Die Bestimmungen zur Regelung der Erstellung und der Revision der Sektorenpläne finden Anwendung.

§ 3. Der in § 1 erwähnte Erlass und ggf. der Erlass zur vorläufigen Verabschiedung des Planentwurfs, dem die Umweltverträglichkeitsprüfung beigelegt wird, werden den betroffenen Eigentümern nach den jeweiligen Katastereintragen vorgelegt.

§ 4. Die Regierung bestimmt endgültig den Umkreis des stillgelegten Gewerbebetriebsgeländes und beschließt seine Sanierung oder Renovierung sowie seine Zweckbestimmung und ggf. die Revision des Sektorenplans.»

**Art. 69** - In demselben Gesetzbuch, in seiner durch die Dekrete vom 27. November 1997, 23. Juli 1998, 16. Dezember 1998, 1. April 1999 und 6. Mai 1999 abgeänderten Fassung, wird in den Artikeln 1, 4, 7, 12, 13, 16, 25, 48, 54, 72, 74, 76, 78, 84, 88, 107, 116, 117, 119, 120, 122, 129, 142, 143, 146, 149, 150, 154, 155, 157, 160, 167, 170, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 179, 182, 183 und 184 jede von einem Punkt gefolgte arabische Ziffer zur Bezeichnung der Absatz- oder Satzunterteilungen durch dieselbe arabische Ziffer ersetzt, gefolgt von dem Buchstaben "o", der über der Linie geschrieben wird.

KAPITEL II — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

**Art. 69bis** - Für die Anwendung von Artikel 110 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 und das Dekret vom 6. Mai 1999 abgeänderten Fassung, werden die Zwischenlagerungszentren für Baggerschlämme, die entlang den schiffbaren Wasserstraßen gelegen sind, die für den Güter- und Warenverkehr tatsächlich benutzt werden, Bauten und Ausrüstungen öffentlicher oder gemeinschaftlicher Dienststellen gleichgestellt, soweit die Anträge innerhalb von zwei Jahren nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets eingereicht werden.

**Art. 70** - Artikel 5 des Dekrets vom 27. Oktober 1988 über die Steinbrüche wird mit dem folgenden Absatz ergänzt: "unbeschadet dessen Artikel 110bis".

**Art. 71** - Artikel 24, § 2, Absatz 1, des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, in seiner durch das Dekret vom 11. März 1999 zur Einführung einer Umweltgenehmigung abgeänderten Fassung, wird folgendermaßen ergänzt:

«Auf diesen Gebieten können die sonstigen Abfallbewirtschaftungsaktivitäten zugelassen werden, sofern diese Aktivitäten mit der Bewirtschaftung eines technischen Vergrabungszentrums verbunden sind oder dessen Bewirtschaftung nicht beeinträchtigen.»

**Art. 72** - In Artikel 97 des Dekrets vom 11. März 1999 zur Einführung einer Umweltgenehmigung wird in Absatz 3 nach dem Strich 3 der Wortlaut "132bis" nach dem Wortlaut "132, Absatz 1," eingefügt.

**Art. 73** - Im Falle der Erstellung eines vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets durch den Gemeinderat vorläufig angenommenen kommunalen Strukturschemas wird das vor diesem Datum geltende Verfahren weitergeführt.

**Art. 74** - Im Falle der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets durch die Regierung auf Gutachten des Regionalausschusses vorläufig angenommenen Revision eines Sektorenplanes wird das vor diesem Datum geltende Verfahren weitergeführt.

**Art. 75** - Im Falle der Revision oder der Erstellung eines vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets durch den Gemeinderat oder durch die Regierung vorläufig angenommenen kommunalen Raumordnungsplanes wird das vor diesem Datum geltende Verfahren weitergeführt.

**Art. 76** - Eine Städtebau- oder Parzellierungsgenehmigung, deren Empfangsbescheinigung vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets ausgestellt worden ist, wird nach dem an diesem Datum geltenden Verfahren weiterhin untersucht.

**Art. 77** - Artikel 139 desselben Gesetzbuches, in seiner durch das Dekret vom 27. November 1997 abgeänderten Fassung, findet weiterhin Anwendung auf die Handlungen und Arbeiten, die durch eine nach einem von der Regierung festgelegten Datum erteilte Genehmigung erlaubt wurden.

Der durch Artikel 30 des vorliegenden Dekrets eingefügte Artikel 85, § 3, desselben, durch das Dekret vom 27. November 1997 abgeänderten Gesetzbuches, und der Artikel 64 des vorliegenden Dekrets treten an dem von der Regierung festgelegten Datum in Kraft.

**Art. 78** - Artikel 67 des vorliegenden Dekrets findet Anwendung auf die Verstöße, die ab dem von der Regierung festgelegten Datum begangen werden.

**Art. 79** - Die Regierung bestimmt das Datum des Inkrafttretens der Artikel 1, 3, 5, 6, 7, 8, 22, 23, 24, 25, 28, 29, 30, 32, 36, 58, 64 und 77.

**Art. 80** - Die Regierung wird zur Koordinierung des vorliegenden Dekrets mit dem Dekret vom 27. November 1997 oder dessen abändernden Bestimmungen berechtigt.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 18. Juli 2002

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,  
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie;  
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,  
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,  
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,  
J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,  
Th. DETIENNE

Die Ministerin der Beschäftigung und der Ausbildung,  
Frau M. ARENA

—  
Note

(1) *Sitzungsperiode 2001-2002*

Dokumente des Rates — 309 (2001-2002) Nr. 1 bis 179

*Ausführliches Sitzungsprotokoll* — Öffentliche Sitzung vom 11. Juli 2002. Diskussion. Abstimmung.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2002 — 3300

[C — 2002/27844]

**18 JULI 2002. — Decreet tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingsbepalingen*

**Artikel 1.** Artikel 3 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997, wordt aangevuld met volgend lid :

« De Regering wijst de gemachtigde ambtenaren aan die jaarlijks een verslag bij de Regering indienen over hun activiteiten, over de opvolging van de significante effecten die de tenuitvoerlegging van het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan en van de gewestplannen heeft op het milieu en over de eventueel te treffen correctiemaatregelen. Bedoelde verslagen worden neergelegd op het bureau van de Waalse Gewestraad en worden in een vorm gepubliceerd die voor het publiek toegankelijk is. »

**Art. 2.** In artikel 7 van hetzelfde wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht :

1. in § 1, eerste lid, worden de woorden « en na advies van de gewestelijke commissie » geschrapt;

2. in § 2, tweede lid, worden de woorden « en na advies van de gewestelijke commissie » geschrapt;

3. op het einde van § 3, achtste lid, dient volgende volzin te worden toegevoegd :

« Op verzoek van de gemeenteraad kan van de evenredigheidsregel worden afgeweken ten gunste van de oppositie. »;

4. in § 4, tweede lid, wordt het woord « tien » vervangen door het woord « zes »;

5. § 6 wordt aangevuld als volgt :

« Het voorstel van de gemeenteraad en de beslissing van de Regering eerbiedigen, in de keuze van de leden die de afdelingen samenstellen :

1° een evenwichtige geografische verspreiding;

2° een evenwicht in de verdediging van de sociale, economische, erfgoed- en milieubelangen van de gemeente. »;

6. het artikel wordt aangevuld als volgt :

« § 7. Naast de adviezen die hij op grond van dit wetboek dient uit te brengen, kan de Commissie op eigen initiatief adviezen uitbrengen over aangelegenheden die hij relevant acht. »

**Art. 3.** In artikel 11 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997, wordt volgende wijziging aangebracht : het woord « verkavelingsplannen » wordt tussen de woorden « van de plannen van aanleg » en de woorden « of stedenbouwkundige reglementen » ingevoegd.

**Art. 4.** In artikel 12 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997 en bij het decreet van 6 mei 1999, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1. onder 6° worden de woorden « van een persoon die bevoegd is voor het beheer van het betrokken grondgebied » vervangen door de woorden « of het behoud van de indienstneming van één of verschillende adviseurs ter zake van ruimtelijke ordening en milieuzaken. »;

2. er wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Op de wijze bepaald door de Regering kan de Regering adviseurs ter zake van ruimtelijke ordening en milieuzaken ter beschikking van de gemeenten stellen. »;

3. er wordt een derde lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Bij het vaststellen van de wijze waarop subsidies worden toegekend aan de gemeenten bedoeld in het eerste lid, 6°, en van de wijze waarop de adviseurs ter zake van ruimtelijke ordening en milieuzaken bedoeld in het tweede lid ter beschikking worden gesteld, begunstigt de Regering de gemeenten die de voorwaarden verenigen voor de toepassing van artikel 107, § 1, 3°, of die een aanvang maken met het proces dat ertoe leidt dat bedoelde voorwaarden verenigd worden. »;

4. het nummer 1° wordt vervangen door volgende tekst :

« 1° voor de uitwerking van de volledige herziening van een gemeentelijk plan van aanleg, een gemeentelijk structuurplan, een gemeentelijk stedenbouwkundig reglement of een gemeentelijk programma bedoeld in artikel 33; ».

**Art. 5.** Artikel 14 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997 en het decreet van 16 december 1998, wordt vervangen door volgende tekst :

« Art. 14. § 1. Het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan wordt op initiatief van de Regering vastgesteld.

De Regering maakt het voorontwerp van gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan op en laat een milieueffectenrapport opstellen waarvan hijzelf de omvang en de mate van nauwkeurigheid van de inhoud bepaalt welke betrekking heeft op :

1° een samenvatting van de inhoud, een omschrijving van de doelstellingen van het voorontwerp van gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan, evenals diens verband met andere relevante plannen en programma's;

2° de relevante aspecten van de milieutoestand, evenals diens vermoedelijke evolutie indien het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan niet ten uitvoer wordt gebracht;

3° de milieukenmerken van de gebieden die op een niet te verwaarlozen wijze getroffen zouden kunnen worden;

4° de milieuproblemen verbonden met het voorontwerp van gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan die betrekking hebben op de gebieden die van bijzonder belang zijn voor het milieu zoals de gebieden die aangewezen zijn overeenkomstig de Richtlijnen 79/409/EEG en 92/43/EEG;

5° de milieuproblemen die betrekking hebben op de gebieden waarin bedrijven zich zouden kunnen vestigen die een belangrijk risico inhouden voor de personen, de goeden of het milieu in de zin van de Richtlijn 96/82/EG of indien het voorontwerp van plan in de opnemingsvoorziet van gebieden die bestemd zijn als woongebieden, evenals van gebieden of infrastructures die door het publiek worden bezocht en zich in de nabijheid van zulke bedrijven bevinden;

6° de relevante doelstellingen ter zake van de milieubescherming en de wijze waarop zij in overweging worden genomen in het kader van de opstelling van het plan;

7° de vermoedelijke niet te verwaarlozen milieu-effecten, namelijk de secundaire, cumulatieve, synergetische effecten, de effecten op korte, middellange en lange termijn, de permanente en tijdelijke, zowel positieve als negatieve effecten, daarbij inbegrepen de biologische diversiteit, de bevolking, de menselijke gezondheid, de fauna, de flora, de bodem, het water, de lucht, de klimaatfactoren, de materiële goeden, het cultureel erfgoed daarbij inbegrepen het architectonisch en archeologisch erfgoed, de landschappen en de interacties tussen bedoelde factoren;

8° de impact op de land- en bosbouwbedrijvigheid;

9° de maatregelen die ten uitvoer gebracht dienen te worden om de negatieve effecten bedoeld onder 7° en 8° te voorkomen, te verminderen of op te heffen;

10° het voorstellen van mogelijke alternatieven en de verantwoording ervan;

11° een omschrijving van de gekozen evaluatiemethode en van de opgetreden problemen;

12° de maatregelen die in acht worden genomen om te zorgen voor de opvolging van de tenuitvoerlegging van het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan;

13° een niet-technische samenvatting van bovenbedoelde informatie.

De Regering legt het ontwerp van de inhoud van het milieueffectenrapport, evenals het voorontwerp van plan, ter advies voor aan de gewestelijke commissie, de « Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable », aan de personen en instanties die hij nuttig acht te raadplegen, evenals, indien in het voorontwerp van plan gebieden opgenomen zijn waarin bedrijven zich zouden kunnen vestigen die een belangrijk risico inhouden voor de personen, de goeden of het milieu in de zin van de Richtlijn 96/82/EG of indien hij in de opnemingsvoorziet van gebieden die bestemd zijn als woongebieden, evenals gebieden of infrastructures die door het publiek worden bezocht worden en die zich in de nabijheid van zulke bedrijven bevinden, aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu. De adviezen hebben betrekking op de omvang en de nauwkeurigheid van de verplichte inhoud van het rapport. De adviezen worden binnen een termijn van dertig dagen na het verzoek van de Regering overgemaakt. Bij ontstentenis worden de adviezen geacht gunstig te zijn.

De gewestelijke commissie wordt over de voorafgaande studies ingelicht en kan te allen tijde de voorstellen formuleren die hij nuttig acht.

§ 2. De Regering neemt het ontwerp-plan voorlopig aan, onderwerpt het, samen met het milieueffectenrapport, aan een terinzagelegging en legt het voor aan de personen en instanties waarvan hij het advies nuttig acht.

De terinzagelegging wordt aangekondigd door aanplakking in elke gemeente, door een bericht in ten minste drie dagbladen die in het hele Waalse Gewest worden verspreid, waarvan één in het Duits, door een bericht dat drie keer wordt uitgezonden door de R.T.B.F. en door het Belgische Radio- en Televisiecentrum voor uitzendingen in de Duitse taal.

Het ontwerp-plan en het milieueffectenrapport worden volgens de door de Regering bepaalde regels gedurende zestig dagen in elke gemeente voor een ieder ter inzage gelegd. De begin- en einddatum van bedoelde termijn worden in de aankondiging vermeld. De bezwaren en opmerkingen worden schriftelijk aan het college van burgemeester en schepenen gericht, vóór het einde van de terinzageleggingstermijn. Zij worden gevoegd bij het proces-verbaal ter afsluiting van de terinzagelegging dat door het college van burgemeester en schepenen wordt opgesteld binnen een termijn van acht dagen na afsluiting. Binnen een termijn van vijftien dagen na afsluiting van de terinzagelegging maakt het college van burgemeester en schepenen de bezwaren, de opmerkingen en het proces-verbaal ter afsluiting van de terinzagelegging aan de Regering aan.

Onmiddellijk na de aankondiging van de terinzagelegging belegt de Regering in de hoofdplaats van elk arrondissement en op de zetel van de Duitstalige Gemeenschap een vergadering waarop het ontwerp-plan voorgesteld wordt.

§ 3. Indien de inrichting van de ruimte die in het ontwerp van gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan wordt voorgesteld, een impact zou kunnen hebben op het milieu van een ander Gewest, van een andere lidstaat van de Europese Unie of van een andere staat die verdragsluitende partij is van het Verdrag van Espoo van 25 februari 1991 inzake milieueffectrapportage in grensoverschrijdend verband, wordt het ontwerp-plan samen met het milieueffectenrapport en de eventuele informatie over de grensoverschrijdende effecten overgemaakt aan de bevoegde autoriteiten van bedoeld ander Gewest, bedoelde andere lidstaat van de Europese Unie of bedoelde andere staat die verdragsluitende partij is van het Verdrag van Espoo.

De Regering bepaalt :

1° welke de instanties zijn die belast worden met het overmaken van de stukken aan de autoriteiten bedoeld in het eerste lid;

2° de wijze waarop de bevoegde autoriteiten van het Gewest of de staat die er de invloed van zouden kunnen ondergaan, aan de milieueffectenrapportage deel kunnen nemen;

3° de wijze waarop plan, milieuverklaring en uitgebrachte adviezen als bedoeld in § 4, tweede lid, van dit artikel medegedeeld worden aan de autoriteiten bedoeld in het eerste lid.

§ 4. De gemeenteraden alsmede de in § 2, eerste lid, bedoelde personen en instanties maken hun advies aan de Regering over binnen vijftien dagen na de einddatum van de terinzagelegging.

De gewestelijke commissie, de « Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable » en het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, indien bedoeld bestuur is geraadpleegd in toepassing van § 1, derde lid, maken binnen zestig dagen na het verzoek van de Regering hun advies over het gehele dossier over.

§ 5. De Regering neemt het plan definitief aan. Daarnaast legt de Regering een milieuverklaring af waarin samenvattend uiteengezet wordt hoe de milieuoverwegingen in het plan zijn opgenomen en hoe het milieueffectenrapport, de adviezen, de bezwaren en de opmerkingen uitgebracht in toepassing van de §§ 2, 3 en 4 van dit artikel in rekening zijn gebracht, evenals samenvattend melding wordt gemaakt van de redenen voor de keuze van het plan zoals aangenomen, rekening houdend met de andere in acht genomen redelijke oplossingen.

Het besluit van de Regering wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt, evenals de milieuverklaring.

Binnen tien dagen na bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* worden afschriften van het plan en van de milieuverklaring overgemaakt aan de gemeenten, aan de gewestelijke commissie en aan de « Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable » en, in voorkomend geval, aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu. »

**Art. 6.** Artikel 17 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997, wordt vervangen door volgende tekst :

« Art. 17. § 1. Het gemeentelijk structuurplan wordt op initiatief van de gemeenteraad vastgesteld na een analyse van de feitelijke en rechtstoestand, inzonderheid van de beschermingsomtrekken bedoeld bij dit wetboek of andere wetgevingen. De gemeenteraad kiest onder de overeenkomstig artikel 11 erkende personen de privaot- of publiekrechtelijke natuurlijke of rechtspersonen die het ontwerp-plan moeten opstellen.

De gemeenteraad stelt het voorontwerp van structuurplan op en laat een milieueffectenrapport opstellen waarvan hijzelf de omvang en de mate van nauwkeurigheid van de inhoud bepaalt welke betrekking heeft op :

1° een samenvatting van de inhoud, een omschrijving van de doelstellingen van het voorontwerp van gemeentelijk structuurplan, evenals diens verband met andere relevante plannen en programma's;

2° de relevante aspecten van de milieutoestand, evenals diens vermoedelijke evolutie indien het gemeentelijk structuurplan niet ten uitvoer wordt gebracht;

3° de milieukenmerken van de gebieden die op een niet te verwaarlozen wijze getroffen zouden kunnen worden;

4° de milieuproblemen verbonden met het voorontwerp van gemeentelijk structuurplan die betrekking hebben op de gebieden die van bijzonder belang zijn voor het milieu zoals de gebieden die aangewezen zijn overeenkomstig de Richtlijnen 79/409/EEG en 92/43/EEG;

5° de milieuproblemen die betrekking hebben op de gebieden waarin bedrijven zich zouden kunnen vestigen die een belangrijk risico inhouden voor de personen, de goeden of het milieu in de zin van de Richtlijn 96/82/EG of indien het voorontwerp van het plan in de opnemingsvoorziet van gebieden die bestemd zijn als woongebieden, evenals van gebieden of infrastructuren die door het publiek worden bezocht en zich in de nabijheid van zulke bedrijven bevinden;

6° de relevante doelstellingen ter zake van de milieubescherming en de wijze waarop zij in overweging worden genomen in het kader van de opstelling van het plan;

7° de vermoedelijke niet te verwaarlozen milieueffecten, namelijk de secundaire, cumulatieve, synergische effecten, de effecten op korte, middellange en lange termijn, de permanente en tijdelijke, zowel positieve als negatieve effecten, daarbij inbegrepen de biologische diversiteit, de bevolking, de menselijke gezondheid, de fauna, de flora, de bodem, het water, de lucht, de klimaatfactoren, de materiële goeden, het cultureel erfgoed daarbij inbegrepen het architectonisch en archeologisch erfgoed, de landschappen en de interacties tussen bedoelde factoren;

8° de impact op de land- en bosbouwbedrijvigheid;

9° de maatregelen die ten uitvoer gebracht dienen te worden om de negatieve effecten bedoeld onder 7° en 8° te voorkomen, te verminderen of op te heffen;

10° het voorstellen van mogelijke alternatieven en de verantwoording ervan;

11° een omschrijving van de gekozen evaluatiemethode en van de voorgekomen problemen;

12° de maatregelen die in acht worden genomen om te zorgen voor de opvolging van de tenuitvoerlegging van het gemeentelijk structuurplan;

13° een niet-technische samenvatting van bovenbedoelde informatie.

Het milieueffectenrapport kan meer bepaald gegronnd worden op de nuttige inlichtingen die verkregen zijn tijdens andere, eerder verwezenlijkte milieueffectenrapportages en, in het bijzonder, ter gelegenheid van de goedkeuring van een gewestplan of van een gemeentelijk plan van aanleg.

De gemeenteraad legt het ontwerp van de inhoud van het milieueffectenrapport, evenals het voorontwerp van het plan, ter advies voor aan de gemeentelijke commissie of, bij ontstentenis, aan de gewestelijke commissie, de « Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable », aan de personen en instanties die hij nuttig acht te raadplegen, evenals, indien in het voorontwerp van plan gebieden opgenomen zijn waarin bedrijven zich zouden kunnen vestigen die een belangrijk risico inhouden voor de personen, de goeden of het milieu in de zin van de Richtlijn 96/82/EG of indien hij in de opnemingsvoorziet van gebieden die bestemd zijn als woongebieden, evenals gebieden of infrastructuren die door het publiek bezocht worden en die zich in de nabijheid van zulke bedrijven bevinden, aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

De adviezen hebben betrekking op de omvang en de nauwkeurigheid van de verplichte inhoud van het rapport. De adviezen worden binnen een termijn van dertig dagen na het verzoek van de gemeenteraad overgemaakt. Bij ontstentenis worden de adviezen geacht gunstig te zijn.

De gemeentelijke commissie wordt ingelicht over voorafgaande studies en kan voorstellen doen telkens als ze het nodig acht.

De gemeenteraad neemt het ontwerp-plan voorlopig aan.

§ 2. Het college van burgemeester en schepenen onderwerpt het ontwerp-plan en het milieueffectenrapport gedurende vijftien dagen aan een openbaar onderzoek. Het openbaar onderzoek wordt aangekondigd zowel door aanplakking als door een bericht op de pagina's voor plaatselijk nieuws van drie Frans- of Duitstalige dagbladen, al naar gelang het geval. Het bericht kan ook bekendgemaakt worden in gemeentelijke informatiebladen of in reclamekranten die gratis aan de bevolking worden uitgedeeld.

Het college organiseert in het kader van het openbaar onderzoek één of meer informatievergaderingen waarvan de plaats, de dag en het tijdstip in de aankondiging worden vermeld.

Tegelijkertijd legt het college van burgemeester en schepenen het ontwerp-plan en het milieueffectenrapport ter advies voor aan de gemachtigde ambtenaar. Het advies wordt overgemaakt binnen dertig dagen na het verzoek van het college van burgemeester en schepenen; bij ontstentenis, wordt het geacht gunstig te zijn.

§ 3. Indien de inrichting van de ruimte die in het ontwerp van gemeentelijk structuurplan wordt voorgesteld, een significante impact zou kunnen hebben op het milieu van een ander Gewest, van een andere lidstaat van de Europese Unie of van een andere staat die verdragsluitende partij is van het Verdrag van Espoo van 25 februari 1991 inzake milieueffectrapportage in grensoverschrijdend verband, wordt het ontwerp-plan samen met het milieueffectenrapport en de eventuele informatie over de grensoverschrijdende effecten overgemaakt aan de bevoegde autoriteiten van bedoeld ander Gewest, bedoelde andere lidstaat van de Europese Unie of bedoelde andere staat die verdragsluitende partij is van het Verdrag van Espoo.

De Regering bepaalt :

1° welke de instanties zijn die belast worden met het overmaken van de stukken aan de autoriteiten bedoeld in het eerste lid;

2° de wijze waarop de bevoegde autoriteiten van het Gewest of de staat die er de invloed van zouden kunnen ondergaan, aan de milieueffectenrapportage deel kunnen nemen;

3° de wijze waarop plan, milieuverklaring en uitgebrachte adviezen als bedoeld in § 1, vierde lid, van dit artikel medegedeeld worden aan de autoriteiten bedoeld in het eerste lid.

§ 4. Het ontwerp-plan en het milieueffectenrapport worden vervolgens ter advies voorgelegd aan de gemeentelijke commissie of, bij ontstentenis, aan de gewestelijke commissie en aan de « Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable », evenals aan de andere personen en instanties en aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu indien zij zijn geraadpleegd in toepassing van § 1, vierde lid. Daarnaast worden de bezwaren en opmerkingen overgemaakt aan de gemeentelijke commissie. Het advies wordt binnen zestig dagen na verzoek van het college van burgemeester en schepenen overgemaakt; bij ontstentenis wordt het advies geacht gunstig te zijn.

§ 5. De gemeenteraad neemt het plan definitief aan, samen met een milieuverklaring waarin samenvattend uiteengezet wordt hoe de milieuoverwegingen in het plan zijn opgenomen en hoe het milieueffectenrapport, de adviezen, de bezwaren en de opmerkingen uitgebracht in toepassing van de §§ 2, 3 en 4 van dit artikel in overweging zijn genomen, evenals samenvattend melding wordt gemaakt van de redenen voor de keuze van het plan zoals aangenomen, rekening houdend met de andere in acht genomen redelijke oplossingen. Daarvan wordt samen met het dossier een afschrift aan de Regering gericht.

Laatstgenoemde kan de beslissing van de gemeenteraad vernietigen bij gemotiveerd besluit dat binnen een termijn zestig dagen na ontvangst van het volledige dossier toegezonden dient te worden.

Het plan, evenals de milieuverklaring of, in voorkomend geval, de beslissing van de gemeenteraad evenals het advies bedoeld in artikel 18, tweede lid, liggen voor een ieder ter inzage op het gemeentehuis. Het publiek wordt hierover ingelicht op de wijze bepaald bij artikel 112 van de nieuwe gemeentewet.

Het plan en de milieuverklaring worden aan de gemeentelijke commissie of, bij ontstentenis, aan de gewestelijke commissie, de « Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable » en, in voorkomend geval, aan de personen en instanties en aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu overgemaakt. »

**Art. 7.** Artikel 18 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997, wordt aangevuld met volgende leden :

« Indien evenwel blijkt dat de wijzigingen die zijn aangebracht in het kader van de herziening van gering belang zijn rekening houdend met de kenmerken van de ontwerpen of de activiteiten waarvan de herziening het kader vormt en rekening houdend met de effecten en de gebieden die getroffen zouden kunnen worden, kan de gemeenteraad, na advies van de gemeentelijke commissie of, bij ontstentenis, van de gewestelijke commissie en van de « Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable » beslissen dat de herziening van het gemeentelijk structuurplan niet aanleiding moet geven tot het opstellen van het milieueffectenrapport bedoeld in artikel 17, § 1. Het advies wordt binnen een termijn van dertig dagen na verzoek van de gemeenteraad overgemaakt. Bij ontstentenis wordt het advies geacht gunstig te zijn.

De wijzigingen die betrekking hebben op een gebied dat aangewezen is overeenkomstig de Richtlijnen 79/409/EEG en 92/43/EEG of die de verwezenlijking van een aan een milieueffectenstudie onderworpen ontwerp beogen mogelijk te maken of nog die betrekking hebben op gebieden waarin bedrijven zich zouden kunnen vestigen die een belangrijk risico inhouden voor de personen, de goeden of het milieu in de zin van de Richtlijn 96/82/EG of die in de opnemingsvoorzien van gebieden die bestemd zijn als woongebieden, evenals van gebieden of infrastructuren die door het publiek worden bezocht en zich in de nabijheid van zulke bedrijven bevinden, zijn geen wijzigingen van gering belang.

In dat geval worden de beslissing bedoeld in het eerste lid en diens motivering in de milieuverklaring bedoeld in artikel 17, § 5, opgenomen. »

**Art. 8.** Er wordt een artikel 18bis, luidend als volgt, in hetzelfde wetboek ingevoegd :

« Art. 18bis. Het college van burgemeester en schepenen dient periodiek een verslag over de opvolging van de significante effecten die de tenuitvoerlegging van het gemeentelijk structuurplan heeft op het milieu en over de eventueel te treffen correctie maatregelen bij de gemeenteraad in. Het publiek wordt hierover ingelicht op de wijze bepaald bij artikel 112 van de gemeentewet. »

**Art. 9.** Artikel 23 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997, wordt vervangen door volgende tekst :

« Art. 23. Het gewestplan bevat :

1° de verschillende bestemmingen van het grondgebied;

2° het bestaande en het geplande tracé van het net van de voornaamste verbindings- en verkeerswegen voor het vervoer van vloe- en brandstoffen.

Het plan kan eveneens volgende gegevens bevatten :

1° de oppervlakten die een bijzondere bescherming vereisen om de redenen die aangevoerd zijn in artikel 40;

2° bijkomende voorschriften van stedenbouwkundige of planologische aard;

3° andere maatregelen ter inrichting van de ruimte.

De Regering kan de grafische opstelling van het gewestplan bepalen. »

**Art. 10.** Het opschrift van afdeling 3 van hoofdstuk II, titel III, boek I, van het wetboek wordt vervangen door volgende tekst :

« Afdeling 3. — Bestemming en algemene voorschriften van de gebieden, tracés van netten van hoofdinfrastructuren ».

**Art. 11.** In artikel 26 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1. in het tweede lid wordt het woord « economische » vervangen door de woorden « ambachtelijke, dienstverlenende, verdelings-, onderzoeks- en klein industriële »;



2. in het tweede lid worden de woorden « of recreatieve » ingevoegd tussen de woorden « toeristische » en « accommodatie ».

**Art. 12.** In artikel 27 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1. in het tweede lid wordt het woord « economische » vervangen door de woorden « ambachtelijke, dienstverlenende, verdelings-, onderzoeks- en klein industriële »;

2. in het tweede lid worden de woorden « of recreatieve » ingevoegd tussen de woorden « toeristische » en « accommodatie ».

**Art. 13.** Artikel 28 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997, wordt vervangen door volgende tekst :

« Art. 28. § 1. Onverminderd hun vestiging in een woongebied of in een woongebied met een landelijk karakter zijn de gebieden voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen bestemd voor activiteiten van openbaar of algemeen nut.

In deze gebieden mogen enkel gebouwen of inrichtingen opgericht worden die in sociale behoeften voorzien via een publiek- of privaatrechtelijk persoon aan wie de overheid het beheer van een openbare dienst heeft toevertrouwd. Gebouwen of inrichtingen die het algemeen nut bevorderen, zijn er eveneens toegelaten.

§ 2. Het gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen met de overdruk « C.E.T. » is hoofdzakelijk bestemd voor de vestiging en de exploitatie van een centrum voor technische ingraving bedoeld in de wetgeving op de afvalstoffen, en voor installaties voor de afvalverzameling die aan bedoelde exploitatie voorafgaat. Daarnaast kan bedoeld gebied bestemd worden voor andere afvalbeheersactiviteiten voor zover bedoelde activiteiten verbonden zijn met de exploitatie van het toegelaten centrum voor technische ingraving of de exploitatie ervan niet in het gedrang brengen.

Bij het beëindigen van de exploitatie wordt bedoeld gebied een groengebied en wordt de sanering ervan geheel of gedeeltelijk vastgesteld bij de vergunning die is afgegeven voor de exploitatie van bedoelde installatie.

In de gebieden of delen van gebieden met de overdruk « C.E.T. » die nog niet in bedrijf zijn genomen, kunnen andere handelingen en werken voor een beperkte duur worden toegelaten voor zover de toekomstige exploitatie van het centrum voor technische ingraving daarmee niet in het gedrang wordt gebracht.

Het gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen met de overdruk « C.E.T.D. » wordt uitsluitend bestemd voor het behoud van een aan diens bestemming onttrokken centrum voor technische ingraving bedoeld bij de wetgeving op de afvalstoffen, waarin beperkingen opgelegd kunnen worden aan de handelingen en werken met als doel het garanderen van de instandhouding en de bewaking van de bouwwerken en de werken die zijn verwezenlijkt voor de herstelling van vervuilde sites in hun oorspronkelijke staat.

Voor de exploitatie en de instandhouding van voormelde gebieden kunnen kantoor- of bewakingsgebouwen toegelaten worden.

De gebieden bedoeld in deze paragraaf worden omringd door een afzonderingsoppervlakte of -marge. »

**Art. 14.** Artikel 30 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997, wordt vervangen door volgende tekst :

« Art. 30. Bedoelde gebieden zijn bestemd voor ambachten, diensten, distributie, onderzoek of kleine industrie. Ze kunnen d.m.v. de nodige voorzieningen of oppervlakten geïsoleerd worden.

De gebieden voor bedrijfsruimten met een industrieel karakter zijn bestemd voor activiteiten van industriële aard of voor stockerings- of distributie-activiteiten, met uitsluiting van de kleinhandel. Zij bevatten een afzonderingsoppervlakte of -marge. De daarbij horende dienstenbedrijven zijn er toegelaten.

Bij wijze van uitzondering kunnen worden toegelaten :

1° in de gebieden voor bedrijfsruimten met een industrieel karakter, de opslagplaatsen voor inerte afvalstoffen;

2° in de gebieden voor bedrijfsruimten met een industrieel karakter die zich langs de bevaarbare waterlopen bevinden, de opslagplaatsen voor uitgebaggerde aarde.

De exploitant of het bewakingspersoneel mogen in bedrijfsruimten gehuisvest worden wanneer de veiligheid of de goede werking van het bedrijf het vereist. De woning maakt noodzakelijk deel uit van de exploitatie. »

**Art. 15.** Artikel 31 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997, wordt vervangen door volgende tekst :

« Art. 31. § 1. De gebieden met de overdruk « A.E. » zijn uitsluitend bestemd voor agro-economische buurtactiviteiten, alsook voor houtverwerkingsbedrijven.

De gebieden met de overdruk « G.D. » zijn uitsluitend bestemd voor groothandelsdistributie.

De daarbij horende dienstenbedrijven zijn er toegelaten. Bedoelde gebieden bevatten een afzonderingsoppervlakte of -marge.

§ 2. De gebieden met de overdruk « R.M. » zijn uitsluitend bestemd voor bedrijven die schadelijk kunnen zijn voor mens, goeden of milieu.

Bedoelde gebieden moeten geïsoleerd worden d.m.v. een afzonderingsoppervlakte of -marge.

§ 3. De exploitant of het bewakingspersoneel mogen in specifieke bedrijfsruimten gehuisvest worden wanneer de veiligheid of de goede werking van het bedrijf het vereist. De woning maakt noodzakelijk deel uit van de exploitatie. »

**Art. 16.** Artikel 32 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997, wordt vervangen door volgende tekst :

« Art. 32. De ontginningsgebieden zijn bestemd voor de exploitatie van groeven en hun aanhorigheden, evenals voor het opslaan van resten van de ontginningsactiviteit, mits bescherming en zuinig beheer van de bodem en de ondergrond.

In de ontginningsgebieden of delen van de ontginningsgebieden die nog niet in bedrijf zijn genomen zijn, kunnen andere handelingen en werken tijdelijk toegelaten worden voor zover de toekomstige exploitatie van de afzettingen daarmee niet in gevaar wordt gebracht.

Bij het beëindigen van de exploitatie wordt het gebied een groengebied en de gehele of gedeeltelijke herinrichting ervan is vastgelegd in de ontginningsvergunning.

De exploitant of het bewakingspersoneel mogen in specifieke bedrijfsruimten gehuisvest worden wanneer de veiligheid of de goede werking van het bedrijf het vereist. De woning maakt noodzakelijk deel uit van de exploitatie. »

**Art. 17.** Artikel 33 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997, wordt vervangen door volgende tekst :

« Art. 33. § 1. Bedoelde gebieden kunnen elke bestemming krijgen bedoeld in artikel 25, tweede lid.

§ 2. De inrichting van bedoelde gebieden is onderworpen aan

1° de goedkeuring door de Regering van het gemeentelijk programma waarin de volgorde van de prioriteiten voor de inrichting van bedoelde gebieden op het grondgebied van de gemeente wordt vastgelegd;

2° het bestaan van een gemeentelijk plan van aanleg dat betrekking heeft op het gehele gebied.

Bij ontstentenis kan het gebied waarvan de bestemming nog niet vaststaat, niet worden ingericht.

§ 3. In het programma bedoeld in § 2, 1°, zijn inbegrepen :

1° de analyse van de feitelijke en de rechtstoestand, daarbij inbegrepen de bepaling van de gebieden of delen van gebieden waarvan de bestemming nog niet vaststaat die ingericht worden in de zin van artikel 12*bis* van het decreet van 27 november 1997;

2° een verslag over de voornaamste tendenzen inzake de ontwikkeling van het gemeentelijk grondgebied, over de op te lossen problemen en de dwingende voorwaarden en de mogelijkheden meer bepaald wat de huidige of vooropgestelde toegankelijkheid van bedoelde gebieden betreft en hun huidige of vooropgestelde uitrusting wat betreft de riolering;

3° de programmatie voor de inrichting van de gebieden waarvan de bestemming nog niet vaststaat, daarbij inbegrepen de volgorde van de prioriteiten voor bedoelde inrichting, gegrond op de doelstellingen inzake ruimtelijke ordening, waarbij meer bepaald rekening wordt gehouden met de opties van het gewestelijk ruimtelijk structuurplan en het gemeentelijk structuurplan indien laatstgenoemde bestaat en waarbij bedoelde programmatie kan voorzien in de gelijktijdige inrichting van bepaalde gebieden waarvan de bestemming nog niet vaststaat;

4° de algemene bestemmingen van de gebieden waarvan de bestemming nog niet vaststaat.

§ 4. De bepalingen waarbij de opstelling en de herziening van het gemeentelijk structuurplan geregeld worden, zijn van toepassing op de uitwerking en de goedkeuring van het programma bedoeld in de vorige paragraaf, met uitzondering van artikel 17, § 5, tweede lid.

De Regering keurt het programma goed of weigert het bij gemotiveerd besluit dat binnen zestig dagen na ontvangst van het dossier toegezonden wordt. Indien het besluit van de Regering niet bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs naar het college van burgemeester en schepenen verstuurd wordt, kan bedoeld college bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs een herinneringsschrijven aan de Regering richten.

Indien het college van burgemeester en schepenen bij afloop van een nieuwe termijn van dertig dagen die ingaat op de datum waarop het aangetekend herinneringsschrijven bij de post is afgegeven, het besluit van de Regering niet gekregen heeft, wordt het programma geacht goedgekeurd te zijn.

§ 5. Het programma heeft bindende en regelgevende kracht.

§ 6. De Regering kan de modaliteiten bepalen voor de toepassing van de inrichting van het gebied waarvan de bestemming nog niet vaststaat. »

**Art. 18.** Artikel 34 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997, wordt vervangen door volgende tekst :

« Art. 34. De gebieden met een industrieel karakter, waarvan de bestemming nog niet vaststaat, zijn bestemd voor de activiteiten bedoeld in artikel 30, tweede lid, of in artikel 31.

Bedoeld gebied bevat een afzonderingsoppervlakte of -marge.

De exploitant of het bewakingspersoneel mogen er gehuisvest worden wanneer de veiligheid of de goede werking van het bedrijf het vereist. De woning maakt noodzakelijk deel uit van de exploitatie.

De inrichting van een gebied met een industrieel karakter waarvan de bestemming nog niet vaststaat, is onderworpen aan een gemeentelijk plan van aanleg voor het hele gebied.

Bij ontstentenis kan het gebied met een industrieel karakter waarvan de bestemming nog niet vaststaat, niet worden ingericht. »

**Art. 19.** In hetzelfde wetboek wordt een artikel 39*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 39*bis*. Net van de voornaamste verbinding- en verkeerswegen voor het vervoer van vloe- en brandstoffen.

De hoofdinfrastructuren waarvan het bestaande en vooropgestelde tracé in het gewestplan is opgenomen, zijn de autosnelwegen, de gewestelijke verbindingswegen, de spoorlijnen, de vliegvelden, de bevaarbare waterwegen, de boven- of ondergrondse hoogspanningslijnen, de leidingen met minstens een gewestelijk belang. De Regering kan de gewestelijke verbindingswegen, de boven- of ondergrondse hoogspanningslijnen en de leidingen met minstens een gewestelijk belang bepalen. »

**Art. 20.** Artikel 40 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997, wordt vervangen door volgende tekst :

« Art. 40. Het plan kan in overdruk gebieden bevatten waarvan de oppervlakte door de Regering wordt bepaald, met name :

1° de oppervlakten met een bemerkenswaardig uitzicht;

2° de ecologische overgangsgebieden;

3° de oppervlakten met een landschappelijke waarde;

4° de oppervlakten met een culturele, historische of esthetische waarde;

5° de oppervlakten met een natuurgevaar of een belangrijke geotechnische druk zoals overstromingen, afschuiving van een rotswand, aardverschuiving, karstverzakking, mijnverzakking, aardbevingsgevaar of belangrijk risico in de zin van artikel 31;

- 6° de oppervlakte voor reservatie;
- 7° de gebieden voor ontginningsuitbreidingen. »

**Art. 21.** Artikel 41 van hetzelfde wetboek wordt aangevuld met volgend lid :

« De bijkomende voorschriften kunnen meer bepaald betrekking hebben op :

- 1° een nadere bepaling van de bestemmingen van de gebieden;
- 2° de fasering van hun ingebruikname;
- 3° de omkeerbaarheid van de bestemmingen;
- 4° de dichtheid van de bebouwingen of van de woningen;
- 5° de verplichting om een gemeentelijk plan van aanleg op te stellen vóór inrichting ervan;
- 6° de verplichting om een gemeentelijk stedenbouwkundig reglement uit te werken vóór inrichting ervan. »

**Art. 22.** Artikel 42 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997, wordt vervangen door volgende tekst :

« Art. 42. De Regering beslist over de opstelling van het gewestplan en keurt het voorontwerp ervan goed, dat vastgesteld is op grond van een analyse van de feitelijke en de rechtstoestand meer bepaald van de oppervlakten bedoeld in dit wetboek of andere wetgevingen.

De Regering laat een milieueffectenstudie opstellen waarvan hijzelf de omvang en de mate van nauwkeurigheid van de inhoud bepaalt welke betrekking heeft op :

- 1° een samenvatting van de inhoud, een omschrijving van de doelstellingen van het voorontwerp van plan, evenals diens verband met andere relevante plannen of programma's;
- 2° de verantwoording van het voorontwerp van plan tegenover artikel 1, § 1;
- 3° de menselijke en milieukeukenmerken van het betrokken grondgebied en van diens mogelijkheden, evenals de vermoedelijke ontwikkeling van de milieutoestand indien het plan niet ten uitvoer wordt gebracht;
- 4° de milieukeukenmerken van de gebieden die op een niet te verwaarlozen wijze getroffen zouden kunnen worden;
- 5° de milieuproblemen verbonden met het voorontwerp van gewestplan die betrekking hebben op de gebieden die van bijzonder belang zijn voor het milieu zoals de gebieden die aangewezen zijn overeenkomstig de Richtlijnen 79/409/EEG en 92/43/EEG;
- 6° de milieuproblemen die betrekking hebben op de gebieden waarin bedrijven zich zouden kunnen vestigen die een belangrijk risico inhouden voor de personen, de goeden of het milieu in de zin van de Richtlijn 96/82/EG of indien het voorontwerp van het plan in de opnemingsvoorziet van gebieden die bestemd zijn als woongebieden, evenals van gebieden of infrastructuren die door het publiek worden bezocht en zich in de nabijheid van zulke bedrijven bevinden;
- 7° de relevante doelstellingen ter zake van de milieubescherming en de wijze waarop zij in overweging worden genomen in het kader van de opstelling van het plan;
- 8° de vermoedelijke niet te verwaarlozen milieueffecten, namelijk de secundaire, cumulatieve, synergische effecten, de effecten op korte, middellange en lange termijn, de permanente en tijdelijke, zowel positieve als negatieve effecten, daarbij inbegrepen de biologische diversiteit, de bevolking, de menselijke gezondheid, de fauna, de flora, de bodem, het water, de lucht, de klimaatfactoren, de materiële goeden, het cultureel erfgoed daarbij inbegrepen het architectonisch en archeologisch erfgoed, de landschappen en de interacties tussen bedoelde factoren;
- 9° de impact op de land- en bosbouwbedrijvigheid;
- 10° de maatregelen die ten uitvoer gebracht dienen te worden om de negatieve effecten bedoeld onder 8° en 9° te voorkomen, te verminderen of op te heffen;
- 11° het voorstellen van mogelijke alternatieven en de verantwoording ervan naar gelang van de punten 1° tot en met 10°;
- 12° een omschrijving van de gekozen evaluatiemethode en van de voorgekomen problemen;
- 13° de maatregelen die in acht worden genomen om te zorgen voor de opvolging van de tenuitvoerlegging van het gewestplan;
- 14° een niet-technische samenvatting van bovenbedoelde informatie.

De milieueffectenstudie kan meer bepaald gegrond worden op de nuttige inlichtingen die verkregen zijn tijdens andere, eerder verwezenlijkte milieueffectenrapportages en, in het bijzonder, ter gelegenheid van de goedkeuring van het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan, van een gemeentelijk structuurplan of van een gemeentelijk plan van aanleg.

De Regering legt het ontwerp van de inhoud van de milieueffectenstudie, evenals het voorontwerp van het plan, ter advies voor aan de gewestelijke commissie en aan de « Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable », aan de personen en instanties die hij nuttig acht te raadplegen, evenals, indien in het voorontwerp van plan gebieden vermeld zijn waarin bedrijven zich zouden kunnen vestigen die een belangrijk risico inhouden voor de personen, de goeden of het milieu in de zin van de Richtlijn 96/82/EG of indien hij in de opnemingsvoorziet van gebieden die bestemd zijn als woongebieden, evenals gebieden of infrastructuren die door het publiek bezocht worden en die zich in de nabijheid van zulke bedrijven bevinden, aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu. De adviezen hebben betrekking op de omvang en de nauwkeurigheid van de verplichte inhoud van het verslag. De adviezen worden binnen een termijn van dertig dagen na het verzoek van de Regering overgemaakt. Bij ontstentenis worden de adviezen geacht gunstig te zijn.

Onder de personen die erkend zijn krachtens dit wetboek en krachtens de wetgeving betreffende de milieueffectenrapportage wijst de Regering de publiek- of privaatrechtelijke natuurlijke of rechtspersoon aan die er mee belast wordt bedoelde studie te verwezenlijken.

De Regering licht de gewestelijke commissie geregeld in over de ontwikkeling van de voorafgaande studies en deelt de resultaten aan laatstgenoemde mede. De gewestelijke commissie kan te allen tijde de opmerkingen of voorstellen die hij nuttig acht, voorleggen. »

**Art. 23.** In artikel 43 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997 en bij het decreet van 6 mei 1999, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1. Er wordt een § 2bis ingevoegd luidend als volgt :

« § 2bis. Indien de inrichting van de ruimte die in het ontwerp-plan wordt voorgesteld, een significante impact zou kunnen hebben op het milieu van een ander Gewest, van een andere lidstaat van de Europese Unie of van een andere staat die verdragsluitende partij is van het Verdrag van Espoo van 25 februari 1991 inzake milieueffectrapportage in grensoverschrijdend verband, wordt het ontwerp-plan samen met de milieueffectenstudie en de eventuele informatie over de grensoverschrijdende effecten overgemaakt aan de bevoegde autoriteiten van bedoeld ander Gewest, bedoelde andere lidstaat van de Europese Unie of bedoelde andere staat die verdragsluitende partij is van het Verdrag van Espoo.

De Regering bepaalt :

1° welke de instanties zijn die belast worden met het overmaken van de stukken aan de autoriteiten bedoeld in het eerste lid;

2° de wijze waarop de bevoegde autoriteiten van het Gewest of de staat die er de invloed van zouden kunnen ondergaan, aan de milieueffectenrapportage deel kunnen nemen;

3° de wijze waarop plan, milieuverklaring en uitgebrachte adviezen als bedoeld in de §§ 3 en 4 van dit artikel medegedeeld worden aan de autoriteiten bedoeld onder het eerste lid. »;

2. § 4, eerste lid, wordt vervangen door volgende tekst :

« § 4. Binnen de zestig dagen na afsluiting van het openbaar onderzoek legt de Regering het dossier met het ontwerp-plan, samen met de milieueffectenstudie en de bezwaren, opmerkingen, notulen en adviezen ter advies voor aan de gewestelijke commissie, aan de « Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable », aan de personen en instanties die hij nuttig acht te raadplegen, evenals aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu indien bedoeld bestuur is geraadpleegd in toepassing van artikel 42, derde lid. »;

3. § 4, tweede lid, wordt vervangen door volgende tekst :

« De adviezen worden binnen de zestig dagen na het verzoek van de Regering overgemaakt. De Regering kan bedoelde termijn verlengen met een maximale duur van zestig dagen. Bij gebreke van een advies binnen bedoelde termijn worden ze geacht gunstig te zijn. »

**Art. 24.** Artikel 44 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997, wordt vervangen door volgende tekst :

« Art. 44. De Regering stelt het plan definitief vast binnen twaalf maanden na de goedkeuring van het ontwerp-plan.

Indien de Regering afwijkt van het advies van de gewestelijke commissie, moet zijn beslissing met redenen omkleed zijn. Daarnaast legt de Regering een milieuverklaring af waarin de wijze samengevat wordt waarop de milieuoverwegingen in het plan zijn opgenomen en waarop het milieueffectenrapport, de adviezen, de bezwaren en de opmerkingen die zijn uitgebracht in toepassing van de §§ 2, 2bis, 3 en 4 van artikel 43 in overweging zijn genomen, evenals de redenen voor de keuze van het plan zoals aangenomen, rekening houdend met de andere redelijke oplossingen die in overweging zijn genomen.

Het besluit van de Regering wordt samen met het advies van de gewestelijke commissie en de milieuverklaring in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Binnen tien dagen na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, worden afschriften van het plan en van de milieuverklaring aan de betrokken gemeenten overgemaakt, waarna elke gemeente de bevolking door aanplakking mededeelt dat het plan en de milieuverklaring ter inzage liggen in het gemeentehuis.

Het plan en de milieuverklaring worden overgemaakt aan de gewestelijke commissie en aan de « Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable » en, in voorkomend geval, aan de andere personen en instanties en aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu. »

**Art. 25.** Artikel 46 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997, het decreet van 16 december 1998 en het decreet van 6 mei 1999, wordt vervangen door volgende tekst :

« Art. 46. § 1. De bepalingen waarbij de vaststelling van het gewestplan wordt geregeld, gelden ook voor de herziening ervan.

Daarnaast gelden volgende voorschriften :

1° de op te nemen bebouwingsgebieden moeten aan een bestaand bebouwingsgebied grenzen : van dit voorschrift kan worden afgeweken voor een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen, voor een recreatiegebied met een gevaarlijk, ongezond of hinderlijk karakter, voor een industriële bedrijfsruimte, voor een specifieke industriële bedrijfsruimte met de overdruk « A.E. » of « R.M. », een ontginningsgebied of een gebied met een industrieel karakter waarvan de bestemming nog niet vaststaat;

2° in de nieuwe bebouwingsgebieden is lintbebouwing langs de openbare weg verboden;

3° de opneming van nieuwe gemengde of industriële bedrijfsruimten moet globaal gecompenseerd worden ofwel door de herbestemming van afgedankte bedrijfsruimten ofwel door de goedkeuring van maatregelen die de bescherming van het milieu in de hand werken ofwel door een samengaan van beide begeleidingswijzen;

4° de opneming van een nieuw bebouwingsgebied mag geen afbreuk doen aan de gevolgen van de beschermingsomtrekken bedoeld in dit wetboek of andere wetgevingen.

§ 2. Indien de Regering, rekening houdend met de kenmerken van de ontwerpen of activiteiten waarvan de herziening het kader vormt en rekening houdend met de effecten en met de gebieden die getroffen zouden kunnen worden, uitmaakt dat het vooropgestelde herziene gewestplan geen niet te verwaarlozen effecten zou kunnen hebben op het milieu, beslist hij na advies van de gewestelijke commissie en van de « Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable » dat de herziening van het plan niet aan een milieueffectenstudie onderworpen moet worden. Het advies van de gewestelijke commissie en van de « Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable » wordt binnen de dertig dagen na verzoek van de Regering overgemaakt.

Bij ontstentenis wordt het advies geacht gunstig te zijn.

Het herziene, vooropgestelde gewestplan in de oppervlakte waarvan er zich een gebied bevindt dat aangewezen is overeenkomstig de Richtlijnen 79/409/EEG en 92/43/EEG of die de verwezenlijking van een aan een milieueffectenstudie onderworpen ontwerp beoogt mogelijk te maken of nog die betrekking heeft op gebieden waarin bedrijven zich zouden kunnen vestigen die een belangrijk risico inhouden voor de personen, de goeden of het milieu in de zin van de Richtlijn 96/82/EG of die in de opnemingsvoorziet van gebieden die bestemd zijn als woongebieden, evenals van gebieden of infrastructures die door het publiek worden bezocht en zich in de nabijheid van zulke bedrijven bevinden, wordt geacht niet te verwaarlozen effecten te hebben op het milieu.

In dat geval dienen de beslissing bedoeld in het eerste lid en diens motivering in de milieuverklaring bedoeld in artikel 44, tweede lid, opgenomen te worden. »

**Art. 26.** Artikel 47 wordt aangevuld met volgend lid :

« Indien de omstandigheden dat vereisen, kunnen in de oppervlakte van een gemeentelijk plan van aanleg delen van het grondgebied van twee of meer gemeenten worden opgenomen. In dat geval kan een gemeentelijk plan van aanleg door de Regering worden opgesteld. »

**Art. 27.** Artikel 49 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997, wordt vervangen door volgende tekst :

« Art. 49. Voor het gedeelte van het gemeentelijk grondgebied waarop het betrekking heeft, bevat het gemeentelijk plan van aanleg :

1° de stedenbouwkundige en planologische opties;

2° de nauwkeurige bestemming van de in artikel 25 bedoelde gebieden, het tracé van de verbindings- en verkeerswegen voor het vervoer van vloeï- en brandstoffen, de ruimte die bestemd is voor groen-, landbouw- of bosgebieden, voor de landschappen die nodig zijn in het raam van de ecologische vermazing, voor gebouwen en openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen;

3° voorschriften betreffende de vestiging, de omvang, de materialen en de esthetiek van de gebouwen en omheiningen, de rechtstreekse omgeving daarvan en de binnenpleinen en tuinen en, in voorkomend geval, de grenzen van de percelen die ontworpen dienen te worden met het oog op het optrekken van woningen, evenals voorschriften betreffende de aanleg, de uitrusting en de kenmerken van de openbare ruimten, waarbij o.a. rekening wordt gehouden met personen met beperkte beweeglijkheid, alsmede voorschriften betreffende de bouwvrije stroken en aanplantingen; de grenzen van de percelen kunnen door het college van burgemeester en schepenen gewijzigd worden mits instemming van de Regering of diens gemachtigde;

4° indien een ruilverkaveling of een herverkaveling nodig is, de grenzen van de nieuwe percelen, met de vermelding dat ze mits instemming van de Regering door het college van burgemeester en schepenen gewijzigd kunnen worden.

In afwijking van het eerste lid, hoeft het gemeentelijk plan van aanleg in het geval van een gemengde of industriële bedrijfsruimte of van een gebied met industrieel karakter waarvan de bestemming nog niet vaststaat, niet meer te bevatten dan :

1° de stedenbouwkundige optie en de algemene voorschriften van esthetische aard betreffende de bouwwerken, de rechtstreekse omgeving ervan en de openbare ruimten;

2° het bestaande en geplande tracé van de voornaamste verkeerswegen en de aansluitingen op de bestaande hoofdnetten van de verkeers- en verbindingsinfrastructures voor het vervoer van vloeï- en brandstoffen;

3° de ruimten die voor groengebieden bestemd zijn.

**Art. 28.** Artikel 50 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997, wordt vervangen door volgende tekst :

« Art. 50. § 1. De gemeenteraad kiest onder de krachtens artikel 11 erkende personen een privaats- of publiekrechtelijk natuurlijke of rechtspersoon die het voorontwerp van het gemeentelijk plan zal opmaken.

§ 2. De gemeenteraad beslist over de opstelling van een gemeentelijk plan van aanleg en neemt het voorontwerp ervan aan, dat vastgesteld is op grond van een analyse van de feitelijke en de rechtstoestand meer bepaald van de beschermingsomtrekken bedoeld in dit wetboek of andere wetgevingen.

De gemeenteraad laat een milieueffectenstudie opstellen waarvan hijzelf de omvang en de mate van nauwkeurigheid van de inhoud bepaalt welke betrekking heeft op :

1° een samenvatting van de inhoud, een omschrijving van de doelstellingen van het voorontwerp van plan, evenals diens verband met andere relevante plannen of programma's;

2° de verantwoording van het voorontwerp van plan tegenover artikel 1, § 1;

3° de menselijke en milieukenmerken van het betrokken grondgebied en van diens mogelijkheden, evenals de vermoedelijke ontwikkeling van de milieutoestand indien het plan niet ten uitvoer wordt gebracht;

4° de milieukenmerken van de gebieden die op een niet te verwaarlozen wijze getroffen zouden kunnen worden;

5° de milieuproblemen verbonden met het voorontwerp van gemeentelijk plan van aanleg die betrekking hebben op de gebieden die van bijzonder belang zijn voor het milieu zoals de gebieden die aangewezen zijn overeenkomstig de Richtlijnen 79/409/EEG en 92/43/EEG;

6° de milieuproblemen die betrekking hebben op de gebieden waarin bedrijven zich zouden kunnen vestigen die een belangrijk risico inhouden voor de personen, de goeden of het milieu in de zin van de Richtlijn 96/82/EG of indien het voorontwerp van het plan in de opnemingsvoorziet van gebieden die bestemd zijn als woongebieden, evenals van gebieden of infrastructures die door het publiek worden bezocht en zich in de nabijheid van zulke bedrijven bevinden;

7° de relevante doelstellingen ter zake van de milieubescherming en de wijze waarop zij in overweging worden genomen in het kader van de opstelling van het plan;

8° de vermoedelijke niet te verwaarlozen milieueffecten, namelijk de secundaire, cumulatieve, synergische effecten, de effecten op korte, middellange en lange termijn, de permanente en tijdelijke, zowel positieve als negatieve effecten, daarbij inbegrepen de biologische diversiteit, de bevolking, de menselijke gezondheid, de fauna, de flora, de bodem, het water, de lucht, de klimaatfactoren, de materiële goeden, het cultureel erfgoed daarbij inbegrepen het architectonisch en archeologisch erfgoed, de landschappen en de interacties tussen bedoelde factoren;

9° de impact op de land- en bosbouwbedrijvigheid;

10° de maatregelen die ten uitvoer gebracht dienen te worden om de negatieve effecten bedoeld onder 8° en 9° te voorkomen, te verminderen of op te heffen;

11° het voorstellen van mogelijke alternatieven en de verantwoording ervan al naar gelang van de punten 1° tot en met 10°;

12° een omschrijving van de gekozen evaluatiemethode en van de voorgekomen problemen;

13° de maatregelen die in acht worden genomen om te zorgen voor de opvolging van de tenuitvoerlegging van het gemeentelijk plan van aanleg;

14° een niet-technische samenvatting van bovenbedoelde informatie.

De gemeenteraad legt het ontwerp van de inhoud van de milieueffectenstudie, evenals het voorontwerp van het plan, ter advies voor aan de gemeentelijke commissie of, bij ontstentenis, aan de gewestelijke commissie, aan de « Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable », aan de personen en instanties die hij nuttig acht te raadplegen, evenals, indien in het voorontwerp van plan gebieden vermeld zijn waarin bedrijven zich zouden kunnen vestigen die een belangrijk risico inhouden voor de personen, de goeden of het milieu in de zin van de Richtlijn 96/82/EG of indien hij in de opnemingsvoorziet van gebieden die bestemd zijn als woongebieden, evenals gebieden of infrastructuur die door het publiek bezocht worden en die zich in de nabijheid van zulke bedrijven bevinden, aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu. De adviezen hebben betrekking op de omvang en de nauwkeurigheid van de verplichte inhoud van de studie. De adviezen worden binnen een termijn van dertig dagen na het verzoek van de gemeenteraad overgemaakt. Bij ontstentenis worden de adviezen geacht gunstig te zijn.

Onder de personen die erkend zijn krachtens dit wetboek en de wetgeving betreffende de milieueffectenrapportage wijst de gemeenteraad de publiek- of privaatrechtelijke natuurlijke of rechtspersoon aan die ermee belast wordt bedoelde studie op te stellen.

Indien de gemeenteraad, rekening houdend met de kenmerken van de ontwerpen of activiteiten waarvan de opstelling of de herziening het kader vormen en rekening houdend met de effecten en met de gebieden die getroffen zouden kunnen worden, uitmaakt dat het herziene vooropgestelde gemeentelijk plan van aanleg geen niet te verwaarlozen effecten zou kunnen hebben op het milieu, beslist hij na advies van de gemeentelijke commissie of, bij ontstentenis, van de gewestelijke commissie en van de « Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable » dat over het plan geen milieueffectenstudie moet worden opgesteld. Het advies wordt binnen de dertig dagen na verzoek van de gemeenteraad overgemaakt.

Bij ontstentenis wordt het advies geacht gunstig te zijn.

Het vooropgestelde gemeentelijk plan van aanleg in de oppervlakte waarvan er zich een gebied bevindt dat aangewezen is overeenkomstig de Richtlijnen 79/409/EEG en 92/43/EEG of die de verwezenlijking van een aan een milieueffectenstudie onderworpen ontwerp beoogt mogelijk te maken of nog die betrekking heeft op gebieden waarin bedrijven zich zouden kunnen vestigen die een belangrijk risico inhouden voor de personen, de goeden of het milieu in de zin van de Richtlijn 96/82/EG of die in de opnemingsvoorziet van gebieden die bestemd zijn als woongebieden, evenals van gebieden of infrastructuur die door het publiek worden bezocht en zich in de nabijheid van zulke bedrijven bevinden, wordt geacht niet te verwaarlozen effecten te hebben op het milieu.

De milieueffectenstudie kan meer bepaald gegrond worden op de nuttige inlichtingen die verkregen zijn tijdens andere, eerder verwezenlijkte milieueffectenrapportages en, in het bijzonder, ter gelegenheid van de goedkeuring van een gewestplan of van een gemeentelijk structuurplan.

§ 3. Het college van burgemeester en schepenen licht de gemeentelijke commissie, indien deze bestaat, geregeld in over de ontwikkeling van de voorafgaande studies en deelt de resultaten aan laatstgenoemde mede. De gemeentelijke commissie kan te allen tijde de opmerkingen of voorstellen die hij nuttig acht, uitbrengen. »

**Art. 29.** Artikel 51 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997 en het decreet van 6 mei 1999, wordt vervangen door volgende tekst :

« Art. 51. § 1. Op grond van een analyse van de feitelijke en de rechtstoestand en na advies van de gemachtigde ambtenaar keurt de gemeenteraad het ontwerp van het gemeentelijk plan van aanleg voorlopig goed, samen met, in voorkomend geval, de milieueffectenstudie en belast er het college van burgemeester en schepenen mee bedoeld ontwerp aan een openbaar onderzoek te onderwerpen.

Desnoods bepaalt de gemeenteraad dat het ontwerp-plan mag afwijken van het gewestplan en vermeldt hij de punten waarvoor het ontwerp van de voorschriften van het gewestplan afwijkt.

§ 2. Het openbaar onderzoek wordt aangekondigd zowel door aanplakking in de gemeente als door een bericht op de pagina's voor plaatselijk nieuws van drie Frans- of Duitstalige dagbladen, al naar gelang het geval. Het bericht kan ook bekendgemaakt worden in gemeentelijke informatiebladen of in reclamekranten die gratis aan de bevolking worden uitgedeeld.

Zodra het openbaar onderzoek is aangekondigd, wordt het ontwerp-plan, in voorkomend geval samen met de milieueffectenstudie, gedurende vijfenveertig dagen ter inzage gelegd in het gemeentehuis.

Bij het afsluiten van het openbaar onderzoek belegt het college van burgemeester en schepenen, een overlegvergadering. De Regering kan de modaliteiten en de termijnen met betrekking tot de overlegvergadering bepalen.

Bezwaren en opmerkingen moeten vóór de einddatum van het openbaar onderzoek schriftelijk gericht worden aan het college van burgemeester en schepenen. Ze moeten gevoegd worden bij de notulen van de overlegvergadering en bij de slotnotulen van het openbaar onderzoek die binnen acht dagen na afloop ervan door het college van burgemeester en schepenen worden opgemaakt.

§ 3. Indien de inrichting van de ruimte die in het ontwerp-plan wordt voorgesteld, een significante impact zou kunnen hebben op het milieu van een ander Gewest, van een andere lidstaat van de Europese Unie of van een andere staat die verdragsluitende partij is van het Verdrag van Espoo van 25 februari 1991 inzake milieueffectrapportage in grensoverschrijdend verband, wordt het ontwerp-plan samen met de milieueffectenstudie en de eventuele informatie over de grensoverschrijdende effecten overgemaakt aan de bevoegde autoriteiten van bedoeld ander Gewest, bedoelde andere lidstaat van de Europese Unie of bedoelde andere staat die verdragsluitende partij is van het Verdrag van Espoo.

De Regering bepaalt :

1° welke de instanties zijn die belast worden met het overmaken van de stukken aan de autoriteiten bedoeld in het eerste lid;

2° de wijze waarop de bevoegde autoriteiten van het Gewest of de staat die er de invloed van zouden kunnen ondergaan, aan de milieueffectenrapportage deel kunnen nemen;

3° de wijze waarop plan, milieuverklaring en uitgebrachte adviezen als bedoeld in § 4, tweede lid, van dit artikel medegegeeld worden aan de autoriteiten bedoeld onder het eerste lid.

§ 4. Het dossier bevattende het ontwerp-plan wordt met de milieueffectenstudie, de bezwaren, opmerkingen, notulen en adviezen binnen acht dagen na afloop van het openbaar onderzoek door het college van burgemeester en schepenen ter advies aan de gemeentelijke commissie of, bij ontstentenis, de gewestelijke commissie en aan de « Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable » voorgelegd, evenals aan de andere personen en instanties en aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu indien bedoelde personen, instanties en bestuur zijn geraadpleegd in toepassing van artikel 50, § 2, tweede lid.

De adviezen wordt binnen zestig dagen na het verzoek van het college van burgemeester en schepenen overgemaakt; bij ontstentenis worden ze geacht gunstig te zijn.

§ 5. Binnen de daarop volgende vijfenveertig dagen neemt de gemeenteraad kennis van het volledige dossier. Hij kan ofwel het gemeentelijk plan definitief aannemen ofwel beslissen het te wijzigen. In het laatste geval wordt, behalve indien de besloten wijziging van gering belang is, overgegaan tot een nieuw openbaar onderzoek waarvan de regels en de termijn in dit artikel worden bepaald.

Indien de gemeenteraad afwijkt van het advies van de gemeentelijke commissie of, bij ontstentenis, de gewestelijke commissie, moet zijn beslissing met redenen omkleed zijn.

Daarnaast legt de gemeenteraad een milieuverklaring af waarin samenvattend uiteengezet wordt hoe de milieuoverwegingen in het plan zijn opgenomen en hoe de milieueffectenstudie, de adviezen, de bezwaren en de opmerkingen uitgebracht in toepassing van de §§ 2, 3 en 4 van dit artikel in overweging zijn genomen, evenals samenvattend melding wordt gemaakt van de redenen voor de keuze van het plan zoals aangenomen, rekening houdend met de andere in acht genomen redelijke oplossingen.

Indien het gemeentelijk plan van aanleg niet aan een milieueffectenstudie wordt onderworpen, wordt de beslissing bedoeld in artikel 50, § 2, vierde lid, en diens motivering in de milieuverklaring opgenomen. »

**Art. 30.** In artikel 52 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1. in § 3, derde lid, worden tussen de woorden « gemeentelijk plan van aanleg » en « ligt » de woorden « evenals de milieuverklaring en, in voorkomend geval, de beslissing van de gemeenteraad alsook de adviezen bedoeld in artikel 50, § 2, derde lid, en in artikel 51, § 4, eerste lid » ingevoegd;

2. § 3 wordt aangevuld met volgend lid :

« Het plan en de milieuverklaring worden overgemaakt aan de gemeentelijke commissie of, bij ontstentenis, aan de gewestelijke commissie, aan de « Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable » en, in voorkomend geval, aan de andere personen en instanties en aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu. »

**Art. 31.** In artikel 54 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997 en het decreet van 6 mei 1999, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1. in het eerste lid wordt de komma na het woord « gemeenteraad » geschrapt en de woorden « en, in voorkomend geval, van de betrokken gemeenteraden » ingevoegd tussen de woorden « van de gemeenteraad » en « besluiten »;

2. in het eerste lid, 1°, worden de woorden « die niet overeenstemt met de later van kracht geworden plannen of die strijdig is met werken van algemeen nut » opgeheven;

3. het artikel wordt aangevuld met volgende tekst :

« 6° de opstelling of de herziening van de gemeentelijke plannen van aanleg met het oog op ruil- of herverkaveling;

7° de opstelling of de herziening van een gemeentelijk plan van aanleg waarvan de oppervlakte delen van het grondgebied van twee of meer gemeenten omvat. »

**Art. 32.** Er wordt in hetzelfde wetboek een artikel 57bis luidend als volgt ingevoegd :

« Art. 57bis. Periodiek dient het college van burgemeester en schepenen bij de gemeenteraad een verslag in over de opvolging van de significante milieu-impact van de tenuitvoerlegging van de gemeentelijke plannen van aanleg en de eventuele correctie maatregelen die ingevoerd dienen te worden.

Het publiek wordt daarover ingelicht volgens de regels bepaald bij artikel 112 van de gemeentewet. »

**Art. 32bis.** § 1. In boek I, titel III, hoofdstuk III, van hetzelfde wetboek wordt er een afdeling 7 ingevoegd met als opschrift :

« Afdeling 7. — Opheffing van het gemeentelijk plan van aanleg ».

§ 2. In hetzelfde wetboek wordt er onder het opschrift van de bij vorige paragraaf ingevoerde afdeling 7 een artikel 57ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 57ter. De gemeenteraad kan de gemeentelijke plannen van aanleg die vóór 22 april 1962 zijn goedgekeurd, opheffen.

Artikel 52 is van toepassing op de beslissing tot opheffing van het gemeentelijk plan van aanleg. »

**Art. 33.** Artikel 70 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997, wordt vervangen door volgende tekst :

« Art. 70. Wanneer het bouwverbod, zoals bedoeld in artikel 84, § 1, 1°, of het verkavelingsverbod dat voortspuit uit een plan met bindende kracht, een einde maakt aan de bestemming die gegeven is aan het goed middels het plan van aanleg dat van kracht is de dag vóór de inwerkingtreding van bedoeld plan op voorwaarde dat het goed op bedoelde dag in staat is om bebouwd te worden en aangrenst aan een weg die voldoende uitgerust is rekening houdend met de ligging, moet het Gewest of de gemeente, al naar gelang het geval, een vergoeding betalen.

Daarnaast moet degene die de vergoeding aanvraagt door concrete en ondubbelzinnige handelingen aantonen dat hij gepoogd heeft om de bestemming waaraan een einde is gemaakt, te verwezenlijken.

Indien de bestemming waaraan een einde is gemaakt meer dan drie jaar vóór 1 december 2000 is vastgesteld, moet bedoelde bewijsvoering geleverd worden door concrete en ondubbelzinnige handelingen die zijn uitgevoerd vóór 1 december 2000.

Indien de bestemming waaraan een einde is gemaakt minder dan drie jaar vóór 1 december 2000 is vastgesteld, kan bedoelde bewijsvoering voortspuiten uit concrete en ondubbelzinnige handelingen die zijn uitgevoerd binnen drie jaar vanaf de vaststelling van bedoelde bestemming.

Indien de bestemming waaraan een einde is gemaakt, is vastgesteld na 1 december 2000, wordt bedoelde bewijsvoering aanvaard zonder termijnvoorwaarden.

Bedoelde bewijsvoering wordt niet vereist van degene die het goed ten bezwarende titel heeft aangekocht na de inwerkingtreding van het plan waarmee de bestemming vastgesteld werd waaraan een einde wordt gemaakt en die bij bedoelde aankoop een tegenprestatie heeft geleverd die minstens van gelijke waarde is als de waarde van het goed die berekend is op grond van de bij bedoeld plan vastgestelde bestemming.

De geschatte waardevermindering die in aanmerking komt voor de vergoeding, is het verschil tussen enerzijds de waarde van het goed bij de aankoop en anderzijds de waarde van het goed bij het ontstaan van het recht op vergoeding na de inwerkingtreding van het plan. Alleen de waardevermindering die uit het plan voortvloeit, kan in aanmerking genomen worden voor de vergoeding.

Als waarde van het goed op het ogenblik van de aankoop wordt beschouwd het bedrag dat als grondslag heeft gediend voor de inning van de op de volle eigendom van het goed betrekking hebbende registratie-, successie- of overgangsrechten bij overlijden of, bij ontstentenis van een dergelijke inning, de koopwaarde van het goed in volle eigendom de dag waarop het is aangekocht.

Als waarde van het goed op het ogenblik van het ontstaan van het recht op vergoeding wordt beschouwd :

1° in geval van verkoop van het goed, het bedrag dat als grondslag heeft gediend voor de heffing van de registratierechten op de volle eigendom van het goed of, bij ontstentenis van een dergelijke heffing, de koopwaarde van het goed in volle eigendom de dag waarop het is verkocht met minstens de overeengekomen waarde;

2° in geval van weigering van de stedenbouwkundige of verkavelingsvergunning of in het geval van een negatief stedenbouwkundig attest, de koopwaarde op bedoeld ogenblik.

De waarde van het goed bij de aankoop wordt geactualiseerd door bedoelde waarde te vermenigvuldigen met het indexcijfer van de consumptieprijzen van de kalendermaand voorafgaand aan de maand waarin de vergoeding is vastgesteld en door het aldus verkregen cijfer te delen door het indexcijfer van de consumptieprijzen van het jaar waarin het goed is aangekocht door de rechthebbende op de vergoeding en die in voorkomend geval omgerekend is op dezelfde grondslag als het in de eerste plaats bedoelde indexcijfer. De aldus verkregen waarde wordt vermeerderd met de aankoopkosten en de uitgaven die de rechthebbende op de vergoeding gedragen heeft met het oog op de verwezenlijking van de bestemming van het goed de dag vóór de inwerkingtreding van het plan waarmee een einde wordt gemaakt aan de bestemming die oorspronkelijk aan het goed is gegeven.

Het recht op vergoeding ontstaat ofwel op het ogenblik waarop het goed verkocht wordt, ofwel bij de weigering van een stedenbouwkundige of verkavelingsvergunning, ofwel bij de afgifte van een negatief stedenbouwkundig attest die daarop betrekking heeft.

De waardevermindering wordt zonder vergoeding gedragen tot en met twintig percent van de geactualiseerde aankoopwaarde van het goed, vermeerderd overeenkomstig het zesde lid.

De vergoeding wordt verminderd of geweigerd indien en voor zover de aanvrager, de dag vóór de inwerkingtreding van het plan waarmee een einde wordt gemaakt aan de bestemming die oorspronkelijk aan het goed gegeven is, eigenaar is van één of meerdere onroerende goeden in het Gewest of aandelen in handen heeft van een vennootschap die als hoofdzakelijk doel heeft het beheer van onroerende goeden en die één of meer onroerende goeden beheert in het Gewest en bedoelde onroerende goeden gewonnen hebben bij de inwerkingtreding van een plan of van werken die op kosten van de overheid zijn uitgevoerd.

Op straffe van een definitieve vervallenverklaring van het recht op een vergoeding moet de aanvrager binnen de zes maanden volgend op de indiening van de aanvraag en uiterlijk vóór afsluiting der debatten per aangetekend schrijven een staat neerleggen bij de griffie van de bevoegde rechtbank waarin aangegeven wordt of hij de dag vóór de inwerkingtreding van het in het eerste lid bedoelde plan al dan niet eigenaar was van één of meer al dan niet bebouwde goeden in het Gewest dan wel of hij aandelen in handen had van een vennootschap die het beheer van onroerende goeden als hoofdzakelijk doel heeft. Indien dat het geval is, moet hij eveneens nauwkeurig de kadastrale gegevens vermelden met betrekking tot bedoelde gronden, en het aantal aandelen. Gelijk met de neerlegging van bedoelde staat bij de griffie, deelt de aanvrager bedoelde staat eveneens en op dezelfde wijze mee aan het bestuur of aan diens raadsman.

De verplichting tot vergoeding kan, zelfs in geval van een overdracht van de eigendom van het goed, worden voldaan door herziening van het plan met als doel bedoeld goed de bestemming terug te geven die het had de dag vóór de inwerkingtreding van het plan. In dat geval beslist de Regering bij gemotiveerd besluit tot de inschakeling van de herzieningsprocedure van bedoeld plan van aanleg, of geeft hij daarvoor de toelating en is de herzieningsprocedure van toepassing. Indien het bij het beëindigen van de procedure onmogelijk blijkt om het goed diens vroegere bestemming terug te geven, is de vergoeding verschuldigd.

Indien krachtens een plan dat bindende kracht heeft gekregen een bouwverbod tegengesteld kan worden aan degene die een perceel in een verkaveling heeft aangekocht, kan het Gewest of de gemeente zich van zijn verplichting tot vergoeding vrijstellen door bedoeld perceel van betrokkene af te kopen middels terugbetaling van de koopprijs, de lasten en de kosten die hij heeft betaald.

Indien de betrokkene enkel het hierboven bedoelde perceel in eigendom heeft, kan hij eisen dat het Gewest of de gemeente het afkoopt, hetgeen hij dient mee te delen in een bij ter post aangetekend schrijven dat binnen twaalf maanden na de bekendmaking van voormeld plan toe te zenden is. In dat geval moet het perceel hem afgekocht en betaald worden binnen twaalf maanden na de mededeling. De Regering regelt de toepassing van deze bepaling.

In de onderstaande gevallen is geen enkele vergoeding verschuldigd :

1° bouw- of verkavelingsverbod ten gevolge van de geplande onteigening van het goed, onder voorbehoud van de toepassing van artikel 68;

2° verbod tot oprichting op hetzelfde perceel van meer gebouwen dan is toegelaten in het plan of verbod tot overschrijding van de in het plan vastgelegde bebouwingscoëfficiënt van een verkaveling;



3° verbod tot exploitatie van gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke inrichtingen buiten de periode waarvoor de exploitatievergunning wordt afgegeven;

4° verbod tot bouwen op een grondstuk dat de in het plan van aanleg vastgelegde minimale afmetingen niet haalt;

5° verkavelings- of bouwverbod voor een terrein dat niet aangesloten is op een weg met de nodige voorzieningen, rekening houdende met de ligging;

6° bouw- of verkavelingsverbod buiten de agglomeratie wegens de dwingende eisen van de verkeersveiligheid;

7° bouw- of verkavelingsverbod voor een terrein waarvoor een eerder toegekende stedenbouwkundige of verkavelingsvergunning vervalt op de dag van inwerkingtreding van het plan waarbij het verbod is opgelegd;

8° voor gebouwen of vaste installaties die door een natuurramp zijn vernietigd, wanneer het verbod tot wederopbouw voortvloeit uit het koninklijk besluit genomen ter uitvoering van artikel 12, § 3, eerste lid, van de wet van 12 juli 1976 betreffende de herstelling van bepaalde schade aan privé goederen veroorzaakt door natuurrampen;

9° bouw- of verkavelingsverbod ten gevolge van de herziening van een gemeentelijk plan van aanleg, zoals bedoeld in artikel 54, 2°, b;

10° bouw- of verkavelingsverbod voor een terrein dat onderhevig is aan een risico of aan een zware fysische druk, zoals bedoeld in artikel 136;

11° opheffing van een plan. »

**Art. 34.** In artikel 71 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997, worden de woorden « derde lid » vervangen door de woorden « zevende lid ».

**Art. 35.** In artikel 84 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997 en het decreet van 6 mei 1999, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1. § 1, 5°, wordt vervangen door volgende tekst :

« 5° een bestaand gebouw te verbouwen. Onder « verbouwen » verstaat men de aanleg- en inrichtingswerken, daarbij inbegrepen de instandhoudings- of onderhoudswerken die schade toebrengen aan de draagstructuren van het gebouw of het bouwwerk of die een wijziging van het gebouwde volume of de architectuur als gevolg hebben; »;

2. in § 1 wordt een 5° bis ingevoegd luidend als volgt :

« 5° bis een nieuwe woning inrichten in een bestaand gebouw; »;

3. in § 1 wordt het nummer 8° vervangen door volgende bepaling :

« 8° bebossen of ontbossen; er is evenwel geen vergunning nodig voor :

a. de bosbouw in bosgebieden;

b. de kerstbomenteelt in een gebied dat niet voor bebouwing in aanmerking komt; »;

4. in § 1 wordt het nummer 9° opgeheven;

5. in § 1 wordt het nummer 12° vervangen door volgende bepaling :

« 12° de plantengroei te verwijderen of te wijzigen op heiden, in elk gebied waarvan de Regering de bescherming noodzakelijk acht, met uitzondering van de tenuitvoerlegging van een bijzonder plan voor het beheer van een domaniaal natuurreservaat, dat is opgemaakt door de Regering overeenkomstig artikel 14 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud en van het plan voor het beheer van een erkend natuurreservaat bedoeld in artikel 19 van dezelfde wet. »;

6. in § 2, tweede lid, wordt het woord « eensluidend » opgeheven;

7. § 2, tweede lid, worden na de woorden « minder belangrijke handelingen en werken waarvoor niet moet worden voldaan aan de onderstaande vereisten » de woorden ingevoegd « of om een reden die hij vermeldt in een motivering ».

**Art. 36.** Artikel 85 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997, wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 85. § 1. In elke akte onder de levenden, ongeacht of hij onderhands of authentiek is, in elke akte van overdracht, ongeacht of hij een akte van aanwijzing, oprichting of overdracht is van een zakelijk recht of van een persoonlijk genotsrecht van meer dan negen jaar, met inbegrip van de akten tot vestiging van een hypotheek of een genotspand, evenwel met uitzondering van de overdrachten die voortspruiten uit een huwelijkscontract of de wijziging van een huwelijksstelsel en van de overdrachten die voortspruiten uit een wettelijk samenlevingscontract of uit de wijziging van een dergelijke overeenkomst met betrekking tot een bebouwd of een onbebouwd goed, moeten worden vermeld :

1° de stedenbouwkundige bestemming van het goed zoals bepaald bij de plannen van aanleg en, in voorkomend geval, het gemeentelijk structuurplan;

2° het bestaan, het voorwerp en de datum van de verkavelingsvergunningen, van de bouw- en stedenbouwkundige vergunningen die afgegeven zijn na 1 januari 1977, evenals van de stedenbouwkundige attesten die minder dan twee jaar oud zijn.

Tot de vermelding verplicht zijn de houder van het overgedragen recht, diens gemachtigde of de instrumenterende ambtenaar. Indien zij de te vermelden inlichtingen niet kunnen verstrekken, dienen deze te worden opgevraagd bij de betrokken besturen, overeenkomstig de regels die vastgesteld zijn ter uitvoering van artikel 150. Bij gebreke van een antwoord van het betrokken bestuur binnen de voorziene termijn wordt door de houder van het overgedragen recht, diens gemachtigde of de instrumenterende ambtenaar in de akte de datum vermeld waarop het aangetekend schrijven met het verzoek om het verstrekken van inlichtingen is verstuurd of de datum van het ontvangstbewijs van het verzoek om het verstrekken van inlichtingen, evenals aangegeven wordt dat de inlichtingen niet zijn verstrekt en dat de akte verleden wordt ondanks het uitblijven van een antwoord vanwege het bestuur.

§ 2. In elke akte wordt daarnaast aangegeven :

1° dat er geen enkele mogelijkheid bestaat om op het goed werken en handelingen te verrichten zoals bedoeld in artikel 84, §§ 1 en 2, zonder een stedenbouwkundige vergunning gekregen te hebben;

2° dat er regels bestaan met betrekking tot het verval van de stedenbouwkundige vergunningen;

3° dat men ondanks het bestaan van een stedenbouwkundig attest niet vrijgesteld wordt van de aanvraag en het verkrijgen van de stedenbouwkundige vergunning.

§ 3. Bij de akten van overdracht die tot stand komen na de door de Regering vastgestelde datum, en in de gevallen bedoeld in artikel 139, legt de houder van het overgedragen recht het stedenbouwkundig eenvormigheidsattest of het stuk voor waarmee de certificeerder de weigering uitdrukt om het stedenbouwkundig eenvormigheidsattest af te geven. In de akte wordt het bestaan van bedoeld attest of stuk vermeld. »

**Art. 36bis.** Artikel 87, § 3, tweede lid, van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997, wordt vervangen door volgende tekst :

« De verlenging wordt toegestaan door het college van burgemeester en schepenen. In het in artikel 127 bedoelde geval wordt de verlenging echter door de Regering of de gemachtigde ambtenaar toegestaan. »

**Art. 36ter.** Artikel 88, eerste lid, 1°, van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997, wordt vervangen door volgende tekst :

« In de gevallen bedoeld in de artikelen 28, § 2, tweede lid, 32, tweede en vierde lid, 35, derde lid, 84, § 1, 2° en 13°, en 110bis. »

**Art. 37.** Artikel 89 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997 en het decreet van 6 mei 1999, wordt vervangen door volgende tekst :

« Art. 89. § 1. Het is verboden een terrein te verkavelen zonder voorafgaande, schriftelijke en uitdrukkelijke toestemming van het college van burgemeester en schepenen, waarbij bedoeld verbod ook geldt voor de daarop betrekking hebbende verkoopbevordering.

Onder « verkavelen » wordt verstaan de verdeling van een goed in minstens twee percelen zodra er op één van de percelen die uit de verdeling voortspuiten

1° ofwel noch een gebouw regelmatig opgetrokken wordt die als woning kan worden gebruikt;

2° ofwel noch zich een regelmatig geplaatste vaste installatie bevindt die als woning kan worden gebruikt.

Bedoelde verdeling is de verdeling die wordt verwezenlijkt bij elke akte tot aanwijzing, overdracht of oprichting van een zakelijk recht, met uitsluiting van de hypotheek of het onderpand, of bij elke akte die een persoonlijk genotsrecht verleent voor een duur van minstens negen jaar. Dit geldt evenwel niet voor de onopzettelijke akten, noch voor de akten van verdeling waarmee uit een onverdeeldheid van erfrechten gestapt wordt, op voorwaarde dat er niet meer percelen zijn dan deelhebbende erfgenamen.

De verdeling wordt enkel bedoeld indien er minstens één van de percelen die uit de verdeling voortspuiten bestemd is voor de oprichting van een woning of de plaatsing van een vaste of verplaatsbare inrichting die als woning kan worden gebruikt.

§ 2. De verdelingen van goeden in de oppervlakte van een gemeentelijk plan van aanleg waarin het geheel der bestanddelen bedoeld in artikel 49, inzonderheid het nummer 3° van het eerste lid, opgenomen is, zijn niet onderworpen aan voorafgaande verkavelingsvergunningen, voor zover elk perceel dat uit de verdeling voortspuit, gelegen is langs een weg die voldoende uitgerust is met water- en elektriciteitsleidingen, over een wegverharding beschikt en breed genoeg is.

De Regering kan bij regelgevend besluit uitzonderingen vaststellen op de verplichting uit § 1. Het besluit is met redenen omkleed.

§ 3. In de verkavelingsvergunning kunnen er gedifferentieerde voorschriften opgenomen worden met betrekking tot de percelen die niet bestemd zijn voor het optrekken van een woning of voor de plaatsing van een vaste of verplaatsbare installatie die gebruikt kan worden voor bewoning of die ongeschikt zijn voor bedoelde bestemming om technische of juridische reden of nog die reeds opgetrokken of gebruikt zijn voor de plaatsing van een vaste of verplaatsbare installatie in de zin van artikel 84, § 1, 1°.

Op voorstel van de aanvrager of van ambtswege kan de overheid die de verkavelingsvergunning afgeeft alle of bepaalde percelen die niet bestemd zijn voor het optrekken van een woning of voor de plaatsing van een vaste of verplaatsbare installatie die voor bewoning gebruikt kan worden of nog die reeds opgetrokken of gebruikt zijn voor de plaatsing van een vaste of verplaatsbare installatie in de zin van artikel 84, § 1, 1° uit de verkavelingsoppervlakte uitsluiten indien bedoelde overheid van mening is dat het van geen belang is om met betrekking tot bedoelde percelen voorschriften op te leggen.

§ 4. De Regering bepaalt de voorwaarden waaronder een verkavelingsvergunning of de verdeling van een goed voorafgaand onderworpen kunnen worden aan de goedkeuring van een gemeentelijk plan van aanleg. »

**Art. 38.** In artikel 90 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1. in het tweede lid worden na het woord « auteur » de woorden « of diens gemachtigde » ingevoegd;

2. het tweede lid wordt aangevuld met volgende volzin :

« Wanneer er een vergunning of een attest wordt voorgelegd, worden diens voorwerp en datum in de akte vermeld. In de akte wordt eveneens melding gemaakt van de stedenbouwkundige bestemming van het goed zoals bepaald in de plannen van aanleg en, in voorkomend geval, in het gemeentelijk structuurplan. Desnoods worden bedoelde inlichtingen opgevraagd bij de besturen op de wijze vastgesteld in artikel 85, § 1, en, bij ontstentenis van een antwoord binnen de voorziene termijn, is de bepaling van hetzelfde artikel eveneens van toepassing. »;

3. het derde lid wordt vervangen door volgende tekst :

« In de onderhandse en de authentieke akten waarmee bedoelde verrichtingen worden vastgesteld, wordt dezelfde verklaring opgenomen. Zij geven daarnaast aan :

1° dat er geen enkele mogelijkheid bestaat om op het goed werken en handelingen te verrichten zoals bedoeld in artikel 84, §§ 1 en 2, zonder een stedenbouwkundige vergunning gekregen te hebben;

2° dat er regels bestaan met betrekking tot het verval van de stedenbouwkundige vergunningen;

3° dat men ondanks het bestaan van een stedenbouwkundig attest niet vrijgesteld wordt van de aanvraag en het verkrijgen van de stedenbouwkundige vergunning. »

**Art. 38bis.** In artikel 92 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997, wordt het woord « plan » vervangen door « verkavelingsplan ».

**Art. 39.** In artikel 93, eerste lid, van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997, worden de woorden « Voorafgaandelijk aan elke vervreemding, huurovereenkomst boven negen jaar of de vestiging van een zakelijk recht, met inbegrip van de hypothecaire bestemming » vervangen door de woorden « Voorafgaandelijk aan elke akte tot aanwijzing, overdracht of oprichting van een zakelijk recht, met inbegrip van de hypothecaire bestemming en het onderpand, of aan elke akte waarbij een persoonlijk genotsrecht van meer dan negen jaar wordt verleend, ».

**Art. 40.** In artikel 94 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1. in het eerste lid worden de woorden « de koopakte, de huurovereenkomst boven negen jaar, de erfpacht of opstal » geschrapt en vervangen door « de akte »;

2. in het eerste lid worden de woorden « alsook van de datum van de vergunning » vervangen door de woorden « waarin eveneens de datum van de vergunning nauwkeurig aangegeven wordt »;

3. het tweede lid wordt vervangen door volgende tekst :

« De notaris vermeldt eveneens in de akte :

1° dat er geen enkele mogelijkheid bestaat om op het goed werken en handelingen te verrichten zoals bedoeld in artikel 84, §§ 1 en 2, zonder een stedenbouwkundige vergunning gekregen te hebben;

2° dat er regels bestaan met betrekking tot het verval van de stedenbouwkundige vergunningen;

3° dat men ondanks het bestaan van een stedenbouwkundig attest niet vrijgesteld wordt van de aanvraag en het verkrijgen van de stedenbouwkundige vergunning. »;

4. er wordt een derde lid luidend als volgt ingevoegd :

« In voorkomend geval wordt artikel 85, § 3, toegepast. »

**Art. 41.** In artikel 95 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1. in het eerste lid worden de woorden « Het is verboden een perceel dat het voorwerp uitmaakt van een verkavelingsvergunning of van een fase daarvan » en « vrijwillig te koop te bieden, te verkopen, in huur te geven of voor meer dan negen jaar te verhuren, in erfpacht of in opstal af te staan » vervangen door de woorden « Het is verboden de door de verkavelingsvergunning of een fase daarvan toegelaten verdeling te verrichten »;

2. er wordt een vierde lid, luidend als volgt, ingevoegd :

« In voorkomend geval worden in de verkavelingsvergunning de loten bepaald bedoeld in artikel 89, § 3, eerste lid, die afgestaan kunnen worden zonder dat de houder de opgelegde werken en lasten heeft uitgevoerd of de financiële waarborgen heeft geleverd die nodig zijn voor uitvoering ervan. »

**Art. 42.** In artikel 98 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997, worden de woorden « de verkoop of de verhuur voor meer dan negen jaar, de vestiging van erfpacht of opstal voor minstens een derde van de percelen » vervangen door de woorden « er akten bedoeld in artikel 89, § 1, derde lid, die betrekking hebben op minstens één derde van de percelen ».

**Art. 43.** In artikel 104, tweede lid, van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997, worden de woorden « van de verkoop, de verhuur voor meer dan negen jaar, de vestiging van erfpacht of opstal » vervangen door de woorden « van de akte of van de akten bedoeld in artikel 89, § 1, derde lid, ».

**Art. 44.** Artikel 107 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997, wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 107. § 1. De vergunning wordt afgegeven door het college van burgemeester en schepenen dat een afschrift ervan samen met het dossier naar de gemachtigde ambtenaar stuurt de dag waarop de vergunning naar de aanvrager wordt verzonden, indien het grondgebied waarop het goed volledig is gelegen, onderworpen is aan :

1. hetzij een gemeentelijk plan van aanleg dat nog steeds uitwerking heeft;

2. hetzij een niet vervallen verkavelingsvergunning;

3. hetzij tegelijkertijd :

a. een geldend gewestplan;

b. een gemeentelijk stedenbouwkundig reglement dat van kracht is op het hele gemeentelijke grondgebied en dat alle in artikel 78, § 1, bedoelde punten bevat;

c. een aangenomen gemeentelijk structuurplan;

d. een gemeentelijke commissie

of indien het voorafgaand advies van de gemachtigde ambtenaar niet vereist is voor de uit te voeren handelingen en werken omdat ze voorkomen op de lijst die krachtens artikel 84, § 2, door de Regering is vastgesteld.

De punten 1° en 2° van het eerste lid betreffen enkel de veronderstelling dat het goed waarvoor de vergunningsaanvraag wordt ingediend geheel gelegen is in de oppervlakte van een gemeentelijk plan van aanleg of een verkavelingsplan.

Het college van burgemeester en schepenen kan de vergunning weigeren omdat ofwel tot de opstelling ofwel tot de herziening van een gemeentelijk plan van aanleg, ofwel tot de wijziging van het gemeentelijk stedenbouwkundig reglement is beslist.

De weigering om de vergunning af te geven die gegrond is op één van de redenen bedoeld in vorig lid vervalt als het nieuwe gemeentelijk plan van aanleg of het gemeentelijk stedenbouwkundig reglement geen regelgevende kracht heeft gekregen binnen de drie jaar volgend op de beslissing tot opstelling of herziening van het plan of reglement. Over het oorspronkelijk verzoek wordt op vraag van de verzoeker opnieuw beslist, welke beslissing in geval van weigering niet meer gegrond mag zijn op bedoelde reden.

Op de wijze die hijzelf bepaalt, stelt de Regering bij besluit vast dat de voorwaarden bedoeld in deze paragraaf, eerste lid, 3°, al dan niet meer verenigd zijn. In dat geval heeft of verliest deze paragraaf zijn uitwerking bij bekendmaking van bedoeld besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 2. In de gevallen die niet bedoeld zijn in § 1 wordt de vergunning afgegeven door het college van burgemeester en schepenen na voorafgaand advies van de gemachtigd ambtenaar. Het college van burgemeester en schepenen kan evenwel de vergunning weigeren zonder bedoeld advies in te winnen.

Het gunstige, aan voorwaarden verbonden of ongunstig advies van de gemachtigd ambtenaar is met redenen omkleed.

In de vergunning wordt het beschikkend gedeelte van het advies van de gemachtigde ambtenaar opgenomen of wordt aangegeven dat bedoeld advies geacht is gunstig te zijn.

De weigering om de vergunning af te geven en het ongunstig advies van de gemachtigd ambtenaar kunnen gegrond zijn op de lopende herziening van het gewestplan of de aan de gang zijnde opstelling van een gemeentelijk plan van aanleg of van een gemeentelijk stedenbouwkundig reglement.

De weigering om een vergunning af te geven die gegrond is op één van de redenen bedoeld in vorig lid vervalt indien het nieuwe plan of het nieuwe reglement niet in werking getreden zijn binnen de drie jaar volgend op de beslissing tot opstelling of herziening.

Over het oorspronkelijk verzoek wordt op vraag van de verzoeker opnieuw beslist, welke beslissing in geval van weigering niet meer gegrond mag zijn op bedoelde reden.

§ 3. In de gevallen bedoeld in de artikelen 110 tot en met 113 of die onderworpen zijn aan bepaalde bijzondere bekendmakingsmaatregelen spreekt het college van burgemeester en schepenen zich na advies van de gemeentelijke commissie, indien deze bestaat, uit.

§ 4. Zodra het gemeentelijk plan van aanleg bedoeld in artikel 54, 5°, voorlopig is aangenomen door de gemeenteraad of, in voorkomend geval, door de Regering, kan laatstgenoemde of de gemachtigd ambtenaar, indien er een aanvraag tot het verkrijgen van een stedenbouwkundige of verkavelingsvergunning bij hen is ingediend, de vergunning afgeven overeenkomstig de bepalingen bedoeld in artikel 127, op voorwaarde dat de aanvraag tot het verkrijgen van de vergunning overeenstemt met de bestemming die is vastgesteld in het voorlopig aangenomen plan. »

**Art. 45.** Artikel 108 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997, wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 108. § 1. De gemachtigde ambtenaar dient het met redenen omkleed beroep bedoeld in artikel 119, § 2, tweede lid, bij de Regering in als de procedure onregelmatig is geweest of als de vergunning niet overeenstemt :

- 1° met het gewestplan, als er noch een gemeentelijk plan van aanleg noch een verkavelingsvergunning bestaat;
- 2° met het gemeentelijk plan of met de verkavelingsvergunning;
- 3° met het gemeentelijk stedenbouwkundig reglement of met een gewestelijk stedenbouwkundig reglement;
- 4° met de wet van 12 juli 1956 tot vaststelling van het statuut der autosnelwegen en met de perceelsgewijze plannen die de Regering heeft goedgekeurd krachtens artikel 6 van bedoelde wet;
- 5° met de toegestane afwijking in toepassing van de artikelen 110 tot en met 113.

Hij geeft de aard van de onregelmatigheid in de procedure aan, of de bepaling waarmee de vergunning niet overeenstemt.

§ 2. De gemachtigd ambtenaar kan eveneens een met redenen omkleed beroep indienen bij de Regering :

1° indien de beslissing van het college van burgemeester en schepenen afwijkt van het advies dat door de gemeentelijke commissie is uitgebracht in het kader van een verplichte raadpleging van laatstgenoemde;

2° bij gebreke van de gemeentelijke commissie, indien bij het openbaar onderzoek dat in toepassing van dit wetboek is ingesteld ofwel :

— vijftwintig personen ingeschreven in het bevolkingsregister van de gemeente waar het ontwerp gelegen is als het een gemeente van minstens tienduizend inwoners betreft;

— vijftig personen ingeschreven in het bevolkingsregister van de gemeente waar het ontwerp gelegen is als het een gemeente van tienduizend tot vijftwintigduizend inwoners betreft;

— honderd personen ingeschreven in het bevolkingsregister van de gemeente waar het ontwerp gelegen is als het een gemeente van vijftwintigduizend tot vijftigduizend inwoners betreft;

— tweehonderd personen ingeschreven in het bevolkingsregister van de gemeente waar het ontwerp gelegen is als het een gemeente van vijftigduizend tot honderdduizend inwoners betreft;

— driehonderd personen ingeschreven in het bevolkingsregister van de gemeente waar het ontwerp gelegen is als het een gemeente van meer dan honderdduizend inwoners betreft;

individuele en met redenen omklede opmerkingen hebben uitgebracht in verband met het ontwerp in de loop van bedoeld onderzoek van individuele en met redenen omklede opmerkingen hebben voorzien en indien de beslissing van het college niet aan bedoelde opmerkingen tegemoetkomt;

3° indien de Regering beslist heeft tot de herziening van het gemeentelijk plan van aanleg of de opstelling van een gemeentelijk plan van aanleg dat als gevolg heeft de herziening of de vernietiging van de hele verkavelingsvergunning of een deel ervan.

In de vergunning dient dit artikel te worden opgenomen. »

**Art. 46.** In artikel 109, eerste lid, van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997 en het decreet van 1 april 1999, worden de woorden « maar met het eensluidend advies van de gemachtigd ambtenaar » ingevoegd tussen de woorden « krachtens artikel 108 » en « indien het gaat om onroerende goederen » en de woorden « artikel 108 » worden vervangen door de woorden « artikel 107, § 2 ».

**Art. 47.** Er wordt een artikel 110bis luidend als volgt in hetzelfde wetboek ingevoegd :

« Art. 110bis. Buiten de ontginningsgebieden kan de vestiging bestemd voor de ontginning of de valorisering van sierrotsen uit een groeve die in bedrijf is geweest en die noodzakelijk is voor de renovatie, verbouwing, vergroting of de heropbouw van een pand in overeenstemming met de omgevende bebouwing voor een beperkte duur worden toegestaan, na advies van de commissie bedoeld in artikel 5. »

**Art. 48.** Artikel 111 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997 en het decreet van 6 mei 1999, wordt vervangen door volgende tekst :

« Art. 111. Gebouwen die niet beantwoorden aan de bestemming van een gebied.

De gebouwen of installaties in de zin van artikel 84, § 1, 1° die bestaan op het tijdstip waarop de vergunningsaanvraag is ingediend en waarvan de huidige of toekomstige bestemming niet overeenstemt met de voorschriften van het gewestplan kunnen onderworpen worden aan verbouwings-, vergrotings- of heropbouwwerken.

Wegens economische noden kunnen de gebouwen en installaties in de zin van artikel 84, § 1, 1°, die bestaan op het tijdstip waarop de vergunningsaanvraag is ingediend en waarvan de bestemming overeenstemt met de voorschriften van het gewestplan, onderworpen worden aan verbouwings- of vergrotingswerken die een afwijking inhouden van de bestemming van een aangrenzend gebied, met uitsluiting van de natuur-, parkgebieden en de oppervlakten met een bemerkenswaardig uitzicht.

Het gebouw zoals het is verbouwd, vergroot of heropgebouwd moet geïntegreerd worden in de omgeving, al dan niet bebouwd. »

**Art. 49.** Artikel 112 van hetzelfde wetboek wordt vervangen door volgende tekst :

« Art. 112. Met uitsluiting van de natuur-, parkgebieden en de oppervlakten met een bemerkenswaardig uitzicht kan er een stedenbouwkundige vergunning afgegeven worden in een gebied van het gewestplan dat niet verenigbaar is met het voorwerp van de aanvraag voor zover :

1° het grondstuk gelegen is tussen twee woningen die zijn opgetrokken vóór de inwerkingtreding van het gewestplan en hoogstens honderd meter verwijderd zijn van elkaar;

2° bedoeld grondstuk en bedoelde woningen gelegen zijn langs de weg en aan dezelfde kant van een openbare weg die voldoende uitgerust is met water- en elektriciteitsleidingen en rioleringen, die voorzien is van een wegverharding en breed genoeg is, rekening houdend met de ligging;

3° de gebouwen geïntegreerd zijn in de omgeving, al dan niet bebouwd, en de inrichting van het gebied niet in het gedrang komt.

Er wordt evenwel geen enkele vergunning afgegeven voor grondstukken die gelegen zijn langs openbare wegen die in minstens vier rijstroken zijn ingedeeld. »

**Art. 50.** In artikel 113 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1. de woorden « of de stedenbouwkundige optie » worden vervangen door de woorden « en de stedenbouwkundige optie »;

2. het artikel wordt aangevuld met volgend lid :

« Een verkavelingsvergunning kan onder dezelfde voorwaarden afwijken van een gemeentelijk plan van aanleg of van een gewestelijk of gemeentelijk stedenbouwkundig reglement. »

**Art. 51.** Artikel 114, tweede lid, van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997 en het decreet van 6 mei 1999, wordt vervangen door volgende tekst :

« De aanvraag tot het verkrijgen van de vergunning die de toepassing van deze onderafdeling inhoudt, is niet onderworpen aan een met redenen omkleed voorstel van het college van burgemeester en schepenen :

1° indien bedoelde aanvraag de toepassing inhoudt van de afwijkingen bedoeld in de artikelen 110 tot en met 112 of van een afwijking van een gewestelijk stedenbouwkundig reglement;

2° indien hij overeenkomstig artikel 127 is ingediend door een publiekrechtelijke persoon en handelingen en werken betreft die van algemeen nut zijn, of handelingen en werken die zich over het grondgebied van meerdere gemeenten uitstrekken. »

**Art. 52.** In artikel 116 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1. § 1, tweede lid, 2° wordt als volgt aangevuld :

« Indien de aanvraag tot het verkrijgen van een vergunning betrekking heeft op een goed dat gelegen is in een gebied waarin bedrijven zich zouden kunnen vestigen die een belangrijk risico inhouden voor de personen, de goeden of het milieu in de zin van de Richtlijn 96/82/EG of in de nabijheid van een dergelijk bedrijf of nog betrekking heeft op een dergelijk bedrijf, wordt het advies van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu ingewonnen; »;

2. in § 3 worden de woorden « artikel 107 » vervangen door de woorden « artikel 107, § 1 »;

3. in § 4 worden de woorden « in artikel 108 » vervangen door de woorden « in artikel 107, § 2 »;

4. het artikel wordt aangevuld met volgende bepaling :

« § 6. Voorafgaandelijk aan de beslissing van het college van burgemeester en schepenen kan de aanvrager mits de instemming van eerstgenoemde wijzigingsplannen voorleggen, evenals een aanvullend vervolg op de voorafgaande korte uiteenzetting van de milieueffectenrapportering of van de milieueffectenstudie behalve indien de in het vooruitzicht gestelde wijzigingen door de milieueffectenstudie gefundeerd worden.

In voorkomend geval onderwerpt het college van burgemeester en schepenen de wijzigingsplannen, het aanvullend vervolg op de voorafgaande korte uiteenzetting van de milieueffectenrapportering of de milieueffectenstudie aan nieuwe bekendmakingsmaatregelen, wint het advies in van de gemeentelijke commissie en de diensten en commissies bedoeld in § 1. »

**Art. 53.** In artikel 117 wordt volgend lid toegevoegd :

« In de gevallen bedoeld in artikel 116, § 6, gaan bovenbedoelde termijnen pas in te rekenen vanaf de neerlegging, tegen ontvangstbewijs door de aanvrager, van de wijzigingsplannen en van het aanvullend vervolg op de voorafgaande korte uiteenzetting van de milieueffectenrapportering of de milieueffectenstudie. »

**Art. 54.** Artikel 118 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997, wordt vervangen door volgende tekst :

« Art. 118. § 1. De aanvrager kan bij ter post aangetekend schrijven de gemachtigd ambtenaar ertoe uitnodigen te beslissen over zijn aanvraag na de termijnen en in de gevallen zoals volgt :

1° na veertig dagen te rekenen vanaf het ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs of het ontvangstbewijs bedoeld in artikel 115 en indien hij het schrijven van het college van burgemeester en schepenen niet gekregen heeft waarmee hij erover wordt ingelicht dat het voorafgaand advies van de gemachtigd ambtenaar wordt ingewonnen;

2° na vierentwintig dagen te rekenen vanaf het ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs of het ontvangstbewijs bedoeld in artikel 115 en indien hij het schrijven van het college van burgemeester en schepenen niet gekregen heeft waarmee hij erover wordt ingelicht dat ofwel het voorafgaand advies van de gemachtigd ambtenaar wordt ingewonnen in geval van bijzondere bekendmakingsmaatregelen of in geval van advies vanwege de diensten en commissies bedoeld in artikel 116, § 1, ofwel de beslissing van de gemachtigd ambtenaar over de afwijkingaanvraag aangevraagd wordt;

3° na tien dagen te rekenen vanaf de afloop van de termijnen bedoeld in artikel 117, tweede lid, en indien hij het bij ter post aangetekend schrijven waarmee het college van burgemeester en schepenen hem zijn beslissing mededeelt, niet gekregen heeft.

In de gevallen bedoeld in artikel 116, § 6, lopen bovenbedoelde termijnen pas te rekenen vanaf de neerlegging, tegen ontvangstbewijs door de aanvrager, van de wijzigingsplannen en van het aanvullend vervolg op de voorafgaande korte uiteenzetting van de milieueffectenrapportering of de milieueffectenstudie.

De aanvrager voegt bij diens schrijven waarvan hij tegelijkertijd een afschrift toezendt aan het college van burgemeester en schepenen, een eensluitend afschrift van het dossier dat hij oorspronkelijk aan het college van burgemeester en schepenen heeft gericht.

§ 2. Binnen de vijftig dagen na ontvangst van het dossier verstuurt de gemachtigd ambtenaar zijn beslissing naar de aanvrager, bij ter post aangetekend schrijven. Het niet-versturen van een beslissing binnen de termijn staat gelijk met de weigering van de vergunning.

Voorafgaandelijk aan de beslissing van de gemachtigde ambtenaar kan de aanvrager mits de instemming van eerstgenoemde wijzigingsplannen voorleggen, evenals een aanvullend vervolg op de voorafgaande korte uiteenzetting van de milieueffectenrapportering of van de milieueffectenstudie behalve indien de in het vooruitzicht gestelde wijzigingen door de milieueffectenstudie gefundeerd worden.

In voorkomend geval onderwerpt de gemachtigd ambtenaar de wijzigingsplannen aan nieuwe bekendmakingsmaatregelen via het college van burgemeester en schepenen en wint diens advies in, evenals het advies van de gemeentelijke commissie en het advies van de diensten en de commissie bedoeld in artikel 116, § 1. De adviezen worden binnen de dertig dagen overgemaakt; bij ontstentenis worden ze geacht gunstig te zijn.

In de gevallen bedoeld in het tweede en het derde lid loopt de termijn bedoeld in het eerste lid pas te rekenen vanaf de neerlegging tegen ontvangstbewijs door de aanvrager van de wijzigingsplannen en het aanvullend vervolg op de voorafgaande korte uiteenzetting van de milieueffectenrapportering of de milieueffectenstudie.

De dag zelf waarop hij zijn beslissing naar de aanvrager verstuurt, richt de gemachtigd ambtenaar daar een afgifte van aan het college van burgemeester en schepenen. »

**Art. 55.** In artikel 119, § 1, van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1. § 1 wordt aangevuld met volgend lid :

« Bij het beroep wordt een afschrift gevoegd van de plannen van de aanvraag tot het verkrijgen van een vergunning en van de beslissing waarop het beroep slaat. De behandlings- en beslissingstermijnen beginnen pas te lopen, te rekenen vanaf de ontvangst van bedoeld afschrift. »;

2. in § 2, tweede lid, worden de woorden « in de artikelen 107, § 2, en 108, § 4 » vervangen door de woorden « in artikel 108 ».

**Art. 56.** In artikel 120 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1. in het eerste lid worden de woorden « waarop de Regering een hoorzitting houdt » vervangen door « waarop de hoorzitting bedoeld in het vierde lid plaatsvindt »;

2. het vierde lid wordt vervangen door volgende tekst :

« Binnen de vijftig dagen te rekenen vanaf de ontvangst van het beroep, worden de partijen of hun vertegenwoordigers en het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium uitgenodigd om voor de commissie te verschijnen. Tijdens de hoorzitting verstrekt het Directoraat-generaal alle stukken waarmee zijn mening tot stand is gekomen, legt het voorstel tot beslissing voor die naar zijn mening aan de Regering voorgelegd zou moeten worden en gaat daarover het debat aan met de partijen. De commissie notuleert en brengt vervolgens zijn advies uit.

Indien het dossier betrekking heeft op een onroerend goed bedoeld in artikel 109 zetelt er in de adviescommissie een vertegenwoordiger van de Koninklijke Commissie voor Monumenten, Landschappen en Opgravingen van het Waalse Gewest.

De commissie richt alle stukken bedoeld in vorig lid aan de Regering. »

**Art. 57.** In artikel 123, eerste lid, van het wetboek, dient in het Frans « prévues » vervangen te worden door « prévus ».

Artikel 123, tweede lid, van hetzelfde wetboek, vervangen bij het decreet van 27 november 1997, wordt vervangen door volgende leden :

« Voorafgaandelijk aan de beslissing van de Regering kan de aanvrager mits de instemming van eerstgenoemde of van de voorzitter van de beroepscommissie wijzigingsplannen voorleggen, evenals een aanvullend vervolg op de voorafgaande korte uiteenzetting van de milieueffectenrapportering of van de milieueffectenstudie behalve indien de in het vooruitzicht gestelde wijzigingen door de milieueffectenstudie gefundeerd worden.

In voorkomend geval onderwerpt de Regering de wijzigingsplannen aan nieuwe bekendmakingsmaatregelen via het college van burgemeester en schepenen en wint diens advies in, evenals het advies van de gemeentelijke commissie en het advies van de diensten en de commissies bedoeld in artikel 116, § 1. De adviezen worden binnen de dertig dagen overgemaakt; bij ontstentenis worden ze geacht gunstig te zijn.

In de gevallen bedoeld in het tweede en het derde lid loopt de termijn bedoeld in artikel 121, eerste lid pas te rekenen vanaf de neerlegging tegen ontvangstbewijs door de aanvrager van de wijzigingsplannen en de aanvulling op de voorafgaande korte uiteenzetting van de milieueffectenrapportering of de milieueffectenstudie. Als het herinneringsschrijven overeenkomstig artikel 121, tweede lid, is verstuurd en de Regering vóór afloop van de termijn bedoeld in artikel 121, derde lid, om de wijziging van de plannen verzoekt, loopt er een nieuwe termijn van dertig dagen voor het toezenden van de beslissing bedoeld in artikel 121, derde lid, te rekenen vanaf de neerlegging tegen ontvangstbewijs van de wijzigingsplannen en de aanvulling op de voorafgaande korte uiteenzetting van de milieueffectenrapportering of de milieueffectenstudie. »

**Art. 58.** Artikel 124 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997 en het decreet van 11 maart 1999, wordt vervangen door volgende tekst :

« Art. 124. Indien de aanvraag tot het verkrijgen van een stedenbouwkundige of verkavelingsvergunning aan de voorschriften beantwoordt van een plan van aanleg dat onderworpen is aan een milieueffectenstudie overeenkomstig de artikelen 42 of 50, kunnen het college van burgemeester en schepenen, de gemachtigd ambtenaar of de Regering, al naar gelang, op grond van de voorafgaande korte uiteenzetting van de milieueffectenrapportering bedoelde aanvraag pas vrijstellen van de verwezenlijking van een milieueffectenstudie voor zover in de milieueffectenstudie die aan de goedkeuring van het plan voorafgaat alle inlichtingen zijn opgenomen die vereist zouden zijn voor de milieueffectenstudie met betrekking tot de aanvraag.

Indien de voorwaarden uit het eerste lid niet vervuld zijn, kan de milieueffectenstudie die betrekking heeft op de aanvraag tot het verkrijgen van een stedenbouwkundige of verkavelingsvergunning meer bepaald gegrond zijn op de nuttige inlichtingen die verkregen zijn bij de milieueffectenstudie(s) of het milieueffectenrapport die voorafgaandelijk zijn verkregen ter gelegenheid van de goedkeuring van een gewestplan, van een gemeentelijk plan van aanleg, van het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan of van een gemeentelijk structuurplan. »

**Art. 59.** Artikel 127 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997 en het decreet van 6 mei 1999, wordt vervangen door volgende tekst :

« Art. 127. § 1. In afwijking van de artikelen 84 en 89 wordt de vergunning afgegeven door de Regering of de gemachtigd ambtenaar :

- 1° wanneer ze wordt aangevraagd door een publiekrechtelijk persoon;
- 2° wanneer ze betrekking heeft op handelingen en werken van algemeen nut;
- 3° wanneer ze betrekking heeft op handelingen en werken die zich uitstrekken op het grondgebied van meerdere gemeenten.

De Regering bepaalt :

- 1° de lijst van de publiekrechtelijke personen bedoeld in deze paragraaf;
- 2° de lijst van de handelingen en werken van algemeen nut bedoeld in deze paragraaf;
- 3° de lijst van de handelingen en werken van algemeen nut waarvoor er geen machtiging gegeven wordt.

§ 2. De aanvraag tot het verkrijgen van een vergunning wordt gericht aan de gemachtigd ambtenaar, bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbericht.

De Regering kan de vorm en de inhoud van de aanvraag tot het verkrijgen van een vergunning vaststellen. Hij bepaalt het aantal exemplaren van het dossier die bij bedoelde aanvraag gevoegd dienen te worden, evenals de schaal en de inhoud van de verschillende bij te voegen plannen.

Binnen de vijftien dagen richt de gemachtigd ambtenaar, indien het dossier onvolledig is, bij ter post aangetekend schrijven een opsomming van de ontbrekende stukken aan de aanvrager en wijst hem erop dat de procedure opnieuw begint te lopen te rekenen vanaf ontvangst ervan.

Binnen dezelfde termijn geeft de gemachtigd ambtenaar, indien de aanvraag volledig is, kennis aan de aanvrager, bij ter post aangetekend schrijven, van het feit dat het dossier volledig is en of de aanvraag al dan niet bijzondere bekendmakingsmaatregelen of maatregelen ter raadpleging van de gemeentelijke commissie of van de diensten en commissies waarvan de raadpleging aangevraagd wordt, vereist. Indien de aanvraag tot het verkrijgen van een vergunning betrekking heeft op een goed dat gelegen is in de nabijheid van een gebied waarin bedrijven zich zouden kunnen vestigen die een belangrijk risico inhouden voor de personen, de goeden of het milieu in de zin van de Richtlijn 96/82/EG of dat zich in de nabijheid bevindt van een dergelijk bedrijf of nog betrekking heeft op een dergelijk bedrijf, wordt het advies van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu ingewonnen.

De diensten en commissies bedoeld in vorig lid maken hun advies over binnen de dertig dagen na de aanvraag.

Indien de aanvraag onderworpen wordt aan bijzondere bekendmakingsmaatregelen, worden deze via de gemeente getroffen.

Het college van burgemeester en schepenen maakt zijn advies over binnen volgende termijnen te rekenen vanaf de ontvangst van de aanvraag van de gemachtigd ambtenaar :

- 1° dertig dagen indien de aanvraag noch bijzondere bekendmakingsmaatregelen noch het advies van de gemeentelijke commissie vereist;
- 2° zeventig dagen indien de aanvraag bijzondere bekendmakingsmaatregelen of het advies van de gemeentelijke commissie vereist.

Indien de adviezen bedoeld in het vijfde en het zevende lid niet binnen de termijnen zijn uitgebracht, worden ze geacht gunstig te zijn.

§ 3. Indien het handelingen en werken van algemeen nut betreft, kan de vergunning worden afgegeven in afwijking van een gemeentelijk plan van aanleg, van een gemeentelijk stedenbouwkundig reglement of van een rooiplan.

§ 4. Bij gunstig advies van het college van burgemeester en schepenen wordt de beslissing van de gemachtigd ambtenaar waarbij de vergunning toegekend of geweigerd wordt, tegelijkertijd aan de aanvrager en aan het college van burgemeester en schepenen gestuurd, bij aangetekend schrijven.

Verstuurd wordt de beslissing van de gemachtigd ambtenaar binnen volgende termijnen te rekenen vanaf het ontvangstbewijs van de post voor het versturen van het schrijven bedoeld in § 2, eerste lid, of, in voorkomend geval, te rekenen vanaf de ontvangst van de aanvullende stukken bedoeld in § 2, derde lid :

1° negentig dagen indien de aanvraag noch bijzondere bekendmakingsmaatregelen, noch het advies van de gemeentelijke commissie vereist;

2° honderd dagen indien de aanvraag bijzondere bekendmakingsmaatregelen of het advies van de gemeentelijke commissie vereist.

Indien er geen beslissing wordt opgestuurd binnen bedoelde termijn, staat dit gelijk met het weigeren van de vergunning.

§ 5. De gemachtigd ambtenaar maakt zijn advies aan de Regering over binnen de termijnen bepaald bij § 4, tweede lid, indien :

1° het advies van het college van burgemeester en schepenen ongunstig is of, als de aanvraag betrekking heeft op handelingen en werken die zich uitstrekken over het grondgebied van verschillende gemeenten, het advies van één der colleges van burgemeester en schepenen ongunstig is;

2° de aanvraag betrekking heeft op handelingen werken waarvoor er geen machtiging wordt toegekend.

De beslissing van de Regering waarbij de vergunning toegekend of geweigerd wordt, wordt tegelijkertijd aan de aanvrager, aan het college van burgemeester en schepenen en aan de gemachtigd ambtenaar toegezonden, bij aangetekend schrijven.

Verstuurd wordt de beslissing van de Regering binnen een termijn van zestig dagen te rekenen vanaf de ontvangst van het advies van de gemachtigd ambtenaar bedoeld in het eerste lid of, bij ontstentenis, vanaf het aflopen van de termijnen bedoeld in § 4, tweede lid.

§ 6. De aanvrager en het college van burgemeester en schepenen kunnen een beroep indienen bij de Waalse Regering binnen de dertig dagen na de ontvangst van de beslissing van de gemachtigd ambtenaar of na het aflopen van de termijn bedoeld in § 4, tweede lid.

Over het beroep wordt beslist overeenkomstig de artikelen 120 tot en met 123.

§ 7. Voorafgaandelijk aan de beslissing van de gemachtigd ambtenaar of de Regering kan de aanvrager mits de instemming van laatstgenoemde wijzigingsplannen voorleggen, evenals een aanvullend vervolg op de voorafgaande korte uiteenzetting van de milieueffectenrapportering of van de milieueffectenstudie behalve indien de in het vooruitzicht gestelde wijzigingen door de milieueffectenstudie gefundeerd worden.

In voorkomend geval worden de wijzigingsplannen, het aanvullend vervolg op de voorafgaande korte uiteenzetting van de milieueffectenrapportering of de milieueffectenstudie onderworpen aan nieuwe bekendmakingsmaatregelen via de gemeente en aan het advies van de gemeentelijke commissie en het advies van de diensten en de commissie bedoeld in § 2, evenals aan het advies van het college van burgemeester en schepenen. Bedoelde adviezen worden binnen de termijnen bedoeld in § 2, vijfde en zevende lid, overgemaakt. Bij ontstentenis worden ze geacht gunstig te zijn.

In de gevallen bedoeld in deze paragraaf lopen de termijn bedoeld in het vierde en het zesde lid pas te rekenen vanaf de neerlegging tegen ontvangstbewijs door de aanvrager van de wijzigingsplannen en de aanvulling op de voorafgaande korte uiteenzetting van de milieueffectenrapportering of de milieueffectenstudie. »

**Art. 60.** Er wordt een artikel 132*bis* luidend als volgt in hetzelfde wetboek ingevoegd :

« Art. 132*bis*. De afwijkingen die zijn toegestaan in toepassing van afdeling 2 van dit hoofdstuk, zijn van toepassing op de handelingen die onder andere wetgevingen met betrekking tot hetzelfde ontwerp ressorteren.

Het is toegestaan om de activiteiten die toegelaten zijn bij een vergunning die is afgegeven vóór de inwerkingtreding van een plan en die niet beantwoorden aan de voorschriften ervan, verder te zetten tot en met de afloop van de geldigheidsstermijn van bedoelde vergunning. De hernieuwing van bedoelde toelating kan worden toegestaan door de bevoegde overheid zolang dat verenigbaar blijft met de algemene bestemming van het betrokken gebied, van diens architectonisch karakter en de stedenbouwkundige optie die bedoelde voorschriften inhouden. »

**Art. 61.** Artikel 133 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997, wordt aangevuld met volgend lid :

« Hij regelt de procedure voor de behandeling van de vergunningen en bepaalt inzonderheid de gevallen waarin bijzondere bekendmakingsmaatregelen nageleefd dienen te worden of waarin raadplegingen noodzakelijk zijn. »

**Art. 62.** In artikel 135, eerste lid, van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997, worden de woorden « in de artikelen 108, § 2, en 127 » vervangen door de woorden « in artikel 127 ».

**Art. 63.** Artikel 136 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997, wordt vervangen door volgende tekst :

« Art. 136. Indien de in de artikelen 84, 89 of 127 bedoelde handelingen, werken en vergunningen betrekking hebben op onroerende goederen die onderhevig zijn aan een natuurrisico of aan zware fysische druk zoals overstroming, rotswandafschuiving, karst- of mijnverzakking, aardbevingsgevaar of aan een zwaar risico in de zin van artikel 31, kan de uitvoering van de handelingen en werken hetzij verboden worden, hetzij aan bijzondere beveiligingsmaatregelen voor personen, goederen en het milieu onderworpen worden. »

**Art. 64.** Artikel 139 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997, wordt vervangen door volgende tekst :

« Art. 139. § 1. Indien er een stedenbouwkundige vergunning is afgegeven na een door de Regering vastgestelde datum, dient de vergunningsgerechtigde te laten verifiëren of de staat van het goed conform is aan de vergunning, uiterlijk binnen een termijn van zes maanden volgend op de afloop van de termijn bepaald bij artikel 87, § 2, of vóór een overdracht in de zin van artikel 85 die vóór afloop van bedoelde termijn plaatsvindt.

Indien het een overdracht betreft in de zin van artikel 85, die meer dan drie jaar na een verificatie plaatsvindt, dient de vergunningsgerechtigde te laten verifiëren of zijn goed conform is aan de vergunning vóór de akte van overdracht. Een verificatie is evenwel vereist vóór elke overdracht die plaatsvindt na een voorlopige verificatie.

§ 2. De verificatie wordt verricht door een erkend certificeerder die gekozen wordt door de vergunningsgerechtigde of de overdrager.



Als de gemeente het stedenbouwkundig eenvormigheidsattest of het stuk waarmee de weigering van het stedenbouwkundig attest bevestigd wordt, niet gekregen heeft aan het einde van de zes maanden volgend op de afloop van de termijn bepaald bij artikel 87, § 2, geeft het college van burgemeester en schepenen of het personeelslid dat bedoeld college daartoe machtigt van ambtswege opdracht tot het doorvoeren van de verificatie aan een erkend certificeerder.

In alle gevallen worden de verificatiekosten gedragen door de vergunningsgerechtigde of de overdrager.

§ 3. Indien de erkende certificeerder vaststelt dat de handelingen en werken zijn voltooid overeenkomstig de vergunning, geeft hij een stedenbouwkundig eenvormigheidsattest af.

Indien de termijn bepaald bij artikel 87, § 2, op het tijdstip van de verificatie niet afgelopen is en de handelingen en werken niet voltooid zijn, maar indien wat daar reeds van afgewerkt is, overeenstemt met de vergunning, geeft de erkende certificeerder een voorlopig eenvormigheidsattest af.

Indien de erkende certificeerder vaststelt dat er een ovetreding is gepleegd, weigert hij het stedenbouwkundig eenvormigheidsattest af te geven.

Elk stedenbouwkundig eenvormigheidsattest of elke weigering tot het afgeven ervan dient met redenen te worden omkleed.

Van stedenbouwkundige eenvormigheidsattesten of van de weigeringen tot het afgeven ervan wordt kennis gegeven bij aangetekend schrijven of zij worden overhandigd tegen ontvangstbewijs, de dag zelf, aan het gemeentebestuur, aan de gemachtigd ambtenaar of, al naargelang, aan de vergunningsgerechtigde of aan de overdrager.

§ 4. De erkende certificeerder die weigert het stedenbouwkundig eenvormigheidsattest af te geven, oordeelt of de door hem vastgestelde overtredingen licht zijn tegenover de zorgvuldige inrichting van de ruimte en verantwoordt zijn beoordeling.

Indien een inbreuk niet rechtgezet kan worden dan bij afwijking van een akte met regelgevend karakter of indien de afwijking onmogelijk is, kan zij niet als licht worden beschouwd ten opzichte van de zorgvuldige inrichting van de ruimte.

§ 5. De vergunningsgerechtigde of de overdrager die de weigering vanwege de erkende certificeerder om het stedenbouwkundig eenvormigheidsattest af te geven of diens beoordeling over de lichtheid van de overtredingen ten opzichte van de zorgvuldige inrichting van de ruimte betwist, kan binnen de vijftien dagen aan een gewestelijk personeelslid dat als certificeerder erkend is, vragen om een nieuwe verificatie te verrichten. De vaststellingen van het gewestelijk personeelslid dat als certificeerder erkend is, nemen de plaats in van de vaststellingen van de eerste erkende certificeerder.

§ 6. Indien de erkende certificeerder vastgesteld heeft dat er enkel lichte overtredingen zijn gepleegd ten opzichte van de zorgvuldige inrichting van de betrokken ruimte en indien de vergunning waarvan de bepalingen niet zijn nageleefd in eerste instantie onder de bevoegdheid van het college van burgemeester en schepenen ressorteerde, kan een aanvraag tot het verkrijgen van een regularisatievergunning worden ingediend overeenkomstig artikel 107, § 1. In dat geval verifieert de bevoegde overheid, zonder de eerder afgegeven en definitief geworden vergunning in het gedrang te brengen, of de inbreuk voor regularisatie in aanmerking komt, ten opzichte van de zorgvuldige inrichting van de ruimte. In de regularisatievergunning kunnen er voorwaarden worden opgelegd.

§ 7. De wijzigende regularisatievergunning verhindert elke vervolging voor het instandhouden van handelingen en werken die niet conform zijn aan de gewijzigde vergunning of elke stedenbouwkundige herstelmaatregel, onverminderd de rechten van de derden.

§ 8. De Regering kan bepalen dat bepaalde handelingen en werken niet onderworpen worden aan de toepassing van dit artikel.

De Regering regelt de voorwaarden en de procedure voor de toekenning en de intrekking van de erkenning, de voorwaarden waaronder de erkende certificeerders hun opdracht uitvoeren, meer bepaald de tarieven. Hij erkent de certificeerders.

De Regering stelt de vorm van de stedenbouwkundige eenvormigheidsattesten en van de stukken waarbij het stedenbouwkundig eenvormigheidsattest geweigerd wordt, vast. »

**Art. 65.** In artikel 150 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij de decreten van 27 november 1997 en 1 april 1999, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1. in het eerste lid wordt nummer 5° vervangen als volgt :

« 5° de voorwaarden waaronder degenen die de inlichtingen bepaald bij artikel 85, § 1, dienen te verstrekken, deze kunnen verkrijgen bij betrokken besturen. »;

2. het vervolg van het artikel wordt opgeheven.

**Art. 66.** In hetzelfde wetboek wordt er een artikel 150bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 150bis. § 1. De gemeenten dienen aan elke persoon het stedenbouwkundig attest nr. 1 af te geven.

In het stedenbouwkundig attest nr. 1 zijn de inlichtingen opgenomen als in onderstaande lijst en met betrekking tot de kadastrale percelen of delen ervan die in de aanvraag worden vermeld :

1° de voorschriften van het gewestplan, met inbegrip van het gebied, de tracés, de oppervlakten, de inrichtingsmaatregelen en de toe te passen bijkomende voorschriften;

2° indien het onroerende goed wegens de ligging onderworpen geheel of gedeeltelijk onderworpen is aan de toepassing van een gewestelijk stedenbouwkundig reglement;

3° de ligging tegenover het ontwerp-gewestplan en het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan;

4° de ligging tegenover een gemeentelijk plan van aanleg of een ontwerp van gemeentelijk plan van aanleg, van een gemeentelijk structuurplan of een ontwerp van gemeentelijk structuurplan, van een gemeentelijk stedenbouwkundig reglement of een ontwerp van stedenbouwkundig reglement of nog van een verkavelingsvergunning;

5° als het goed onderworpen is aan het voorkeepsrecht of opgenomen is in de grenzen van een onteigeningsplan en, al naargelang het geval, de aanwijzing van de gerechtigden van het voorkeepsrecht of van de onteigenende overheid, evenals de datum van het overeenstemmende regeringsbesluit;

6° als het goed :

- gelegen is binnen één van de oppervlakten bedoeld in de artikelen 168, § 4, 172 of 173;
- ingeschreven is op de beschermingslijst bedoeld in artikel 193;
- beschermd is in toepassing van artikel 196;
- gelegen is in een beschermingsgebied als bedoeld in artikel 209;
- gelegen is in een gebied dat opgenomen is in de inventaris van archeologische sites bedoeld in artikel 233;

7° als het goed uitgerust is met een installatie voor de zuivering van afvalwater en toegang verschaft tot een weg die voldoende uitgerust is met water- en elektriciteitsleidingen, met een wegverharding en voldoende breed is, rekening houdende met de ligging.

De gemeente en de Regering kunnen de lijst der inlichtingen die in het certificaat dienen te worden opgenomen, aanvullen.

§ 2. De gemeenten dienen het stedenbouwkundig attest nr. 2 af te geven.

Elke aanvraag tot het verkrijgen van het stedenbouwkundig attest nr. 2 houdt de aanvraag tot het verkrijgen van het stedenbouwkundig attest nr. 1 in. Naast de inlichtingen die zijn opgenomen in het attest nr. 1, wordt in het attest nr. 2 een beoordeling van het college van burgemeester en schepenen en van de gemachtigd ambtenaar opgenomen met betrekking tot het ontwerp zoals het concreet door de aanvrager is opgesteld.

De beoordeling heeft betrekking op het beginsel van en de voorwaarden voor de afgifte van een stedenbouwkundige of verkavelingsvergunning die aangevraagd zou worden om een dergelijk ontwerp te verwezenlijken. Beoelde beoordeling heeft eveneens betrekking op de stedenbouwkundige lasten.

In de aanvraag tot het verkrijgen van het stedenbouwkundig attest nr. 2 wordt een uiteenzetting van het ontwerp opgenomen in grafische of tekstvorm, evenals het eventuele verzoek om gehoord te worden door het gemeentebestuur en de gemachtigd ambtenaar. In dat geval krijgt betrokkene binnen de vijftien dagen na zijn aanvraag een oproeping om op de hoorzitting te verschijnen. Tijdens de hoorzitting ontmoet hij de vertegenwoordiger van het gemeentebestuur en de gemachtigd ambtenaar en kan met hen het debat aangaan over zijn ontwerp en, eventueel, schriftelijk een lichte wijziging aanbrengen in bedoeld ontwerp.

Het attest nr. 2 wordt binnen de vijfenzeventig dagen na de aanvraag afgegeven.

De door het college van burgemeester en schepenen en de gemachtigd ambtenaar uitgesproken beoordeling blijft geldig voor een duur van twee jaar te rekenen vanaf de afgifte van het stedenbouwkundig attest nr. 2 voor de bestanddelen van de aanvraag tot het verkrijgen van de vergunning die betrekking hebben op het attest nr. 2 en onder voorbehoud van de milieueffectenrapportering die het ontwerp ondergaat, van de resultaten van de onderzoeken en andere raadplegingen en van het behoud van de normen die van toepassing zijn op het tijdstip van het attest.

§ 3. De aanvragen tot het verkrijgen van het attest worden aan de gemeente gericht, bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs of worden tegen ontvangstbewijs op het gemeentehuis ingediend. De Regering kan de vorm van de aanvragen en van de stedenbouwkundige attesten bepalen en de procedure vaststellen.

De gemeenteraad kan per betrokken kadastraal perceel een dossierrecht opleggen dat ontstaat ten gevolge van de aanvraag tot het verkrijgen van een stedenbouwkundig attest. »

**Art. 67.** In artikel 155 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1. in § 6, eerste lid, worden de woorden « mits betaling binnen een door haar bepaalde termijn van een som gelijk aan het dubbele van het bedrag van de belasting op bouwwerken, die evenwel verschuldigd blijft aan de gemeente. De Regering bepaalt de te betalen sommen per categorie werken en handelingen die niet onderworpen zijn aan de belasting op bouwwerken. » opgeheven en de komma na het woord « overtreder » wordt vervangen door een punt;

2. in § 6, wordt volgend lid ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid :

« Het vergelijk komt tot stand mits de betaling van een som geld die aldus wordt vastgesteld :

1° indien er één of verschillende lichte overtredingen zijn vastgesteld op de zorgvuldige inrichting van de ruimte waarvoor er een procedure tot wijziging van de vergunning is ingeschakeld in toepassing van artikel 139, § 6, een globaal bedrag van 250 euro;

2° in de andere gevallen, een bedrag dat wordt vastgesteld volgens de regels die door de Regering worden bepaald, zonder dat bedoeld bedrag lager mag zijn dan 250 euro, noch hoger dan 25.000 euro. »

**Art. 68.** Artikel 168 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997, wordt vervangen door volgende tekst :

« Art. 168. § 1. Op voorstel van een gemeente, van een vereniging van gemeenten, van één of meerdere eigenaars of op eigen initiatief bepaalt de Regering op voorlopige wijze dat een site waarvan hij de oppervlakte vastlegt, afgedankt is en gesaneerd of gerenoveerd dient te worden. Het besluit wordt ingeschreven bij de hypotheekbewaring.

§ 2. Indien de bestemming die vastgesteld is in het ontwerp-besluit bedoeld in § 4 niet overeenstemt met de bestemming bepaald in een vigerend plan van aanleg, bepaalt de Regering tegelijkertijd een voorontwerp van herzien gewestplan waarin bedoelde bestemming is opgenomen en laat een milieueffectenstudie overeenkomstig artikel 42 verwezenlijken.

Toegepast worden de bepalingen over de opstelling en de herziening van de gewestplannen.

§ 3. Het besluit bedoeld in § 1 en, in voorkomend geval, het besluit waarmee het ontwerp-plan voorlopig wordt aangenomen, worden, samen met de milieueffectenstudie, voorgelegd aan de betrokken eigenaars, volgens de kadastrale aanwijzingen.

§ 4. De Regering bepaalt definitief de oppervlakte van de afgedankte ruimte, diens sanering en renovering, evenals diens bestemming en, in voorkomend geval, de herziening van het gewestplan. »

**Art. 69.** In hetzelfde wetboek, gewijzigd bij de decreten van 27 november 1997, 23 juli 1998, 16 december 1998, 1 april 1999 en 6 mei 1999 wordt in de artikelen 1, 4, 7, 12, 13, 16, 25, 48, 54, 72, 74, 76, 78, 84, 88, 107, 116, 117, 119, 120, 122, 129, 142, 143, 146, 149, 150, 154, 155, 157, 160, 167, 170, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 179, 182, 183 en 184 het Arabisch cijfer gevolgd door een punt ter aanduiding van een onderafdeling van een lid of volzin vervangen door datzelfde Arabisch cijfer gevolgd door een boven de regel geschreven letter « o ».

HOOFDSTUK II. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 69bis.** Voor de toepassing van artikel 110 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997 en het decreet van 6 mei 1999, worden de centra voor de samenbrenging van uitgebaggerde aarde die gelegen zijn langs bevaarbare waterlopen die daadwerkelijk worden gebruikt voor het vervoer van goeden en waren gelijkgesteld met openbare of gemeenschappelijke gebouwen en uitrustingen, voor zover de aanvragen worden ingediend binnen de twee jaar na inwerkingtreding van dit decreet.

**Art. 70.** Artikel 5 van het decreet van 27 oktober 1998 betreffende de steengroeven wordt aangevuld als volgt : « onverminderd diens artikel 110bis ».

**Art. 71.** Artikel 24, § 2, eerste lid, van het decreet van 27 juni 1996 over de afvalstoffen, gewijzigd bij het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, wordt aangevuld als volgt :

« Op bedoelde sites kunnen de andere activiteiten met betrekking tot het afvalstoffenbeheer worden toegestaan, voor zover zij verband houden met de exploitatie van het technisch ondergravingscentrum of zij laatstgenoemde niet in het gedrang brengen. »

**Art. 72.** In artikel 97 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning worden in het derde lid, na het derde streepje, na de woorden « 132, eerste lid, » de woorden « 132bis » ingevoegd.

**Art. 73.** De opstelling van een gemeentelijk structuurplan dat voorlopig is aangenomen door de gemeenteraad vóór inwerkingtreding van dit decreet volgt de vóór bedoelde datum vigerende procedure.

**Art. 74.** De herziening van een gewestplan dat voorlopig is aangenomen door de Regering na advies van de gewestelijke commissie vóór inwerkingtreding van dit decreet volgt de vóór bedoelde datum vigerende procedure.

**Art. 75.** De herziening of de opstelling van een gemeentelijk plan van aanleg dat voorlopig is aangenomen door de gemeenteraad of door de Regering vóór inwerkingtreding van dit decreet volgt de vóór bedoelde datum vigerende procedure.

**Art. 76.** De aanvraag tot het verkrijgen van een stedenbouwkundige of verkavelingsvergunning waarvan het ontvangstbewijs dateert van vóór de datum van inwerkingtreding van dit decreet wordt verder behandeld volgens de op bedoelde datum vigerende bepalingen.

**Art. 77.** Artikel 139 van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997, blijft van toepassing op de handelingen en werken die zijn toegelaten bij een vergunning die is afgegeven vóór de door de Regering vastgestelde datum.

Artikel 85, § 3, van hetzelfde wetboek, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997, ingevoerd bij artikel 30 van dit decreet, en artikel 64 van dit decreet treden in werking op de door de Regering vastgestelde datum.

**Art. 78.** Artikel 67 van dit decreet is van toepassing op de overtredingen die zijn gepleegd vanaf de door de Regering vastgestelde datum.

**Art. 79.** De Regering bepaalt de datum van inwerkingtreding van de artikelen 1, 3, 5, 6, 7, 8, 22, 23, 24, 25, 28, 29, 30, 32, 36, 58, 64 en 77.

**Art. 80.** De Regering is gemachtigd om de coördinatie van dit decreet met het decreet van 27 november 1997 en diens wijzigingsdecreten of -bepalingen door te voeren.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 18 juli 2002.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,  
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,  
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,  
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,  
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
Mevr. M. ARENA

—  
Nota

(1) *Zitting 2001-2002.*

Stukken van de Raad. — 309 (2001-2002) Nrs. 1 tot 179.

*Volledig verslag.* — Openbare vergadering van 11 juli 2002. Bespreking. Stemming.